

LA POLITIQUE COTONNIÈRE DE L'ÉGYPTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 11 Juin 1932 à 14 heures

PAR

A. HICHMAT ABU STEIT

Président : M. MAUNIER, Professeur

<i>Suffragants</i> }	MM. C. PERREAU, R. PICARD.	} <i>Professeurs</i>
----------------------	-------------------------------	----------------------

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1932

**LA
POLITIQUE COTONNIÈRE
DE L'ÉGYPTE**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA POLITIQUE COTONNIÈRE DE L'ÉGYPTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 11 Juin 1932 à 14 heures

PAR

A. HICHMAT ABU STEIT

Président : M. MAUNIER, Professeur

<i>Suffragants</i> }	MM. C. PERREAU, R. PICARD.	{ <i>Professeurs</i>
----------------------	-------------------------------	----------------------

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1932



A LA MÉMOIRE
DE MES TRÈS CHERS PARENTS

Reconnaissance et Souvenir.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552827_0021

INTRODUCTION

Vers la fin d'un voyage de vacances en 1930, l'idée d'entreprendre un travail sur une politique cotonnière à suivre par l'Egypte nous fût suggérée. Notre séjour nous a permis de constater les maux qui rongent la structure économique du pays et nous a révélé d'une manière évidente la précarité de son organisation. Nous acceptâmes donc l'idée et nous nous mîmes à l'œuvre. Malheureusement, le temps nous fût trop court pour faire de ce voyage d'agrément un voyage d'étude dans toute l'acception du mot.

Hâtons-nous de dire, dès le début, que si nous avons entrepris ce travail, ce n'est nullement parce que nous prétendons révéler les remèdes qui feront le miracle de guérir par enchantement le pays. Nous nous proposerons plus modestement de grouper dans un ensemble les directives générales d'une politique cotonnière pour le pays et que nous croyons être de nature à porter, un remède lent mais efficace qui pourra espérons-le, avec le temps le guérir et donner ses fruits. Nous allons aussi parler avec un certain développement d'une question connue depuis longtemps mais qui est pourtant restée sans solution définitive. Nous voulons dire de la restriction et de la non restriction de la superficie cotonnière et en général de la quantité que devra produire le pays.

Une fois les séances du Congrès cotonnier international¹ terminées, nous avons jugé opportun un voyage d'études au pays. Nous avons pu recueillir beaucoup de documents intéressants sur la matière. Nous avons pu nous entretenir avec des personnalités dont la compétence ne pourra être mise en doute. Un séjour à la campagne nous a permis de voir de très près l'état de malaise qui s'empara du fellah et partant, du pays tout entier.

Cependant, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour échapper à des impressions personnelles et ne pas accepter certaines idées qui nous furent présentées sous un jour sombre. Aussi sommes-nous dégagés de tout esprit politique afin que l'objectivité de notre étude — surtout alors qu'elle traite une question aussi vitale pour le pays — ne soit pas mise en cause.

Résoudre le problème cotonnier et trouver la bonne solution ce serait trouver la panacée aux maux chroniques dont souffre pitoyablement le pays et en même temps lui assurer une vie économique saine et stable.

Etudier le coton en Egypte, revient, en somme, à étudier toute la situation économique du pays ; car le développement de toutes les branches du commerce et de l'industrie, la situation des banques et des institutions foncières, en un mot, la richesse de notre pays et sa prospérité dépendant presque exclusivement du coton et du prix de vente qu'on en tire.

1. Le Congrès Cotonnier International a tenu ses assises à Paris du 23 au 26 juin 1931.

Afin de rendre cette assertion plus claire, nous croyons qu'il convient de donner un bref aperçu montrant comment le coton affecte toutes les sphères de l'activité économique de l'Egypte.

1. Les quatre-vingt-dix pour cent de nos importations se payent en coton, graines de coton et tourteaux.

Si les prix s'élèvent, le pouvoir d'achat du pays augmente et son commerce progresse. Si les prix baissent, un ralentissement de ce commerce en sera la conséquence fatale.

Voici trois chiffres qui démontrent la marche descendante qu'ont prise nos importations à la suite de la baisse de prix de notre coton qui ne pouvait échapper au sort des autres matières premières dont les prix baissaient dans des proportions énormes en raison de la crise économique qui sévit actuellement dans tous les pays :

En 1928	les importations	ont atteint	L.E.	52.000.000
En 1929 ¹	—	—	L.E.	56.000.000
En 1930	—	—	L.E.	47.000.000

En 1925, quand les prix étaient de 51 talaris pour le Sakellaridis et de 32 1/2 talaris pour l'achmouni, les exportations moyennes par mois atteignirent L. I. E. 4.933.000 et les importations L. E. 4.852.000.

En 1931 quand les prix étaient de 13 et 9 talaris respectivement la moyenne est tombée à L. E. 2.856.000 pour les exportations et L. E. 2.809.000 pour les importations (pour les trois premiers mois).

1. Si elles s'élèvent en 1929, c'est à cause de l'intervention du Gouvernement sur le marché cotonnier.

2. Les prix du coton influent considérablement sur le marché des valeurs. Le coton constitue la meilleure garantie et en quelque sorte la cause principale de la confiance qu'inspire le pays à l'étranger. Quand son prix s'élève le marché des valeurs se montre ferme et un afflux d'argent en quête de placement envahit littéralement le pays.

On voit se constituer nombre de sociétés financières et industrielles d'une importance capitale pour le pays.

3. Si nous sommes en présence d'une bonne récolte se vendant à de bons prix, le fellah sera en mesure de s'acquitter de ses dettes, de dépenser largement et même de marier ses enfants. Si au contraire la récolte était mauvaise et se vendait à de bas prix, le paysan se trouverait dans la difficulté de payer ses dettes et serait obligé de restreindre ses dépenses.

4. Il ne faut pas oublier que le coton étant plus ou moins directement l'un des supports du budget, les ressources de l'état se trouvent accrues à la suite d'une bonne campagne cotonnière. Le gouvernement serait ainsi en mesure de fournir les sommes considérables qu'exigent la réalisation de grandes entreprises qui aideront à la prospérité du pays.

Si l'on soumet à un examen tant soit peu attentif la question cotonnière en Egypte, comme nous allons le faire plus haut et dans cette même introduction, on arrive facilement à une conclusion frappante qui peut être résumée de la manière suivante :

Le pays n'a jamais connu une politique que les princi-

pes généraux inspirent. S'il avait eu recours au cours du temps à des mesures — et parfois répétées — ce n'étaient que des mesures improvisées qui n'étaient nullement appuyées sur des avis judicieux et précédées par des études approfondies.

Lorsque se produisait une baisse dans les prix de notre précieux textile — baisse qu'on se plaît à qualifier de crise — de toute part on venait demander au gouvernement d'apporter son aide et de sauver une situation soi-disant désespérée.

Si dans les autres pays on a recours dans bien des circonstances à l'aide gouvernementale, en Egypte où la part de l'initiative privée est minime — même en matière agricole — c'est presque dans toutes les circonstances au gouvernement qu'on s'adresse lui attribuant une force quasi-magique capable de guérir le mal — qui n'est quelque fois qu'un simple froissement d'intérêts — dont on souffre. L'État qui n'avait pas certainement ce pouvoir a fini par croire qu'il en était investi. Aussi s'est-il aventuré jusqu'à prendre des mesures qui dépassaient sa capacité et excédaient de beaucoup son rôle.

On pourra ramener les mesures prises par le Gouvernement à deux catégories :

Dans le domaine économique et dans le domaine agricole.

1. *Dans le domaine économique*, il avait recours :

A) A l'intervention soit sur le marché du disponible comme c'était le cas en 1921, 1922, 1923, 1925 et 1926 ; soit sur le marché des contrats comme en 1926, 1929.

B) A des avances sur coton comme ce fût le cas en 1926, 1927, 1928, 1929.

Ces mesures furent édictées soit pour atténuer les effets d'une crise plus ou moins aiguë, soit pour donner satisfaction au public, soit enfin pour favoriser une certaine catégorie de personnes au détriment de l'intérêt général. Nous ne voudrions pas le moins du monde accuser de partialité nos dirigeants. Loin de là. Nous désirons dire simplement que certaines personnes en invoquant l'intérêt général dont ils se montraient ardents défenseurs, ont su pousser le gouvernement à prendre des mesures qui ne servaient en réalité que leurs propres intérêts¹.

Si parfois on est arrivé au but voulu en arrêtant pour un certain temps la baisse des cours, les facteurs naturels n'ont pas tardé à exercer leur effet. Dans la voie d'intervention sur le marché qui fût poussé à l'extrême en 1929, le gouvernement est arrivé à avoir en mains près de trois millions de cantars, en les achetant à un prix factice et immobilisant du même coup et certainement pour une période dont il sera difficile de mesurer la durée tant que cet état de marasme persistera, une grande partie des fonds de réserve. C'était une joie pour le fellah

1. M. Paul Cloet dit dans un extrait de *L'Égypte*, publié dans le *Bulletin trimestriel de l'Association Cotonnière Coloniale* du mois d'octobre 1931, p. 304 : « L'Égypte a eu longtemps une confiance aveugle dans la fertilité de son sol et l'excellence de son produit et quand sont survenues les années de vaches maigres qui succèdent inéluctablement aux années de vaches grasses, les mesures prises pour remédier à l'effondrement des cours n'ont pas atteint le but espéré. Elles demandaient une vue plus large, une conception plus étendue de la situation qui, malgré leur bonne volonté, a échappé aux hommes du pouvoir. Là où il fallait des économistes, on ne trouvait que des politiciens ».

— et surtout pour le négociant, car ces mesures n'étaient prises le plus souvent que tard dans la saison et au moment où le coton était sorti des mains du petit fellah — de voir son coton vendu à 28 talaris pour le Sakellaridis et 19 pour l'Achmouni, mais ce n'était hélas ! qu'une joie éphémère qui a précédé les moments angoissants qu'on vit actuellement.

2. Dans le domaine agricole :

Dans ce domaine les mesures prises par le gouvernement relativement au coton étaient dans leur confusion et leur instabilité en tous points semblables à celles prises dans le domaine économique. En effet, on s'aperçut après 1921 ¹ qu'il fallait choisir entre ces deux solutions : la restriction de l'acréage ² cotonnier ou la levée de toute restriction. On cultive cette année certaine variété pour la délaissier l'année suivante en faveur d'une autre dès qu'on entrevoit une perspective de gain. Le jour où cette dernière ne répondra plus aux espoirs fondés elle tombera inmanquablement dans l'oubli pour être remplacée par une troisième. Nous donnons comme exemple l'année 1924 où les planteurs de la Basse Egypte — terre de prédilections de la variété Sakellaridis — ont adopté les variétés Zagora et Achmouni. Ce faisant, ils avaient l'espoir de voir compenser par un fort rendement le prix inférieur du produit des dernières variétés. Les événements ont déçu cet espoir dans la plupart des cas et le rendement en fût très affecté.

1. Pendant la guerre on a eu recours à la restriction mais les motifs étaient d'un autre ordre car il s'agissait d'assurer au pays sa substance en céréales par ses propres moyens. Décret du 9 septembre 1917.

2. Ce mot désigne couramment la superficie cultivée.

Pour synthétiser les effets néfastes de cette politique, nous ne pouvons mieux faire que céder la place à la Note du gouvernement qui du reste précise d'une façon claire et probante les méfaits d'une pareille politique (p. 2) :

« Toutes ces mesures improvisées ont eu pour effet de jeter le trouble dans l'esprit de tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin, au coton. Le cultivateur est dans la perplexité : il ne sait si au cours de l'année à venir l'acréage sera libre ou restreint, il ignore si pendant la campagne suivante, le gouvernement lui apportera son aide sous forme d'avance ou l'abandonnera à son propre sort. Il est inquiet au sujet de son coton ne sachant si, de bonne heure, il doit en effectuer la vente par contrat ou si le gouvernement lui épargnera cette nécessité en mettant des fonds à sa disposition, au moment où il en aura besoin. Cet état de trouble prédomine jusqu'à un certain point dans les établissements de crédit qui financent la récolte, parce qu'ils ne peuvent mesurer d'ores et déjà l'exacte étendue de leurs engagements.

« De leur côté les filateurs ignorant tout des intentions du gouvernement sont constamment sur le qui-vive. Ils ne peuvent, en effet prévoir si celui-ci se décidera à retenir au début de la campagne cotonnière, certaines classes de différentes variétés, ainsi que cela eût lieu au cours de certaines de ses interventions, ni s'ils pourront trouver tout ce dont ils ont besoin de variétés de notre coton, ni si une restriction de l'acréage décidée à la dernière minute ne viendra pas entraver leurs achats. Ils sont dans l'impossibilité de se rendre compte s'il est de

leur intérêt de continuer à travailler les différentes qualités de Sakel, ou bien s'il devient urgent pour eux d'adapter leur matériel de fabrication en vue de filer de nouvelles variétés telles que El Maarad ou Guizeh n° 7 ou d'autres encore. »

On peut ajouter à cela que cette attitude fâcheuse avait décidé les filateurs et tous les intéressés à déployer tous leurs efforts pour s'approvisionner aux meilleurs prix — surtout quand les prix de notre coton étaient tenus au-dessus du prix normal ou bien quand il y a eu disette dans notre production — tantôt en encourageant les autres producteurs qui n'ont pas tardé à y voir leur propre intérêt, tantôt en étendant leur culture à de nouvelles contrées qui se prêtaient surtout à l'introduction des qualités supérieures¹, enfin en substituant par des procédés perfectionnés des qualités inférieures aux qualités fines qui constituent en quelque sorte la marque de fabrique de notre Sakellaridis.

Il ne sera pas, croyons-nous dépourvu de tout intérêt de faire l'historique de la culture du coton en Egypte afin qu'on soit à même de se rendre compte de la gravité de ce que nous venons d'avancer.

1. Le Soudan Anglo-Egyptien nous en offre un exemple typique.

UN APERÇU HISTORIQUE DE LA CULTURE COTONNIÈRE ET DES MESURES PRISES¹.

Nous allons donner très sommairement l'historique de la culture cotonnière en Egypte en indiquant dans leurs grandes lignes les mesures prises et les tentatives proposées.

Les Egyptiens, semble-t-il, ont de tout temps connu un cotonnier d'une espèce indigène dont ils employaient le produit en partie à l'usage de l'industrie locale, en partie à l'exportation.

Brûlons les étapes pour arriver en 1820 où le hasard a voulu que l'Egypte se consacre à la culture du coton et devienne avant l'écoulement d'un siècle un pays de monoculture dépendant presque exclusivement du coton et de ses sous-produits les graines et les tourteaux. En cette année-là, l'ingénieur français Jumel a découvert

1. Voir Ch. Roux (ouvrage *La production du coton en Egypte*, Paris, 1908, et article dans la *Revue Economique Internationale*, 1909, p. 303 ; Voir Zohni Abd-el-Salam, *Le coton égyptien, son importance dans la vie économique, son rôle dans la vie sociale de l'Egypte*. ; Amin Yhega Pacha, *Le compte-rendu du Congrès international du coton*, Le Caire 1927 (en langue arabe) un article de M. Henri Lorin, *Le coton et son commerce en Egypte*, *Revue Economique Française*, t. XLVIII, n° 1, janvier 1926, p. 42. Sekaly, *Le désastre cotonnier de 1909. L'Egypte contemporaine*, t. II, 1910.

dans le jardin de Maho Bey ¹ un arbuste qui a tout particulièrement attiré son attention. Il fit auprès de Méhémet Ali des démarches réitérées qui furent finalement couronnées de succès.

« La culture du coton, dit M. F. Ch. Roux, doit la transformation qu'elle a subie et l'extension qu'elle a prise de nos jours en Egypte au hasard et à un homme : le hasard, c'est la découverte par le Français Jumel du nouveau cotonnier qui va remplacer le coton indigène, l'homme c'est Méhemet Ali ».

Les fellahs pratiquant de toute antiquité et sur une assez grande échelle, une culture qui présentait en somme certaines analogies avec celle que le Vice-Roi leur ordonna de développer encore ; la culture du coton fut une des premières que l'on songea à intensifier. C'est pour la même raison que les efforts du gouvernement furent secondés par les agriculteurs et si rapidement couronnés du succès.

Propriétaire souverain du sol, Méhémet Ali pouvait, à son gré, ordonner les plantes que les fellahs devaient cultiver et les terres dans lesquelles ils devaient semer.

Dès l'origine, l'extension de l'acréage cotonnier apparaîtrait liée à celle des grands travaux d'hydraulique agricole dont Méhémet Ali fût un infatigable animateur. La vallée du Nil et surtout le Delta possèdent de grandes surfaces d'alluvion argilo-silicieuses, assez compactes reconnues par les agronomes comme les meilleures terres

1. On appelle le coton égyptien en France indifféremment Jumel ou Maho ; en Autriche et en Italie on l'appelle simplement Mako.

à coton, mais il est indispensable que l'eau soit répandue sur cette terre en quantité suffisante et à la saison convenable. Si l'on s'en remet à la crue du Nil dont l'amplitude varie beaucoup d'une année à l'autre, il n'est pas possible d'établir une rotation¹ régulière dont le coton serait la culture de préférence. Dès le début Méhémet Ali avec sa perspicacité comprit que le régime ancien de bassins ne pouvait plus répondre aux besoins de la nouvelle culture et qu'un changement radical s'imposait. Aussi assistait-on au creusement du canal Mahomodieh. Peu après, en 1847, c'était l'élévation du barrage de la tête du Delta.

Le canal Ibrahimieh qui fut achevé en 1893 — un des plus importants canaux d'irrigation artificielle qui soient au monde — a donné la vie à près de 200.000 feddans en moyenne Egypte, d'Assiout aux portes de Fayoum².

Tout cela n'était qu'un heureux prélude aux travaux de grande envergure qu'on a réalisés au cours de temps et qui ont fait en quelque sorte du système naturel un système artificiel grâce auquel les eaux nourricières coulent du fleuve aux terres et refluent des terres au fleuve, de même que le sang circule à travers le corps.

En 1820 — année de la découverte — la production

1. Le régime des rotations entré en vigueur en 1886. Le Service d'irrigation fixe pour une région déterminée, le nombre de jours d'arrosage, et, ainsi, les terres mieux placées que les autres pour jouir du bienfait des canaux ne sont plus favorisées par leur situation (El Sayed Hassan, *Essai sur une orientation nouvelle de l'Economie égyptienne*, Thèse, Toulouse, 1928).

2. Voir un article de S.E. le Sous-secrétaire d'État aux Travaux Publics Mohammed Bey Osman paru dans le *Financial News* du mois de novembre 1931, dont on trouve la traduction dans le journal *Al Ahraam*, du 16 novembre 1931.

Et la Conférence faite par Ibrahim Fahmi Pacha, au Congrès International du Caire, 1927.

était de trois balles seulement, l'année suivante elle se chiffrait par 9000 cantars. En cette même année le coton égyptien fut coté pour la première fois à Liverpool. En 1823 la production atteignit 298.000 cantars. La production ne pouvait cependant pas suivre cette marche ascendante à cause de la politique qu'a suivie Méhémet Ali et qui faisait du fellah un simple fermier qui payait ses impôts avec son produit. Le reste—si reste il y a—est gardé pour lui. Aussi voit-on la production baisser d'année en année jusqu'en 1849 où la terre fut libérée sous Saïd Pacha et le fellach pût exploiter ses terres à sa guise avec droit de les aliéner et d'en acquérir d'autres.

L'effet de pareilles mesures n'a pas tardé à se faire sentir et la production augmentait.

Cependant, la production restait enfermée dans un cycle plus ou moins grad. Car il a fallu que notre coton encore jeune fasse concurrence avec le coton américain déjà vieux et jouissant d'une réputation qui lui valait presque un monopole sur le marché européen.

Si la culture en grand doit son origine au hasard d'une découverte, elle est redevable de sa prospérité ultérieure à la guerre de Sécession (1860-1865).

La hausse du prix qui est la conséquence inéluctable de la disette d'alors a provoqué presque une révolution dans les pays producteurs, et surtout en Egypte, pour l'exportation en Europe. C'est à ce moment que le coton égyptien devint le point de mire des fabricants européens et surtout des filateurs du Lancashire et atteignit le prix fabuleux de 52 talaris le cantar (le quintal, de 100 livres).

Aussi voit-on l'exportation augmenter de zéro en 1860

à	596.000	en 1861
à	721.000	— 1862
à	1.182.000	— 1863
à	1.719.000	— 1864
à	2.140.000	— 1865

Avec la cessation de la guerre en 1866 les exportations n'étaient que de 865.000 cantars.

Contrairement au sort des autres pays qu'on a appelés « producteurs d'aventure », l'Égypte ne perdit point la position qu'elle avait acquise auprès des industriels britanniques. La qualité supérieure de son coton avait définitivement gagné la clientèle des filateurs qui en reconnurent l'excellence et la propriété spéciale pour divers emplois dans l'industrie textile.

La baisse subite des prix après la conclusion de la paix en Amérique a provoqué une crise agricole et une suspension générale des paiements à l'intérieur. N'était cette baisse des prix, la production se fût vite rétablie, mais vint la situation très troublée et les mesures prises à la fin du règne de S.A. le Khédive Ismaïl désorganisent la culture en général et portent surtout un coup rude à la production cotonnière. Aussi la production demeura-t-elle stationnaire jusqu'en 1889.

Ensuite la culture cotonnière réalise rapidement de nouveaux progrès et la production double en dix ans. Voici un tableau qui montre cette marche en avant¹. :

Années	Productions	Prix moyen du cantar
1889-1890	3.208.558 cantars	264 P.T.
1890-1891	4.159.405 —	229 —
1891-1892	4.765.341 —	204 —
1892-1893	5.220.510 —	183, 5—
1893-1894	5.123.350 —	191 —
1899-1900	6.526.783 —	

1. Cette documentation fut donnée dans la thèse du Dr Abdel Salam Zohni, p. 17.

Mais si le pays a pu maintenir sa production aux environs de ce chiffre et parfois même davantage, il n'en reste pas moins vrai que cela n'était qu'aux dépens de la fertilité du sol et le rendement alla en diminuant. Autrement, nous devrions admettre — vu l'augmentation de la superficie cultivée — que les terres nouvellement plantées sont improductives !

L'année 1909 fut pour le pays une déception pénible. Les prévisions qui étaient de 7.250.000 cantars au début de la saison sont restées aux environs de 7.000.000 vers la fin avril pour descendre à 6.500.000 en juin et juillet et se maintenir à 6.250.000 durant août, septembre et octobre. Ces estimations étaient très optimistes et la réalité nous a réduit à n'avoir qu'un peu plus de 5.000.000, 5.047.000 exactement. Le Gouvernement n'a pas laissé de marquer son inquiétude et a désigné une Commission composée de grands propriétaires d'agronomes, d'ingénieurs et de grands négociants pour étudier la situation et proposer les remèdes. C'était à notre avis la première tentative sérieuse pour étudier la question dans son ensemble ¹.

Nous reproduisons quelques passages du préambule de ce rapport :

« Dans ces dernières années, la production cotonnière de l'Egypte a subi dans son ensemble une diminution manifeste. Cette diminution ne saurait être expliquée ni par l'extension de la culture du coton sur des terres nouvellement défrichées, ni par l'introduction de cette culture sur des terres récemment converties à l'irrigation

1. En 1908, une commission fut nommée par la Société Khédiviale d'Agriculture mais elle n'a pas présenté un rapport aussi important.

parente dans la Haute Egypte. C'est d'ailleurs ce qui résulte des études faites l'an dernier par la Commission du coton nommée par la Société d'Agriculture.

« Comme on peut le voir la production totale n'a pas augmenté dans la même proportion que la superficie plantée, et en 1909 plus particulièrement, il y a eu une chute brusque dans le rendement moyen du feddan. » Il en donne un tableau que nous ne reproduirons pas puisque l'on trouvera au cours de cette étude des tableaux plus récents et plus complets¹.

« Dans l'état actuel de nos connaissances, poursuit le rapport, la commission pense que la diminution constatée dans la production égyptienne peut être étudiée sous cinq chefs principaux : l'eau, le sol, la plante, les parasites et l'organisation agricole. »

De temps en temps le gouvernement a pris des mesures énergiques pour combattre les parasites cotonniers qui ont fait leur apparition en 1860².

Nous avons fait allusion à ce fait que pendant la guerre on eût recours à la restriction de la sole cotonnière pour assurer l'alimentation du pays. (décret du 9 septembre 1917).

En 1919, le « Cotton Research Board³ » avait été créé par les soins du gouvernement. Cet organisme comprend une section de chimie et une section de physique. Le personnel est assez nombreux pour que l'on puisse espérer de bons résultats et le fait que toutes les recherches

1. Voir notamment le tableau donné dans la première partie, section 4, p. 66.

2. Amin Yehya Pacha, (Compte-rendu du Congrès de 1927.

3. Voir l'*Egypte contemporaine*, n° 55, p. 48, par M. Léopold Jullien.

seront organisées d'après un programme d'ensemble constituant une garantie de succès.

Les recherches de cette organisation sont secondées par les recherches des particuliers aussi bien par les efforts de l'Administration des Domaines afin de produire de nouvelles variétés ou améliorer les anciennes.

Aussi le gouvernement n'a pas manqué de témoigner sa reconnaissance à ceux qui ont doté le pays d'une nouvelle variété.

Pour parer à toute récrimination qui pourrait émaner des fabricants en ce qui concerne la qualité de notre coton, le gouvernement a promulgué les lois n° 4, 5, 1926 pour empêcher tout mélange soit dans la graine, soit entre différentes variétés.

Le pays a donc vécu plus d'un siècle de 1820-1930, sans qu'il soit doté d'une politique bien arrêtée vis-à-vis de son principal produit. Il ne disposait pas des institutions indispensables à la prospérité d'un pays foncièrement agricole ni de la réglementation adéquate pour celles qui existent. En effet, les coopératives agricoles étaient presque une innovation lors de la promulgation de la loi en 1923 et l'esprit de coopération bien entendu est actuellement en progression lente dans un pays comme le nôtre où il y a nombre d'illétrés totaux qui se méfient de toute modification pouvant changer en quoi que ce soit les conditions de la vie agricole. Le crédit agricole et les établissements qui pouvaient accorder à l'agriculture des facilités financières faisaient défaut ou tout au moins n'étaient pas aussi bien disposées qu'une institution créée sous l'égide du gouvernement à servir l'intérêt général.

L'enseignement agricole laisse beaucoup à désirer. La routine demeure pour le coton, qui commanderait les procédés les plus modernes la règle de beaucoup de nos fellahs dont les gestes héréditaires reproduisent ceux de nos ancêtres dessinés dans les tombes d'il y a plus de cinq mille ans.

Les marchés cotonniers et leur réglementation ne sont pas à l'abri de toute critique.

Ce n'était guère que l'année dernière — le pays étant devenu inquiet à juste titre de sa propre situation qui s'obscurcissait de jour en jour et sentant le fardeau d'une crise sans précédent peser sur lui au point de l'étouffer — que le gouvernement a chargé notre savant Sous-Secrétaire d'État aux Finances S.E. Ahmed Abdel Wahab Pacha d'étudier la question cotonnière dans tout son ensemble, d'indiquer les remèdes nécessaires et de tracer les lignes d'une politique stable que suivra le pays. Ce dernier fut à la taille d'une besogne aussi ingrate où le terrain était inexploré et où il devait faire en quelque sorte figure de pionner. Il s'est acquitté de sa charge avec une compétence et une autorité dont on lui saura gré. Il a présenté une remarquable note intitulée : « Note présentée à son S. E. le Ministre des Finances en vue de l'adoption par le Gouvernement d'une politique cotonnière stable ». Cette Note fut approuvée par le Conseil des Ministres en sa séance du 18 octobre 1930.

Nous allons dans la première partie traiter en deux chapitres les question suivantes :

- 1° Les quantités que doit produire le pays.
- 2° L'intervention sur le marché cotonnier : Historique et examen critique.

Nous traiterons ces deux questions dans une première partie parce que nous estimons que de la décision prise à leur égard dépend toute politique saine.

Dans une seconde partie, nous nous occuperons de la politique cotonnière dans ses détails en suivant de près la Note du gouvernement.

Dans une troisième et dernière partie, nous allons jeter un coup d'œil sur ce qui fut réalisé en consacrant deux paragraphes à la propagande à faire en faveur du coton égyptien et au nouveau Décret — loi de la réduction de l'acréage cotonnier (27 septembre 1931) avant de dire un mot de conclusion.

Somme toute, notre plan sera ainsi conçu :

INTRODUCTION

ABSENCE D'UNE POLITIQUE ARRETEE

BREF APERÇU HISTORIQUE

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — *Les quantités que doit produire le pays.*

Avant de nous prononcer sur ce point, nous traiterons dans trois sections les questions suivantes :

Section première : La situation économique de l'Égypte
Nous y montrerons comment l'Égypte dépend presque exclusivement du coton.

Section II. La production cotonnière dans le monde.

Section III : La dépendance ou l'indépendance du marché cotonnier égyptien.

Section IV : Les quantités que doit produire le pays.

APPENDICE :

La loi du tiers et la restriction de l'acréage cotonnier.

CHAPITRE II. — *L'intervention sur le marché : Historique et examen critique.*

DEUXIEME PARTIE

LA POLITIQUE COTONNIERE DANS SES DETAILS

CHAPITRE PREMIER. — *La politique cotonnière au point de vue agricole.*

CHAPITRE II. — *La politique cotonnière au point de vue financier (Financement de la récolte).*

CHAPITRE III. — *La politique cotonnière au point de vue commercial et économique.*

CHAPITRE IV. — *La politique cotonnière au point de vue industriel.*

TROISIÈME PARTIE

UN COUP D'ŒIL SUR CE QUI FUT RÉALISÉ ET MOT DE CONCLUSION

Avant d'entreprendre cette étude, nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à M. le professeur René Maunier qui dirigea nos recherches avec sa bienveillance coutumière et dont les conseils nous furent particulièrement utiles ; à M. le professeur François Perroux qui s'était vivement intéressé à cette étude pendant notre séjour à Lyon ; à Fouad Lotfi Bey qui depuis longtemps ne cesse de nous encourager et dont les hautes fonctions au Ministère des Finances ont facilité notre tâche lors de nos recherches faites l'an dernier ; à nos maîtres égyptiens, M. le professeur Abdel Razick El Sanhoury et M. le docteur Kamel Malache, actuellement substitut au Parquet des Tribunaux mixtes ; aux fonctionnaires du Bureau du coton et de la Bibliothèque dépendant du Ministère des Finances et à tous ceux enfin dont l'entretien ou la correspondance nous aidèrent en cette étude.

PREMIERE PARTIE

(DEUX CHAPITRES)

CHAPITRE I

LA QUANTITE QUE DOIT PRODUIRE LE PAYS

Avant d'atteindre le vif de notre sujet et afin que la solution soit solidement fondée, nous traiterons dans trois sections les questions suivantes : 1^o La précarité de l'organisation économique de l'Egypte, 2^o la production du coton dans le monde, 3^o la dépendance ou l'indépendance du marché cotonnier égyptien. Dans une quatrième et dernière section, nous nous occuperons de cette question capitale.

SECTION PREMIÈRE

DÉFECTUOSITÉ DE L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE L'ÉGYPTÉ.

Dans l'Introduction, nous avons montré, chemin faisant la place prépondérante qu'a prise le coton dans la situation économique du pays. Sans reproduire ici ce que nous avons dit, nous donnerons ci-dessous un tableau qui démontrera avec évidence comment le

coton est devenu notre principal sinon l'unique produit qui paye nos importations.

EXPORTATIONS ¹

Produits	Année 1836		Année 1913		Année 1925		Année 1929	
	Milliers L.E.	P. cent du total	Milliers L.E.	P. cent du total	Milliers L.E.	P. cent du total	Milliers L.E.	P. cent du total
Coton et graines de coton	920	41,3	29.000	90,4	54.575	90,6	43.972	82,5
Autres produits	1.156	58,7	2.662	8,4	4.243	8,8	8.978	16,8
Cigarettes			395	1,2	381	0,6	352	09,7
Total	2.076	100	32.057	100	59.199	100	53.302	100

Ainsi, comme on le voit, le coton représente à lui seul environ 90 % de nos exportations.

« Le commerce extérieur, dit très justement M. Pierre Arminjon² est donc alimenté pour la presque totalité par un seul produit. Supprimez celui-ci, supposez les cours du coton baissant brusquement des quatre cinquièmes, par exemple à la suite de la découverte d'un nouveau textile, et l'Égypte devrait suspendre, sans plus de délai, le paiement de ses coupons et renoncer à demander à l'importation la satisfaction des nouveaux besoins dont la civilisation moderne a doté ses habitants ». Il est à peine besoin de nous étendre sur les effets fâcheux que puisse engendrer une pareille éventualité, effets économiques aussi bien que sociaux.

1. Nous avons emprunté les chiffres des trois premières années une thèse à très intéressante déjà citée de M. El Saye Hassan, p. 55.

L'auteur disait : « Nous avons choisi ces trois années comme terme de comparaison pour donner une idée exacte et précise de la situation commerciale de l'Égypte sous Méhémet Ali avec celui de 1931, dernière année normale avant la guerre et avec celui de 1925, dernière année normale avant la crise qui sévit depuis 1926 ». Quant à la quatrième année, nous avons reproduit ses chiffres de l'annuaire statistique 1929-1930, le dernier publié.

2. Voir dans la *Eevue Politique et Parlementaire* la « question du coton en Égypte », septembre 1909, pp. 528 à 547.

Voilà le grand danger qui nous menace du fait d'une baisse excessive de son prix ; danger qui sera à son comble si la baisse dure longtemps.

Pourtant ce danger aurait été moins menaçant si dans la balance des comptes figuraient à côté des exportations, d'autres points de support qui puissent corriger ou même neutraliser un déficit dans une balance commerciale défavorable. Tel eût été le cas de la Grande-Bretagne et de la France avant la guerre. Elles eurent une balance des comptes favorable malgré une balance commerciale notoirement défavorable¹.

A étudier de près le situation en Egypte, on peut conclure sans crainte d'exagération que si jamais il y a de par le monde des pays où le terme balance des comptes équivaut à celui de la balance commerciale, l'Egypte sera parmi les premiers. Tous les éléments qui constituent la balance des comptes et que signalent les manuels d'économie politique font malheureusement défaut chez nous.

En effet, nous n'avons pas de capitaux investis par des nationaux à l'étranger. Nous ne sommes pas créanciers envers d'autres nations, bien au contraire, nous avons une dette publique et une dette privée qui sont relativement élevées² et auxquelles on devra assurer les arrérages et le remboursement. L'Egypte ne possède point une marine marchande qui peut rapporter des sommes plus ou moins considérables par du fret transporté. Ce sont des navires étrangers qui encombre

1. Voir Camille Perreau, t. 1^{er}, n° 412, p. 454 (éd. 1928).

2. La dette publique est aux environs de L. E. 90.000.000. La dette privée est de L.E. 60.000.000 environ.

nos ports. Elle ne possède pas non plus de chantiers de constructions navales et pour les navires indispensables à assurer la garde de ses côtes livrées à une contrebande habile et organisée, elle doit s'adresser aux chantiers étrangers.

Le seul élément qui pourrait nous laisser un bénéfice appréciable, bénéfice qui, le cas échéant aurait comblé dans une grande mesure le déficit résultant d'une plus value des importations, est le tourisme. En effet, le climat doux et bienfaisant ainsi que les merveilleuses antiquités font de l'Égypte la contrée préférée des touristes qui viennent y séjourner, l'hiver, en véritables caravanes.

Cette ressource, si importante soit-elle, se trouve sans effet en raison des sommes énormes que dépensent les Égyptiens qui viennent en Europe, soit en villégiature, soit pour faire des études, et qui contrebalancent les sommes qui viennent dans le pays.

De ce qui précède, la conclusion se dégage d'elle-même. La balance des comptes dépend exclusivement des exportations¹. Celles-ci à la suite d'une spécialisation excessive sont représentées presque totalement par le coton et ses sous-produits. Que l'Égypte soit un pays de monoculture, il est aisé de le reconnaître.

Ainsi apparaît ostensiblement la précarité de l'organisation économique du pays. Cette organisation qui est à elle seule si grosse d'aléas et de dangers se trouve encore aggravée par l'accroissement de la population. La race étant des plus prolifiques et ignorant presque

1. On estime généralement la différence qui doit exister en faveur des exportations de 5 à 6 millions. L.E. pour qu'on puisse parler d'un état prospère de notre pays.

complètement la « contrainte morale » — ce thème favori de Malthus et de ses disciples — et les procédés pernicioeux qui en découlent, la population augmente avec une rapidité foudroyante. En 1881, première année où un recensement scientifique fut entrepris, la population de l'Egypte qui était de 6.730.000, se double en 1917 (12.718.255) pour être de 14.213.000 en 1927 malgré une perte d'un million de sa jeunesse au cours de la grande guerre. Cet accroissement eut été des plus bienfaisants, si la progression des subsistances¹ avait augmenté dans les mêmes proportions ou seulement suivi de près. Cette supposition est loin de la réalité. Alors que la population, qui en l'espace de 36 ans se trouve au double de ce qu'elle fut en 1881, la superficie agricole n'a augmenté que de 4.714.406 en 1881 à 5.587.000 en 1917 et à 5.616.000 feddans en 1927. Le pourcentage de l'accroissement de la population dans la période de 1917-1927 est à raison de 10, 9 % tandis que l'augmentation de la superficie agricole n'est que de 4, 23 % au cours de la même période.

Beaucoup d'économistes distingués, tels que MM. François Charles Roux, Pierre Arminjon, John Todd, Germain Martin, René Maunier, et d'autres encore, ont à maintes reprises et sous les formes les plus diverses, attiré l'attention des autorités publiques et des cultivateurs sur les risques très graves auxquels s'exposaient ces derniers et exposaient du même coup le pays tout entier, par l'extension imprudente donnée

1. Voir l'article du Sous-Secrétaire d'État aux Travaux Publics déjà cité.

à la culture cotonnière, accentuant ainsi le défaut d'équilibre dans l'économie agricole du pays et par conséquent dans tout l'ensemble de son économie. Une situation pareille n'était pas sans effrayer beaucoup et entre autres ces éminents professeurs.

« Ces craintes, dit M. F. Ch. Roux, s'expliquent suffisamment par les malheurs que la monoculture a attirés sur d'autres pays où les bénéfices d'une culture exceptionnellement rémunératrice avaient, comme en Egypte, déterminé la population à abandonner peu à peu toutes les autres. Sans doute la nature même du coton, article de première nécessité, et les qualités propres du coton égyptien, grâce auxquelles il fait prime sur le marché, sont de nature à rendre ces dangers moins menaçants pour l'Egypte. Mais le café, le sucre sont aussi des articles de première nécessité et cette condition ne les a pas garantis contre des krachs, qui ont amené des crises terribles dans les pays assez imprudents pour en faire dépendre exclusivement leur prospérité. Aussi beaucoup de bons esprits pensent-ils qu'il serait sage de revenir dans une certaine mesure aux cultures aux dépens desquelles le coton a pris ce développement excessif, telles que celles des plantes potagères qui sont susceptibles de bénéfices élevés. L'Egypte aurait tout à gagner à ne pas avoir qu'une corde à son arc ». On ne saurait mieux diagnostiquer le mal et proposer les remèdes.

D'autres conseils non moins sincères émanant de ces personnalités compétentes auraient pu donner le cri d'alarme et éveiller en nous le sentiment de la prévoyance pour combattre à temps cette spécialisation

à outrance dans la culture du cotonnier. Malheureusement ces conseils ne furent pas écoutés et ce cri d'alarme fut assourdi par le son des métaux précieux qui refluaient abondamment vers le pays. Aussi le danger qu'on voyait moins menaçant est devenu actuellement une réalité très dure.

Sous la pression d'une crise sans précédent, on comprend aisément les préoccupations, d'ailleurs légitimes, de tous les milieux gouvernants et gouvernés pour chercher et faire appliquer les mesures capables d'en atténuer la rigueur. On comprend aussi les commentaires qui remplissent nos quotidiens déplorant les effets d'une quasi-servitude du coton. Celui-ci qui était placé à la hauteur d'un Roi — Roi despote mais bien-aimé — ne trouve actuellement autour de lui que des sujets révoltés et des recriminations de toute part, en attendant son abdication.

On met en avant différentes suggestions — qui nous furent jadis données sous forme de conseils — qui tendent dans leur ensemble soit à intensifier les cultures qui étaient naguère en honneur soit à introduire des cultures nouvelles, soit à encourager l'élevage sous toutes ses formes, soit enfin, à industrialiser le pays dans la mesure de ses possibilités. Nous appelons de tous nos vœux le jour très prochain où se réaliseront point par point les divers projets qui constituent la vraie planche de salut de notre pays.

Tout cela est, pour la plus grande partie, à l'état de

projet et n'a pas encore revêtu l'aspect des réalisations.

Dans l'état actuel de l'Égypte, si tout le monde est d'accord sur le principe selon lequel elle devra, le plus tôt possible, varier autant que faire se peut ses ressources et ne pas dépendre d'une seule, la prudence nous enseigne néanmoins à ne pas reléguer la culture du coton au deuxième rang mais à en faire une des principales ressources sinon la seule.

Aussi est-ce dans un esprit de modération que nous allons traiter la question fondamentale des quantités que devra produire le pays. Sans prôner l'intensification de la culture cotonnière jusqu'à un point extrême, le seul remède efficace à notre situation selon les partisans de l'intensification, nous n'en prêcherons pas non plus la diminution excessive.

DEUXIÈME SECTION.

LA PRODUCTION DU COTON DANS LE MONDE.

Il n'est pas inutile, croyons-nous, de traiter dans ce chapitre la production du coton dans le monde, le développement qu'elle a pris et enfin le nouvel aspect qu'elle revêt notamment dans les colonies. En passant en revue les pays producteurs et en se fixant sur les efforts herculéens qu'on déploie actuellement pour s'assurer une indépendance dans l'approvisionnement de la matière première, on peut tirer une leçon qui servira aux hommes responsables des destinées du pays.

Nous allons suivre la production tout d'abord dans les contrées qui cultivaient en masse le coton bien avant

l'Egypte ; aux Etats-Unis, aux Indes, en Russie, en Chine et au Brésil, puis dans les colonies et enfin dans les pays qui recommencent à cultiver le coton après abandon au profit d'autres cultures, notamment l'Espagne.

I. Dans les vieilles contrées :

Insister sur ce qui est généralement connu ne présenterait qu'un intérêt très minime. Aussi bornons-nous au lieu de suivre la production dans ses détails, à faire quelques remarques qui puissent être d'une certaine utilité.

Aux Etats-Unis, : Les Etats-Unis produisent incontestablement la majeure partie du coton produit dans le monde. Bon an, mal an, ils produisent plus de 50 % de la production totale et de ce fait, le coton américain domine le marché mondial. Sa qualité — le sea island excepté — est notoirement inférieur à celle du coton égyptien ordinaire (l'Achmouni).

Des efforts furent tentés méthodiquement soit pour améliorer la qualité du coton américain, soit pour acclimater certaines variétés étrangères telles que le mit-afifi égyptien soit pour perfectionner les procédés de culture afin de s'affranchir du tribut qu'ils avaient à nous payer en utilisant des qualités égyptiennes révélées indispensables dans certaines industries, notamment dans celles des pneus d'automobile et le tissage des qualités fines. Si sur le terrain agricole ces tentatives ont échoué quoi qu'elles promettaient tant au début, les Américains ont pu néanmoins se passer presque complètement du coton égyptien en perfectionnant leurs procédés industriels. Ainsi, notre coton qui était recueilli avec tant d'empres-

sement est devenu aux yeux des mêmes Américains un article indésirable et fut soumis à une taxe fort élevée. Aussi voit-on nos exportations diminuer dans des proportions considérables. Du 1^{er} septembre 1929 jusqu'au 20 mai 1930 nos exportations en Amérique étaient de 674.076 cantars pour tomber brusquement en 1930-1931 à 113.122 cantars à la période correspondante ¹.

Au point de vue mondial : Les États-Unis ont de tout temps fourni la matière première aux industriels européens qui se laissaient sans souci aucun dépendre du marché américain lequel offrait les meilleures conditions : prix modéré et quantité suffisante. Il en fut ainsi jusqu'au moment où les États américains du Sud — producteurs du coton — ont édifié à pas de géant des usines colossales ² afin de filer et tisser des cotonnades. C'était, en effet, plus avantageux et économique à la fois de transformer leur coton sur place que d'avoir à l'expédier coûteusement aux usines des provinces du nord ou bien à l'étranger. Aussi, en peu de temps le Sud arriva-t-il à consommer 65 % de ce que consomme la manufacture américaine et le Nord en était réduit à 35 % seulement. Les industriels européens s'inquiétèrent à juste titre et changèrent d'attitude comme nous le verrons quand nous parlerons des colonies.

Aux Indes Anglaises : Les Indes tiennent la seconde place dans la production mondiale au point de vue qualité. Le coton indien est d'une qualité inférieure à l'amé-

1. Cette taxe est de 7 cents par lb. D'après le projet du budget de l'exercice 1932-1933, les exportations en Amérique qui étaient de 1.279.000 cantars en 1929, n'étaient que de 186.000 cantars en 1931.

2. Voir un article de M. Roussu, *L'Égypte contemporaine*, n° 79, p. 372.

ricain. Des efforts louables ont été faits par « The British Cotton Growing Association » dans le but d'améliorer la qualité indienne. Ils produisent annuellement plus de deux millions de balles de « Stapled Cotton » qui peuvent être — au moins pour une grande partie — avantageusement utilisées par la manufacture britannique. Mais ce qui est significatif, c'est qu'on a commencé — surtout au Japon — à fabriquer beaucoup d'articles qui étaient fabriqués jadis avec le coton américain et pour lesquels le coton indien fut jugé impropre. Etant donné le prix réduit du coton indien, le Japon a victorieusement concurrencé l'Angleterre en Orient offrant des tissus à vil prix et de la sorte a porté un coup rude à la manufacture anglaise qui est cependant notre meilleur client.

En Russie : En Russie la production a augmenté surtout en ces dernières années dans des proportions considérables au point de ravir la troisième place que l'Egypte a gardée pendant longtemps. D'aucuns estiment que la Russie peut se suffire en coton à elle-même.

En Chine : En Chine, on constate aussi un développement important dans la production. Elle vient après la Russie et avant l'Egypte (voir le tableau p. 49.)

En Egypte : L'Egypte n'a pu garder la quatrième place qu'elle a cédée à la Chine. Elle produit 6 % de la production mondiale mais d'une qualité supérieure aux autres cotons.

Au Brésil : Le coton est indigène au Brésil. Il mérite actuellement une attention particulière, puisqu'il est un des produits sur lesquels on a fondé le plus d'espoir pour

remédier au déséquilibre résultant du fait de la prédominance du café dans les exportations.

La culture cotonnière au Brésil fournit toujours d'excellents résultats. Les moyennes de rendement à l'hectare¹ sont parmi les plus élevées des régions productrices du monde, quoique la culture soit effectuée par des procédés quelque peu primitifs.

Il est hors de doute que la culture cotonnière au Brésil peut être développée dans une grande mesure. Il consomme beaucoup de son coton et exporte une partie qui va toujours en augmentant. Ses exportations à Liverpool en 1929-1930 se sont élevées à la fin du moins de juin à 352.000 balles contre 93.000 balles en 1928-1929 au cours de la même période.

2° Dans les colonies.

Nous avons vu que les Etats-Unis se sont brusquement consacrés à la fabrication des cotonnades. Ils consomment plus que la moitié de leur production. Devant de pareils efforts les industriels européens changèrent d'attitude. Ils ont estimé à sa juste valeur le danger d'une soumission quasi-complète au marché américain qui les exposerait à une pénurie dans la matière première. Aussi n'ont-ils pas tardé à se mettre en garde contre une pareille perspective et ont fait de leur mieux pour encourager la culture cotonnière dans les pays où l'on cultive le coton mais sur une petite échelle ou bien de l'introduire dans de nouveaux pays où il a des chances de réussir. Aussi bien voit-on se constituer des asso-

1. Un hectare équivaut à 2 feddans, 9 kirats et 3'sahms.

ciations dans nombre de pays prévoyants, mettant tout en œuvre pour se libérer du joug américain qui les étreignait de plus en plus et ne craignant pas de mettre en œuvre des énergies, des intelligences et des millions pour atteindre ce but agricole-commercial et industriel.

La Grande-Bretagne, la France, la Belgique et l'Italie suivent présentement une politique de production cotonnière dans leurs colonies afin d'approvisionner leur industrie métropolitaine en fibre de coton provenant de leur domaine d'outre-mer.

Ces pays colonisateurs au lieu de se cantonner dans une attitude jalouse et individualiste collaborent courtoisement. Dans le rapport de l'Association Cotonnière Coloniale, p. 30, M. Hesling, son directeur, dit : « Une heureuse et courtoise collaboration s'est du reste établie à ce sujet entre les colonies anglaises et belges et les territoires français : l'Afrique Occidentale Française est en relations suivies avec la Nigeria et les études qui y sont faites des problèmes techniques et scientifiques sont communiquées de part et d'autre et bénéficient à tous. L'Afrique Equatoriale, de son côté a profité de l'expérience très étendue acquise en matière cotonnière par le Congo Belge et a trouvé auprès de nos voisins et amis des concours très précieux. Il n'est que juste de rendre ici un hommage mérité à cet esprit de solidarité qui sert la cause du coton colonial africain et facilite la solution des difficultés variées que pose dans tous les pays la culture du cotonnier ».

Disons, en passant, que si les craintes d'une disette éventuelle qui furent la cause déterminante de ces

grandioses tentatives, n'étaient pas entièrement justifiées à cause d'une production américaine croissante qui eût permis au pays aussi bien qu'à l'étranger de s'approvisionner suffisamment, ces tentatives se poursuivent cependant et de plus belle. Les choses, en effet, ont changé d'aspect. De simple mesure de défense qu'elle était — qui pourrait être d'une certaine utilité le moment venu — la production aux colonies revêt un caractère national. Nous allons nous expliquer sur ce point lorsque nous parlerons des colonies françaises.

Une dernière remarque s'impose : les différentes associations précèdent avec autant d'ardeur que de méthode. Elles suivent un plan où furent tracés tous les moyens possibles qui puissent mener cette entreprise à bonne fin. Elles ont réalisé des travaux hydrauliques de grande envergure dans le Ghézirah Soudanais par exemple ou dans le bassin du Niger¹. Dans le but de réduire le prix de revient, des moyens de communications furent créés de toutes pièces². Elles ont tout fait pour initier les indigènes aux meilleurs procédés de culture. A cet effet, des champs d'essais furent institués dans différents endroits. Des services techniques pour la sélection des meilleures semences et des engrais aussi

1. Pour le Niger, les travaux se poursuivent actuellement.

2. Pour se donner une idée quelque peu exacte des difficultés que n'ont point rebuté ces associations, nous donnons à titre d'exemple ce que nous extrayons de l'historique de l'association coloniale. Voir le *Bulletin Trimestriel de l'Association cotonnière coloniale*, n° d'avril 1931, p. 54 : « Songez que le transport du kilogramme de coton de l'usine d'égrenage des bords du Niger au Havre, est revenu à environ 50 centimes, alors qu'actuellement dans une année de prix élevés (1930), le coton vaut au Havre environ 1 fr. 60 sans compter que le délai est au minimum de six mois pour le faire arriver à destination. Ces conditions onéreuses devront changer du tout au tout lorsque la voie ferrée de Thies-Kayes sera ouverte ».

bien pour la lutte contre les parasites furent organisés. Il n'est jusqu'aux mesures d'encouragement qui ne furent prodiguées aux indigènes soit pour s'adonner à cette culture avantageuse, soit pour améliorer la qualité de la production.

Après avoir donné une idée générale sur ce qui se réalise dans les colonies indifféremment, nous allons très succinctement étudier la production des colonies prises séparément.

*Dans les colonies britanniques*¹ :

L'Angleterre étant la première puissance coloniale du monde et ayant la plus forte industrie textile a su de bonne heure s'armer contre le danger que nous avons signalé plus haut, à savoir une disette dans le coton. En 1904, fut constituée « The British Cotton Growing Association » qui, dès le début, se révéla puissante organisation nantie de fonds considérables et d'une volonté réfléchie pour atteindre le but qu'elle s'était assigné.

Le Gouvernement britannique de son côté s'était vivement intéressé à la production cotonnière dans les colonies et n'avait pas manqué de marquer sa sympathie à l'égard de cette association naissante. Il ne lui a pas ménagé son aide et son appoint financier, soit en la subventionnant, soit en imposant tout coton importé.

Aussi n'est-il point surprenant de voir la production

1. Voir le rapport de S.E. Abdel Wahab Pacha du Congrès de Barcelone, septembre 1929.

La thèse de M. El Sayed Hassan.

Le 26^e rapport annuel de *The British Cotton Growing Association*.

Le *Bulletin trimestriel de l'Association Cotonnière Coloniale* (des mois d'avril, juillet et octobre 1931).

**Tableau du développement de la production cotonnière dans l'Empire Britannique
et au Soudan Anglo-Egyptien pendant la période 1920-1930**

Balles of. 400 les ou 225 kilos environ.

Colonies	Années											
	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	
Afrique Occidentale												
Côte-d'Or	16.200	31.500	13.600	1.000	3.000	600	100	100	100	100		
Nigeria	16.200	31.500	13.600	18.900	24.000	39.600	48.900	25.400	24.900	30.700	37.900	
Totaux				19.900	27.000	40.200	49.000	26.500	25.000	39.800	37.900	
Afrique Orient. Centrale et du Sud												
Protectorat d'Ouganda	52.000	51.300	40.000	85.000	128.600	196.000	180.900	132.000	138.500	204.000	126.000	
Kenya	100	500	400	1.200	1.300	2.300	300	1.200	650	2.000	2.000	
Tanganyika		7.600	7.175	11.400	17.500	25.200	27.400	22.000	27.400	29.500	25.000	
Rhodesia, Nyasaland and	3.500	4.600	5.700	6.500	8.700	13.100	14.900	5.600	4.600	6.500	11.000	
Union de l'Afrique du Sud	2.500	2.500	2.800	600	8.700	18.800	20.400	10.200	11.000	2.800	16.200	
Totaux	58.100	96.500	56.075	110.100	164.000	255.400	243.900	171.000	182.150	251.000	180.200	
Soudan Anglo-Egyptien	22.000	27.700	24.300	28.000	46.100	32.700	22.100	158.900	129.200	170.000	168.500	
Indes Occidentales	4.500	4.500	4.000	5.000	5.000	4.900	5.800	5.700	5.000	5.500	5.700	
Australie		1.000	3.300	9.000	10.500	15.000	9.000	6.000	8.500	6.000	14.000	
Irak			300	1.500	2.500	2.500	3.500	1.800	5.200	4.600	3.300	
Fiji					700	200	1.000	1.000	1.000	300		
Sundrie	5.000	4.000	3.700	6.000	5.800	5.800	5.000	5.000	3.500	3.500	403.800	
Totaux généraux	165.800	165.200	105.275	179.500	261.900	366.700	439.700	374.900	359.550	272.500	413.800	

coloniale anglaise augmenter d'année en année. Elle atteint aujourd'hui 413.700 balles, soit le quart de ce que produit l'Égypte dans une bonne année.

Afin d'être aussi bref que possible, nous nous contentons de faire quelques remarques sur certaines de ces colonies. Pour le reste, nous renvoyons au tableau (p. 35).

L'Ouganda : ce protectorat qui, au début de notre siècle, ne connaissait presque pas le coton est devenu le premier centre de la production cotonnière anglaise, hormis les Indes. Ses exportations en coton et en graines de coton représentent 87,5 % sur le total de ces exportations. Il produit actuellement 126.000 de balles et d'une qualité moyenne.

La Nigeria : la Nigeria est aussi une colonie très importante dans la production du coton. La qualité inférieure de son coton fut l'objet de soins multiples et a donné des résultats satisfaisants. Elle a produit en 1930 37.000 de balles.

Le Soudan Anglo-Égyptien : « L'origine du plan qui conduisit au développement et à la culture de la plaine de Ghézira est presque un roman ¹ ». Le Soudan peut être cité en un exemple classique aussi bien des difficultés à vaincre (défectuosité du régime d'irrigation, insuffisance sinon absence des moyens de communication, main-d'œuvre ignorante et peu abondante) que de la persévérance et de la ténacité dans l'accomplissement de cette tâche ardue. Le Soudan qui ne produisait en 1916 — pour ne pas remonter plus loin — que 16.200 de balles de coton est arrivé en 1930 à en produire

1. Dit un article intéressant traduit en français dans le *Bulletin trimestriel de l'Association cotonnière coloniale* (numéro d'avril 1931, p. 78).

168.000 d'une qualité fine égale aux meilleurs cotons égyptiens.

Le Territoire de Tanganika offre lui aussi de bonnes conditions pour la production du coton. En 1921, première année où fut planté le coton, la production était de 7.600 balles. En 1931, il en produit 25.000.

L'Australie (Le Queensland) cultive le coton. La production qui n'était en 1920 que de 1000 balles atteint en 1930 11.000 balles.

L'Irak à l'instigation de son Roi participe à la production cotonnière. D'année en année la culture cotonnière est l'objet des soins toujours meilleurs. Avant longtemps la production y atteindra 10.000 balles¹.

Dans les colonies françaises :

Dans la poussée générale qui commença avec notre siècle et afin de se mieux préparer à une disette possible de la matière première indispensable à son industrie cotonnière déjà très importante,² la France fut aux premiers rangs. En 1902, une association cotonnière fut constituée « L'Association cotonnière coloniale ». Elle végéta tant bien que mal jusqu'au moment où les Pouvoirs Publics lui apportèrent leur aide morale et financière nécessaire à une entreprise de telle grandeur.

C'est à partir de 1924³ que la politique de production

1. Voir le rapport d'Abdel Wahab Pacha (Congrès de Barcelone).

2. Avec ses 10.254 broches à filer, 200.100 métiers mécaniques à tisser, 286 machines à imprimer et occupant un personnel d'environ 237.000 ouvriers, la France se place au troisième rang des industries cotonnières du monde après celle de l'Angleterre et des États-Unis, mais sensiblement au même rang que celle de l'Allemagne.

3. En cette année, grâce à l'initiative du Ministre des Colonies d'alors, l'Association a reçu une subvention de 5.400.000 francs échelonnée jusqu'en 1927 et provenant de la liquidation des fonds du Consortium Cotonnier formé pendant la guerre et dissous depuis.

cotonnière fut l'objet de nouvelles préoccupations ainsi que des initiatives et des efforts à la fois des Pouvoirs Publics, des Autorités Coloniales et des entreprises particulières. C'est à partir de cette époque que la culture du cotonnier a pris un véritable essor en Afrique du Nord, en Afrique Occidentale et au Togo, dans les États du Levant sous mandat français. En Afrique Équatoriale et en Nouvelle-Calédonie des expériences satisfaisantes furent tentées.

Mais comme il a fallu à l'Association des ressources stables pour lui permettre d'assurer l'exploitation et continuer l'application de son vaste programme, une loi des Finances du 31 mars 1927 institua sur tous les cotons et déchets de cotons importés en France une taxe spéciale d'un franc aux 100 kilogs dont le produit est attribué chaque année à l'Association Cotonnière Coloniale sur l'avis d'une Commission interministérielle.

Pareil intérêt de la part des Pouvoirs Publics n'est point surprenant si l'on recherche les répercussions déplorables qu'ont eu sur le change français les importations en coton. En 1926, l'année la plus critique qu'ait jamais vu les finances françaises, ces importations représentaient la coquette somme de 4.457.519.000 francs. Il a paru dès lors nettement que la France aurait tout à gagner à atténuer sa dépendance de l'étranger sous le rapport de son approvisionnement en coton en tirant meilleure partie de la mise en valeur de son vaste empire colonial. Ainsi naquit l'idée nationaliste à laquelle nous avons fait précédemment allusion et dont on trouve le pendant chez les autres nations colonisatrices.

Actuellement la France n'importe de son domaine colonial que 2,35 % de sa consommation totale. Mais si on considère qu'au début de ce siècle la France ne tirait pas une seule tonne de ses colonies et qu'en 1926 elle a importé 6000 tonnes¹ pour remonter en 1931 à 11.000 — c'est-à-dire après sept années seulement de sa nouvelle politique cotonnière — on a tous les droits d'attendre des résultats de beaucoup supérieurs pour l'avenir.

Afrique du Nord.

Algérie : En ne considérant que la période qui a suivi la guerre jusqu'à nos jours, on doit reconnaître qu'un gros effort a été réalisé en Algérie pour le développement et l'amélioration de la culture cotonnière.

Le coton algérien, en terrain irrigué est de la variété longue soie comparable au coton égyptien et peut de ce chef le supplanter sur le marché français.

La production annuelle est aux environs de 1600 tonnes, mais on peut espérer qu'elle atteigne 30.000 balles.

Maroc : Au Maroc la question cotonnière a depuis plusieurs années attiré l'attention des autorités locales et des cultivateurs indigènes.

L'Association Cotonnière Coloniale a patronné au Maroc la création d'une filiale dite « l'Association Cotonnière Marocaine » qu'elle aide de ses subventions et de ce fait, on peut envisager l'avenir avec beaucoup de confiance. Elle a en outre créé à Casablanca en 1928, une usine d'égrenage.

1. Une tonne équivaut à cinq balles environ.

L'exportation qui était en 1925 de 25.000 kilogs de fibres atteint en 1929, 82.000 kilogs et de bonne qualité.

Tunisie : Le programme cotonnier est moins avancé en Tunisie qu'en Algérie et au Maroc étant d'application plus récente. Quant à l'avenir, rien ne s'oppose à ce que la Tunisie produise du coton en grande quantité et de bonne qualité.

Afrique Occidentale Française.

L'Afrique Occidentale est avec le Togo territoire sous mandat, celle des possessions africaines françaises où les possibilités de développement important de la production cotonnière paraissent actuellement les plus grandes.

Si l'on se rend compte du programme d'irrigation de la vallée du Niger si largement conçu et déjà amorcé et en même temps des moyens de communication qu'on est en train de créer, on est en droit de concevoir pour l'avenir de sérieuses espérances.

En attendant, la culture cotonnière en terrain sec continue sa marche progressive ainsi que le démontre les chiffres ci-après mentionnés :

1904	1 T. 37 K
1905-1915 inclus (moyenne annuelle)	148 T.
1916-1918 inclus (moyenne annuelle)	916 T.
1919-1923 inclus (moyenne annuelle)	1304 T.
1924	2650 T.
1925	4850 T.
1926	5700 T.
1927	4987 T.
1928	5250 T.
1929	6441 T. ¹

1. Le Togo a produit à lui seul, 2045 tonnes, en 1929.

Afrique Équatoriale Française.

L'Afrique Équatoriale Française a réalisé depuis quelques années de très louables et importants efforts en faveur de la culture du cotonnier particulièrement dans les colonies de l'Oubangui Chari et du Tchad.

Lorsque les conditions de la production cotonnière et surtout celles des transports auront permis d'abaisser le prix de revient, l'Afrique Équatoriale Française pourra fournir à la Métropole un tonnage intéressant d'une fibre dont la belle qualité est déjà reconnue.

Indochine.

Le cotonnier est cultivé depuis un temps immémorial dans l'Indochine. Il est d'une qualité inférieure et consommé pour la plus grande partie sur place. Des efforts se poursuivent pour améliorer sa qualité et le rendre utilisable par la manufacture française.

Madagascar.

Cette grande possession ne figure pas encore parmi les pays producteurs de coton pour l'exportation. Le coton est connu depuis longtemps et consommé sur place.

Ce sont les conditions du marché mondial qui ont fait renoncer à sa culture au profit d'autres cultures plus rémunératrices. Il n'y a donc pas de difficultés insurmontables pour que Madagascar ne devienne un jour un grand centre de production cotonnière.

Nouvelle Calédonie et Nouvelles Hébrides.

La Nouvelle Calédonie et les Nouvelles-Hébrides sont des colonies à production cotonnière depuis de nombreuses années. Elles fournissent un cotonnier de la plus belle qualité.

Territoires sous mandat français 1 : Etats du Levant

Dans les territoires du Levant sous mandat, les états de Syrie et des Alaouites sont particulièrement propices à la culture et à la production cotonnière qui s'y pratiquaient depuis un temps très reculé.

En Syrie, les efforts de l'Association ont abouti à l'institution d'un bureau de coton dirigé par l'Association Cotonnière coloniale et possédant un budget important. L'Association estime que la culture du coton a un grand avenir en Syrie et que les ressources financières restreintes du pays sont le seul obstacle à son développement.

On peut se rendre compte de la production croissante en examinant les chiffres suivants :

<i>Année</i>	<i>Superficie en hectares</i>	<i>Rendement (tonnes).</i>
1928	3.485	570
1929	16.495	2.466
1930	15.382	1.688

Si nous nous sommes étendus sur la politique cotonnière française, c'était pour rendre claire la conclusion à laquelle nous sommes arrivés et qui peut être ainsi résumée : La production coloniale en coton est actuelle-

1. Du Togo, nous avons parlé incidemment en traitant l'Afrique Occidentale Française.

ment pour la France de toute première importance. Elle envisage avec confiance le jour où elle se passera complètement du coton de l'étranger. Certes, quand on considère les quantités actuellement produites, on se croit bien loin de semblables réalisations. Mais le rêve d'aujourd'hui paraît devoir être la réalité de demain quand on voit d'une part le nombre des régions dans lesquelles la culture cotonnière est possible et d'autre part les sensibles progrès qui ont été déjà accomplis. Cela nous intéresse au plus haut degré parce que la France est un de nos principaux clients. Nos exportations de 1^{er} septembre 1930 jusqu'au 20 mai 1931 étaient de 769.808 cantars soit 8 % de la production totale égyptienne.

Au Congo Belge.

C'est en 1912 seulement que la culture cotonnière fut introduite au Congo Belge.

Un décret du 1^{er} août 1921 a organisé les cultures au Congo, fixé les conditions requises pour obtenir l'autorisation d'acheter du coton et d'installer des usines d'égrenage¹.

La culture cotonnière fut l'objet des soins particuliers des Autorités Belges qui s'intéressent vivement à la production cotonnière dans leur colonie.

D'après le rapport du Directeur Général de l'Agriculture du Congo Belge, on doit s'attendre en 1932 à la production de 42.000 tonnes de coton en graines soit 210.000 de balles.

1. Voir le rapport d'Abdel Wahab Pacha, déjà cité.

Dans les colonies italiennes¹ :

La Somalie et l'Érythrée furent dans le passé le théâtre de plusieurs tentatives de culture des variétés égyptiennes et quelques variétés américaines à longue fibre mais sans succès. C'est en 1924 seulement qu'un grand effort a été accompli par l'exécution d'importants travaux d'irrigation et de communication et par la construction d'usines d'égrenage et de pressage.

Ce qui est surtout significatif au point de vue égyptien, c'est qu'on y cultive le Sakellaridis qui pousse avec les mêmes caractéristiques que notre produit.

La production dans les deux colonies peut être estimée à 20.000 quintaux du coton brut.

3° Les pays qui recommencent à cultiver le coton après abandon :

Comme seul exemple, nous étudierons l'Espagne :

Le coton était cultivé en Espagne au XVIII^e siècle, mais il ne tarda pas à céder la place au profit de la canne à sucre. Des efforts furent cependant tentés au début du XX^e siècle pour reprendre la culture du coton, mais ces efforts n'ont eu jusqu'à présent que des résultats limités.

Suivant l'exemple d'autres nations européennes, l'Espagne a donné une impulsion décisive à la culture du coton en instituant un Comité du coton avec des ramifications dans les régions propices à la culture cotonnière.

1. Voir le rapport du Dr. Myluis dans le compte-Rendu de la « Journée Internationale du coton ».

Le climat et le sol de l'Espagne sont de nature à assurer la production d'une récolte dépassant les besoins du pays, d'autant plus que le rendement par hectare y est relativement élevé. Le coton espagnol ressemble au coton américain de Texas quant à la couleur et à la qualité.

Des Services techniques furent organisés et des mesures d'encouragement — prix minimum garanti aux cultivateurs, primes en argent ou en instruments agricoles accordés aux propriétaires de cultures à grand rendement — furent prodiguées. Aussi le résultat ne tarda-t-il pas à se faire sentir et la superficie cultivée augmenta d'année en année, ce qui ressort du tableau suivant :

<i>Années</i>	<i>Superficies en hectares</i>
1924-1925	1.473,87
1925-1926	2.164,78
1926-1927	4.607,38
1927-1928	4.624,20
1928-1929	8.680,59

Nous n'avons pas procédé à une énumération limitative. Il y a bien d'autres contrées qui produisent le coton telles que le Pirou, l'Argentine, la Turquie d'Asie la Grèce et d'autres encore que nous avons à dessein délaissées pour limiter le cadre de notre étude.

Pour concentrer tout ce que nous avons dit dans ce chapitre, nous donnons le tableau suivant (d'après *The Annual Cotton Handbook*).

**PRODUCTION RÉELLE DU COTON DANS LE MONDE ENTIER
EN MILLIERS DE BALLES DE 225 KILOS**

Contrées	<i>Saisons colonnières.</i>								
	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29	1929-30	1930-31 ¹
États-Unis ²	9.729	10.140	13.628	16.086	17.977	12.956	14.478	14.825	14.223
Indes	5.193	4.332	5.069	5.064	4.001	4.696	4.508	4.208	4.000
Égypte	1.243	1.352	1.507	1.629	1.727	1.219	1.602	1.697	1.600
Russie	137	189	453	853	756	925	1.136	1.377	1.950
Chine	1.955	1.993	2.179	2.114	1.483	1.812	1.790	1.884	1.750
Autres Pays	1.799	1.583	1.964	2.054	2.203	2.051	2.160	2.060	1.945
Totaux	20.059	19.590	24.800	27.800	28.177	23.659	25.674	26.051	25.488

(1) Estimations

(2) Non compris les linters

Un simple coup d'œil sur le tableau donné ci-dessous ¹ démontre suffisamment qu'il y a sur production aggravée ces dernières années d'une sous-consommation consécutive à la crise actuelle. Depuis 1929 surtout, la demande des articles de coton a diminué dans les principaux pays consommateurs. En conséquence, l'industrie du coton est partout en crise et s'efforce de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande en réduisant la production.

Saisons	Production en millions de balles	Consommation en millions de balles	Dif. en plus	Stock en millions "Carry over"
1925-1926	30	25	5	12
1926-1927	30	26	4	16
1927-1928	26	26	2	18
1929-1930	28	25	3	21

De ce qui précède, nous pouvons conclure que l'Égypte est hautement intéressée à suivre avec vigilance le mouvement de la production cotonnière afin de s'adapter au mieux de ses intérêts. Si la production n'a pas aug-

1. Voir un autre tableau donné dans la troisième partie, p. 239.

menté encore dans des proportions qui peuvent modifier sensiblement le *statu quo*, il est plus que probable qu'au proche avenir, elle augmenterait considérablement.

Et si l'on ajoute au fait de la sous-consommation, le caractère nationaliste qui tend soit à développer la production dans les colonies pour en faire dépendre complètement l'approvisionnement de l'industrie métropolitaine soit à fermer les marchés nationaux en imposant le coton étranger, tel ce qu'on fait par exemple les États-Unis¹ vis-à-vis du coton égyptien, on doit aboutir logiquement à cette conclusion : l'Égypte doit prendre garde et ne pas se fier à une culture cotonnière excessive qui pourrait lui réserver bien de déceptions. Elle ne doit pas être acculée à cette dure épreuve et faire comme le vieux lion de la fable qui recevait des coups de pied de toute la gent animale en voyant lui échapper ses vieux clients qui se transforment en producteurs concurrents.

SECTION III

DÉPENDANCE OU INDÉPENDANCE DU MARCHÉ DU COTON ÉGYPTIEN.

Le coton égyptien a joui pendant les deux dernières décades du xix^e siècle et quelques années du vingtième siècle d'une indépendance complète détenant à lui seul le monopole des qualités supérieures auprès des industriels. En effet, ses qualités propres s'adaptèrent à

1. Les Indes ont suivi cet exemple en imposant tout coton étranger. Ils ont taxé tout coton importé à raison de P.T. 29 par cantar.

merveille aux nouveaux procédés de « mercerising » et de « Schreneiring » qui ont pour effet de lui rendre l'aspect et l'éclat de la soie.

Mais si l'on ajoute aux prix élevés de 1907 et 1909, 24 et 26 talaris respectivement atteignant un niveau jamais connu depuis la guerre de Secession, la détérioration de la qualité égyptienne accompagnée parfois d'une récolte déficitaire, on comprend aisément les efforts méritoires qu'ont tentés les industriels — secondés par les agriculteurs qui améliorèrent la qualité de leur produit — pour adapter les cotons du type américain à ces procédés. Ces efforts furent couronnés de succès peu après le début de notre siècle ; succès timide d'abord qui bat actuellement à son plein. Et ce qui paraissait impossible il y a quelques années est devenu actuellement une réalité tangible.

Cependant, si notre coton a perdu son monopole, il a néanmoins gardé un marché spécial pour les tissus fins qui trouvent preneurs à n'importe quel prix et dans les nouveaux emplois tels, par exemple, les ailes d'aréoplanes où la légèreté combinée avec la solidité sont indispensables. Sur ce terrain, le coton égyptien avait avantageusement concurrencé la soie.

Déjà en 1910, l'économiste et l'expert très qualifié dans les questions cotonnières, le professeur John Todd dans deux articles (numéros 2 et 5 de l'Egypte Contemporaine) est arrivé à cette conclusion. Il disait notamment et après avoir constaté dans un voyage d'étude au Lancashire le progrès de la substitution du coton américain au coton égyptien : « Le coton égyptien n'a

plus guère le monopole qu'il a détenu pendant assez longtemps ». Dans un autre endroit il disait : « Des deux côtes de l'offre et de la demande, le coton égyptien commande jusqu'à une certaine limite un marché spécial¹. Ce marché n'est nullement une question de spécimen (kind) mais simplement de degré ».

M. F. Ch. Roux dans la *Revue Economique Internationale* 1911 s'était exprimé de la manière suivante : « Les qualités particulières du coton de l'Egypte ne lui assurent point une indépendance et une fixeté aussi grandes qu'on se l'est imaginé, elles lui assurent seulement une supériorité, une faveur, qui en cas de baisse comme en cas de hausse, maintiennent entre ses cours et ceux de l'américain un écart à peu près constant ».

M. Léon Polier dans un article de la même *Revue* 1912, intitulé « La Bourse d'Alexandrie et le marché des cotons égyptiens » résume ainsi son opinion : « Le marché des cotons d'Alexandrie est un marché secondaire et faible. Il jouit tout de même d'une certaine autonomie malgré la très sensible influence conformatrice des cours de grands marchés américains, grâce à l'unique et la précieuse qualité des cotons de la Vallée du Nil. Ce monopole de qualité est sa seule sauvegarde. S'il venait à être battu en brèche, soit comme on l'a craint un moment, par un affaiblissement des mérites

1. Du côté de l'offre, dit M. Todd, son prix dépend en premier lieu de la quantité de la récolte américaine qui, grâce à sa proportion écrasante, domine le marché mondial. En second lieu de la récolte égyptienne elle-même. Du côté de la demande, son prix dépend en premier lieu de la demande mondiale en articles cotonniers et deuxièmement de sa demande pour les divers emplois où le coton égyptien est nécessaire.

du produit national, soit, comme il y a peut-être davantage lieu de le redouter, dans un avenir d'ailleurs indéterminé, par la compétition des pays producteurs nouveaux ou par le progrès de l'industrie textile capable de tirer un meilleur parti des cotons plus médiocres, Alexandrie ne serait plus guère à côté de New York, de la Nouvelle Orléans ou de Liverpool, qu'un satellite négligeable emporté dans la toute puissante attraction de ces marchés régulateurs ».

Nous ne voudrions point développer outre mesure cette partie qui a trait au passé et par conséquent n'a qu'une valeur historique. Si nous avons reproduit des passages qui synthétisaient des opinions hautement considérées et que personne ne les a contestées, c'est parce que nous avons eu à cœur de montrer en combien peu d'années à la suite des changements survenus dans les conditions de la production et de la consommation du coton, elles ont dû céder place à d'autres qui sont presque à leurs antipodes. Nous allons en parler successivement.

L'opinion du professeur Bresciani-Turroni.

M. le professeur Bresciani dans une étude statistique remarquable intitulée : « Relations entre la récolte et le prix du coton Egyptien¹ » est parvenu à formuler les conclusions suivantes :

1^o L'examen des données statistiques confirme que les variations des prix du coton américain exercent une grande influence sur les prix du coton égyptien.

1. Voir l'Égypte Contemporaine n° 124, p. 633.

2° Toutefois, le prix du coton américain n'est pas le seul facteur qui détermine le niveau des prix égyptiens. Il y a la récolte égyptienne elle-même. En effet, les résultats statistiques nous permettent de conclure que les variations de la récolte égyptienne exercent une influence sur les prix du coton égyptien.

3° Si le coton égyptien pouvait être complètement remplacé par du coton d'autres provenances, une diminution de la récolte égyptienne par rapport à la récolte américaine ou mondiale ne pourrait exercer aucune influence sur le prix égyptien. Puisque, au contraire, les faits démontrent que cette influence existe, cela signifie que lorsqu'une certaine disette du coton égyptien se manifeste, cette qualité de coton ne peut pas être immédiatement et complètement remplacée par d'autres qualités et en conséquence le prix augmente par rapport aux autres qualités. Donc la possibilité d'augmenter le prix égyptien en réduisant la production doit être admise¹.

L'opinion du Bureau du coton.

Le Bureau du coton du Ministère des Finances a publié en Anglais « Etude statistique sur quelques facteurs qui affectent les prix du coton égyptien », signée par MM. Zahra et El. Darwiche. Cette étude soutient fermement qu'il n'y a aucune relation entre le prix du coton égyptien et le rapport entre le volume de la récolte égyptienne et celui de la récolte américaine² ». En

1. Voir le graphique n° 1.

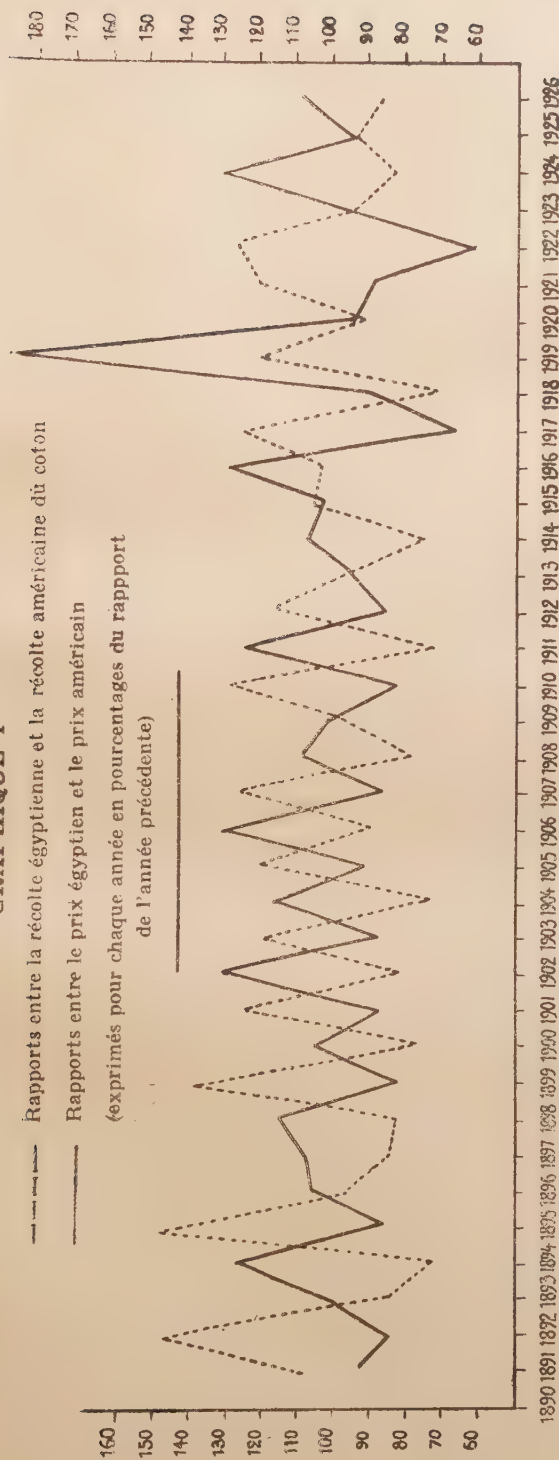
2. « There is no connection between the price of Egyptian Cotton and the ratio of the size of the Egyptian crop to the American crop », (p. 8.)

GRAPHIQUE I

— Rappports entre la récolte égyptienne et la récolte américaine du coton

— Rappports entre le prix égyptien et le prix américain

(exprimés pour chaque année en pourcentages du rapport de l'année précédente)



1. Reproduit sur le graphique n° 3 du professeur Bresciani.

d'autres termes, le coton égyptien dans son ensemble et en l'état actuel n'a pas un marché spécial et par conséquent n'est, pour emprunter l'expression de M. Polier qu' « un satellite négligeable emporté dans la toute puissante attraction des marchés régulateurs ».

L'opinion de S. E. Abdel Wahab Pacha.

La Note du Gouvernement s'était prononcée en ces termes : « Toutes les recherches faites à ce sujet ont fourni la preuve de la fausseté de cette théorie (d'après laquelle le coton égyptien a son marché spécial) à l'heure actuelle. Si pendant un certain temps, jadis, le coton égyptien ou sa majeure partie en tous cas a joui d'une sorte de monopole auquel se sont soumises des industries déterminées, cette période est bien passée maintenant ».

En se référant aux recherches faites par le Bureau du coton, la Note arrive aux conclusions que voici :

1° Il n'existe pas un lien de dépendance étroit entre la quantité de la récolte du coton égyptien et son prix moyen.

2° Les fluctuations des prix du coton américain constituent le facteur le plus important influençant le prix du coton égyptien ;

3° Il n'a pas été possible jusqu'ici de déceler un autre facteur (en dehors de la dépréciation de la monnaie) exerçant une influence sensible sur le prix du coton égyptien.

Comme on le voit, la Note paraît ne pas partager la manière de voir du professeur Bresciani. Mais si elle accepte les conclusions du Bureau du coton, elle atténue

néanmoins l'absolu de celles-ci. De plus, elle laisse la porte entre-ouverte à des recherches ultérieures qui puissent déterminer tous les facteurs qui influent sur les cours du coton égyptien.

Que pensons-nous sur les mérites de ces trois documents d'une grande valeur et pour quelle opinion optons-nous ? Nous avons parfaitement conscience que de cette opinion dépendraient, pour une grande partie, les conclusions d'ordre pratique.

Quoique nous ne possédions pas la compétence qui nous eut permis de prendre part à pareille polémique, nous croyons cependant pouvoir soutenir l'opinion de M. Bresciani en nous rapportant à la discussion de son étude qui a eu lieu au mois de janvier 1931 dans une réunion qui a mis en présence les trois auteurs et nombre de statisticiens qualifiés et à ce que rapporte M. Todd.

De l'ensemble de cette discussion, il semble résulter que personne ne conteste la méthode du professeur Bresciani. Les divergences entre les conclusions du Bureau du coton et celles du professeur Bresciani s'expliquent en partie et par la période étudiée et par le fait que M. Bresciani s'est servi des cours officiels publiés dans l'Annuaire Statistique de l'Egypte alors que le Bureau du coton se basait sur les cours de Liverpool.

Pour la période : Professeur Bresciani a choisi la période de 1890-1913. Il a estimé que la période de la guerre et celle de l'après-guerre ne doivent pas entrer dans ces calculs étant de périodes de fièvres et de grandes secousses où les fluctuations des prix ont été énormes.

Les auteurs de l'étude statistique ont — dans un légitime souci des changements considérables qui sont

survenus, soit dans la production à la suite d'un grand développement, soit dans l'industrie et le progrès intense qu'elle a dû réaliser — jugé indispensable d'examiner la période actuelle d'une valeur beaucoup plus grande que la période précédente qui n'est plus guère en harmonie avec les conditions de la vie actuelle.

Quant aux sources servant de part et d'autre, elles ne présentent pas réellement une importance telle que nous devions nous y arrêter.

M. Minost qui présidait la séance aurait supposé que les variations du rapport entre le prix égyptien et le prix américain étaient dues simplement à la proportion plus ou moins grande que tient le Sakellaridis dans la production égyptienne.

Parti avec cette idée simpliste et ayant comme but de combattre les conclusions de M. Bresciani, M. Minost dans sa recherche a dû reconnaître l'exactitude des précédentes conclusions. Il dit en guise de conclusion :¹. « Ainsi ma recherche entreprise avec l'idée préconçue de faire échec à la démonstration de M. Bresciani renforce ces conclusions en montrant que si la proportion de Sakel dans la récolte égyptienne contribue à modifier le prix moyen égyptien, elle n'explique pas les variations de ce prix par rapport à l'américain. Sous réserve d'une autre explication que je n'entrevois pas, il faut donc admettre avec M. Bresciani que l'augmentation (ou la diminution) relative du prix égyptien s'explique par la diminution (ou l'augmentation) relative de la récolte égyptienne² ».

1. Voir l'Égypte contemporaine, n° 124, p. 708.

2. Voir graphique, n° 2.

Pourcentage de l'étendue
cultivée en Sakellaridis.

90%

80

70

60

50

40

30

25

LÉGENDE :

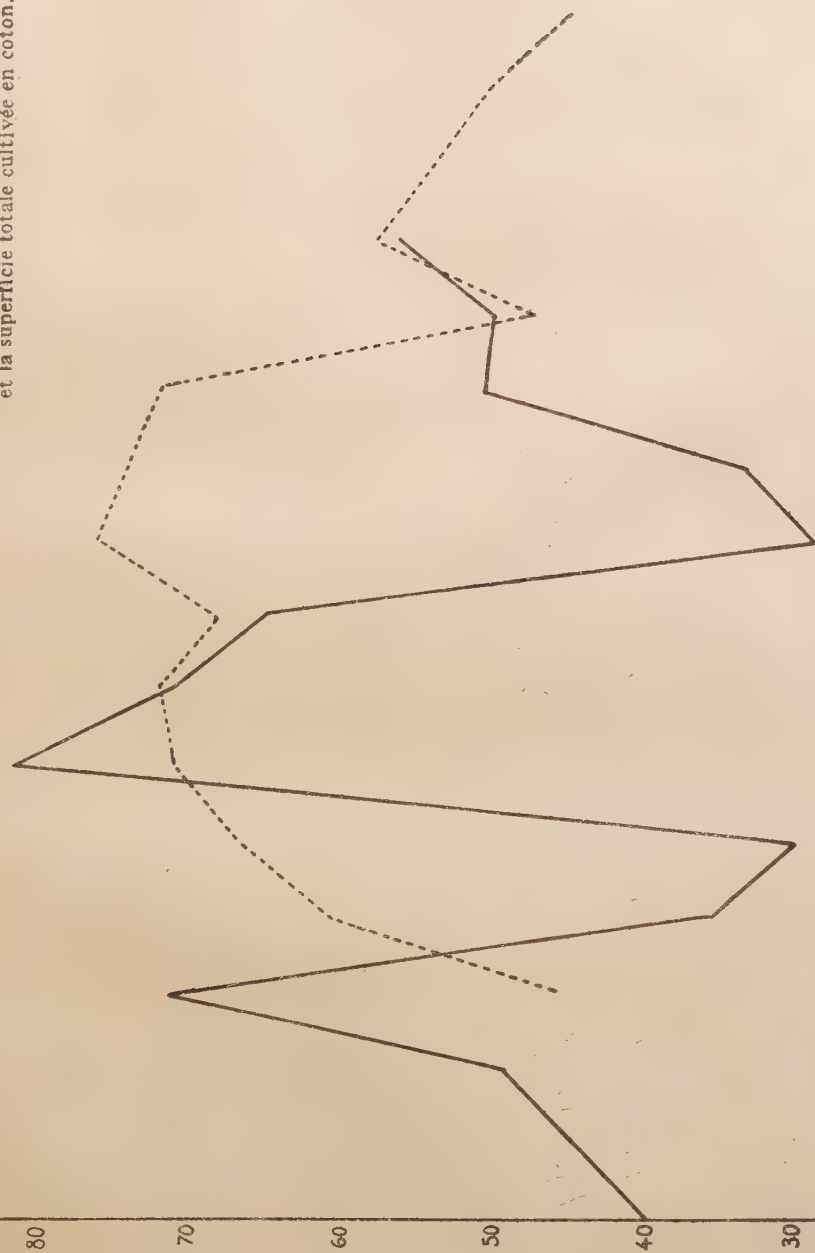
— Rapport entre le prix égyptien et américain
(Courbe Bresciani).

- - - Rapport entre la superficie cultivée en sakellaridis
et la superficie totale cultivée en coton.

Années des cultures

Prix.

1915 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928



M. Graig après avoir fait quelques critiques sur les procédés du professeur Bresciani dit : « En réalité, j'ai trouvé dans un travail privé un très bas coefficient entre le prix égyptien et le volume de sa récolte. La différence entre le résultat auquel M. Bresciani est arrivé et le mien est une différence de degré ».

M. Todd dans son rapport du mois de septembre 1930, dit : « Le prix du coton égyptien suit de très près sa propre quantité et plus près qu'il ne suit le prix du coton américain. A la vérité, le prix du coton égyptien suit son propre volume plus étroitement que le prix américain ne suit le sien, spécialement dans ces deux dernières saisons. Le fait que le prix égyptien suive en principe le prix américain paraît donc être dû principalement à cette coïncidence accidentelle que dans la plupart des saisons les conditions des récoltes américaines et égyptiennes (respectivement) ont dû se mouvoir dans la même direction ¹.

De tout ce qui précède, on peut dire avec le professeur Bresciani que la récolte égyptienne influe pour une partie au moins sur son prix et que la possibilité d'augmenter le prix égyptien en réduisant la production doit donc être admise. L'Égypte ne doit donc pas pousser sa production cotonnière à l'extrême, et qu'au contraire il sera dans

1. The price of Egyptian cotton follows its own supply very closely, much more closely than it follows the price of American cotton. In fact the price of Egyptian cotton follows its own supply more closely than the price of American follows its supply especially in the last two seasons. The fact that the price of Egyptian as a rule follows the price of American seems therefore to be due mainly to the accidental coincidence that in most seasons the conditions of supply, of the American and Egyptian crops respectively have moved in the same direction.

son intérêt de la réduire ou tout au moins de garder sa position actuelle. En effet, le coton égyptien pouvant être difficilement remplacé par d'autres qualités, il s'ensuit qu'une limitation de la production provoquera très probablement une augmentation des prix.

Mais il n'a pas été prouvé que la loi Bresciani régie les conditions actuelles. Si elle les a régies de 1923 à 1926¹, on pourrait remarquer que ce n'était que l'effet d'une pure coïncidence. De plus, M. Bresciani lui-même met des réserves qui peuvent la rendre inefficace notamment en ce qui concerne le coût de la production. Enfin, on peut — vu le faible coefficient d'influence exercée par l'importance de la récolte égyptienne et estimée par lui à 16 % et vu les réserves émises² — dans la pratique ne pas la prendre en considération.

Quoique la loi Bresciani nous eût servi de soutien précieux à notre point de vue qui s'oppose à tout emballement tendant à une production excessive en Egypte, nous allons en faire bon marché et admettre avec les partisans de la production massive que la récolte égypt-

1. Voir le graphique n° 1.

2. « Une réduction de la production s'impose toutes les fois qu'on prévoit que les prix correspondants à la production actuelle ne couvrent pas le coût de production ». Donc, *a contrario*, elle ne s'impose pas si les prix laissent un profit. « Mais — poursuit M. Bresciani —, il est fort douteux que les agriculteurs égyptiens puissent par une réduction de la production réaliser à la longue « un prix monopole » pour leur coton ; c'est-à-dire un prix qui leur assure, outre le remboursement des frais et un bénéfice normal, des profits exceptionnels. Il faut tenir compte de la difficulté de contrecarrer la tendance des prix américains si cette tendance était vers la baisse, de la difficulté d'appliquer pratiquement une restriction assez forte de la culture ; de la concurrence d'autres pays qui augmenteraient leur production des qualités analogues au coton égyptien, si les prix égyptiens subissaient une hausse exagérée, de la difficulté de substituer en Egypte d'autres cultures à celle du coton dans les terres laissées libres ». Voir, p. 680, de l'*Egypte Contemporaine*, n° 124.

tienne est sans effet sur son prix lequel serait régi par la récolte américaine.

Cette acceptation du point de vue contraire ne changerait point, d'après nous, la politique cotonnière du pays qui doit être recherchée dans le sens d'un interventionnisme modéré et bien entendu. Ce que nous expliquerons dans la section suivante.

SECTION IV

LES QUANTITÉS QUE DOIT PRODUIRE LE PAYS.

C'était pour pouvoir mieux nous prononcer sur cette question capitale que nous avons traité les trois premières sections. Nous avons montré dans la première la défectuosité de l'organisation économique du pays résultant du fait qu'il dépend d'un seul produit. Dans la seconde nous avons suivi le développement de la production à travers le monde et les différents aspects qu'elle revêt actuellement. Dans la troisième nous avons opté pour l'opinion qui propose une certaine limitation de la production. Mais comme il y a encore certaines incertitudes à son endroit, nous avons admis avec les partisans de la production en masse que la récolte égyptienne, dans son ensemble, est sans influence sur son prix.

Il est un point sur lequel tout le monde est unanime. Nous faisons allusion au Sakellaridis et au fait qu'il a un marché spécial. En effet, les qualités supérieures sont indispensables à ceux qui travaillent à la filature du coton fin et qui ne peuvent se passer de notre meilleur

coton, leurs broches ne filent pas d'autres qualités.

On estime généralement à 1.500.000 cantars de Sakel la quantité nécessaire aux industriels cités. Mais comme nous avons dit que le Sakellaridis a son marché spécial, une limitation dans sa culture semble être la meilleure ligne de politique à suivre.

Toutefois, le passé et le présent sont là pour nous enseigner de ne pas envisager une restriction excessive. Car une pareille restriction avec comme corollaire une augmentation du prix aurait comme résultat inévitable de pousser d'autres producteurs — tels que le Soudan, les Colonies Italiennes, l'Algérie qui produisent un coton qui s'il n'égale pas en qualité le meilleur coton égyptien s'en rapproche beaucoup — à augmenter leur production et améliorer leur qualité pour remplacer le Sakellaridis dans la mesure où il viendrait à manquer. Et le résultat final se traduirait par une perte sèche pour le pays. A ce propos, il ne faut pas oublier le progrès qu'a atteint la substitution¹. Il n'est donc pas dans l'intérêt de l'Egypte de réduire outre-mesure sa production en Sakellaridis cherchant à réaliser un prix de monopole. Bien au contraire, elle gagnera davantage si elle produit suffisamment de coton, l'offrant à un prix raisonnable pour garder ses clients.

1. Un rapport d'une autorité de Lancashire dit. « L'application à la limite extrême du principe de la substitution a été durant l'hiver passé (1930) le dernier et le plus important symptôme de la situation en Lancashire. Les filateurs n'ont pas épargné aucun effort en vue d'essayer différentes sortes de coton. Les expérimentations faites ont donné des résultats qui ont produit le plus grand effet dans la concurrence faite au coton Sakellaridis, ou achmouni ». Voir la Note d'Abdel Wahab Pacha, p. 14.

La Note du Gouvernement dans ces circonstances a tracé la politique à suivre pour le Sakellaridis.

Mais puisqu'il a été avéré que le Sakellaridis est exposé dans la plupart des régions de l'Égypte à être atteint de paralysie, le Ministère de l'Agriculture a proposé de confiner sa culture aux seules régions septentrionales du Delta qui produisaient les meilleures grades de Sakel et où la propagation de la paralysie est moindre par rapport aux autres régions. Cette proposition fut réalisée par un Décret-loi n° 20, 1931 qui a limité la culture du Sakel et de ses dérivés¹ aux régions septentrionales et à quarante pour cent des terres comprises dans la dite zone.

La zone dans laquelle la culture du coton Sakellaridis est autorisée comprend : Les markaz de Damanhour, Abou Hommos, Mahmoudieh, Kafr-El-Dawar (sauf la partie limitrophe d'Alexandrie), Choubrakit (le nord seulement), et Itaïe El Baroud (sauf la partie comprise entre la Branche du Nil et le Canal de Sahel Morcos), tous dépendant de la Moudirieh de Béhéra ; Fowa, Des-souk, Kafr-El-Cheikh, Cherbin, Talka et la partie nord de Mehalla El Kobra, tous dépendant de la Moudirieh de Gharbieh ; Mansourah, Faraskour, Dekernes, Manzalah et la partie nord du Simbellawein dépendant de la Moudirieh de Dakahlieh. Les superficies cultivées en coton dans ces régions ont atteint certaines années plus de 650.000 feddans.

1. Dans l'art. 2, le Décret définit le mot Sakel en disant : « sont considérés comme coton Sakellaridis, la variété primitive du dit coton, le Sakellaridis Domaine ainsi que toutes autres nouvelles variétés du coton Sakellaridis qui seraient reconnues comme telles par arrêté ministériel ».

Puisqu'il est admis que le Sakel est exposé à la paralysie et que des essais se poursuivent sur d'autres qualités que certains techniciens considèrent comme pouvant mettre fin à la vogue dont jouit le Sakelladiris et en tenir lieu et place, le Décret dans son article 2 a limité la période de son application à 3 ans finissant à la saison cotonnière de 1933¹.

Pour le reste de la production (exception faite du Sakellaridis).

La Note, après avoir constaté les progrès du principe de la substitution et que le marché cotonnier égyptien dans son ensemble, est extrêmement dépendant du marché américain, tranche la question et trace la politique cotonnière en disant : « C'est pourquoi notre politique en matière de production doit tendre, autant qu'il est possible de le faire à intensifier la production des cotons d'un usage courant. Si après l'achèvement des grands projets d'irrigation, il devenait possible à l'Egypte de produire 12 millions de cantars ou une quantité supérieure à ce chiffre — 15 millions d'après l'opinion de M. Balls que la Note — approuve la fortune nationale s'accroîtrait considérablement même si le coton n'était vendu qu'à un prix légèrement supérieur à celui du coton américain.

« Pour faire face à la concurrence mondiale dont l'acuité augmente progressivement, il n'y a d'autre solution que de recourir au principe de la « production en masse ». On doit déraciner des esprits la notion que

1. Dans la troisième partie, nous reviendrons sur ce point lorsque nous aurons à parler du Nouveau Décret de la restriction.

« tout dépend du prix du coton » car le revenu national dérivant de la récolte cotonnière est obtenu en multipliant la quantité produite par le prix ».

S'appuyant sur l'avis du Dr. Lawence Balls, l'expert bien connu attaché au Ministère de l'Agriculture, la Note poursuit : « La politique du Gouvernement en Egypte doit tendre à obtenir le plus grand rendement possible de la plus grande superficie possible, ceci conjugué autant que faire se peut avec l'intensification du rendement par feddan ».

Ainsi, comme on le voit, la politique du Gouvernement est inspirée d'un libéralisme, mais d'un libéralisme qui n'est pas du tout abstentionniste puisque l'État en aura un grand rôle à jouer¹. Mais le vent a tourné définitivement en faveur de l'intervention avec, comme conséquence, le contrôle et la limitation de la production. L'Angleterre qui passait jusqu'à ces derniers jours pour une nation libérale par excellence a brusquement changé la foi qu'elle avait professée avec enthousiasme pendant près d'un siècle pour commencer à s'enfermer dans une muraille de tarifs protectionnistes, persuadée que là seulement se dessinait le chemin du salut².

On peut alléguer que ce faisant, l'Angleterre ait eu comme l'idée cachée de forcer les autres nations à baisser leurs barrières douanières pour arriver à un libéralisme

1. Ce qui ressort clairement quand nous abordons la deuxième partie.

2. Le *Temps* du 24 janvier 1932 en commentant un article du *Daily Telegraph* dit : Il rappelle que, de même qu'en 1852, Disraeli a dû s'incliner devant le triomphe du libre échange, aujourd'hui, quatre vingts ans après, c'est aux libre-échangistes à s'incliner devant le triomphe du protectionnisme.

économique qui se pratiquerait mutuellement. Mais le fait que toutes les nations pratiquent et le plus que jamais le protectionnisme est, croyons-nous, la meilleure réplique à l'inanité d'un pareil espoir. L'Egypte ne saurait s'isoler dans un libéralisme — surtout pour la production cotonnière où la fixation et le contrôle du prix lui échappent totalement — qui n'est plus de mise.

Si la Note estime que pour faire face à la concurrence mondiale, il n'y a d'autre solution que de produire en masse le coton, nous posons les questions suivantes : Ne serait-il pas plus prudent pour l'Egypte de ne pas jouer toute sa fortune et ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ? La Note n'a certainement pas fermé la porte aux tentatives qui amélioreront la situation économique du pays. Par ailleurs, S. E. Abdel Wahab Pacha dans une conférence publiée dans la *Revue du Commerce et de l'Industrie* (n° 5, 1931) proclame la nécessité pour le pays de varier ses ressources tant agricoles qu'industrielles. Mais nous croyons cependant qu'il y a dans une production intensifiée qui pourrait atteindre 15.000.000 de cantars, soit le double de ce que l'Egypte produit actuellement, de quoi attirer toute l'attention du pays ou du moins d'entraver son orientation vers d'autres ressources, ce qui aggraverait le déséquilibre déjà existant dans toute son économie. Que serait le résultat, si l'on n'arrivait pas au résultat voulu soit parce que l'intensification ne répondrait pas aux espoirs fondés à cause de l'affaiblissement d'une terre surmenée ou d'une propagation plus grande des parasites cotonniers ou pour toute autre raison, soit

parce que la compression du prix de revient qui va de pair avec l'intensification et dont la note qualifie le but le plus important que doit viser toute politique cotonnière saine ne serait pas aussi grande qu'on se l'imagine¹, soit enfin parce que les autres pays producteurs arrivent eux aussi à produire davantage du coton tout en abaissant leur prix de revient dans des proportions aussi grandes ?

Et si le coton égyptien fait prime sur le marché mondial grâce à une différence de résistance atteignant 20 à 30 pour cent sur le coton américain, ce qui le met dans une position extrêmement avantageuse, on peut trouver dans la fermeture des marchés nationaux et l'indépendance économique toujours croissante de quoi atténuer l'absolu de cet avantage.

Pour compléter la liste de nos objections, nous invoquons ici la précarité de l'organisation économique du pays et attirons l'attention sur la concurrence faite par la soie artificielle².

1. Cette compression, en effet, dépend pour une partie de la réalisation des projets et de recherches scientifiques — tel est le cas des engrais — dont on ne peut pas d'ores et déjà fixer les possibilités de succès.

Il y a aussi certaines dépenses que la Note avait jugées avec raison comme excessives, qui s'effectuent entre les mains des étrangers qui tiennent presque le monopole de l'égrenage, du pressage et du commerce de l'exportation. Et de ce fait, le Gouvernement, vu le régime de capitulation unique au monde, ne peut procéder que par voie de persuasion qui, dans bien des cas, se montrait dénuée de toute efficacité.

1. Lire dans la *Revue des Deux-Mondes*, t. II, 1^{er} mars 1931, p. 95 et suiv.,), un article important *La Soie* de M. Auguste Isaac dont l'extrait suivant est significatif :

« On a assisté au cours des cinq dernières années à une course de vitesse impressionnante entre les plus grands pays industriels pour la création de nouvelles usines de soie artificielle...

« Ce qu'on peut constater dès maintenant, c'est la variété inattendue des emplois de la soie artificielle. Elle s'est glissée du vêtement appa-
rant aux dessous qu'on ne voit pas, ou qu'on ne doit pas voir. Après le bas

De tout cela, nous ne saurions admettre cette politique libérale quelque savamment tracée soit-elle. Et c'est dans un interventionnisme modéré que nous allons préconiser la politique cotonnière du pays.

L'Égypte ainsi que nous l'avons dit ne doit pas sacrifier la culture du coton mais ne doit pas non plus en dépendre exclusivement. Elle cultive actuellement près de deux millions de feddans mais le rendement va toujours en diminuant. Un simple coup d'oeil jeté sur le tableau ci-après suffit pour se rendre compte combien a baissé le rendement moyen par feddan au cours de la dernière décade par comparaison avec la précédente, et, partant de combien ce rendement moyen a été, au cours de cette dernière inférieur à celui obtenu au cours de la décade commençant en 1896-1897¹.

Années	Rendement par feddan	Années	Rendement par feddan	Années	Rendement par feddan
1896-1897	5,60	1907-1908	4,50	1918-1919	3,66
1897-1898	5,80	1908-1909	4,12	1919-1920	3,54
1898-1899	4,80	1909-1910	3,13	1920-1921	3,30
1899-1900	5,64	1910-1911	4,56	1921-1922	3,37
1900-1901	4,42	1911-1912	4,31	1922-1923	3,73
1901-1902	5,10	1912-1913	4,36	1923-1924	3,81
1902-1903	4,58	1913-1914	4,45	1924-1925	4,07
1903-1904	4,88	1914-1915	3,67	1925-1926	4,14
1904-1905	4,39	1915-1916	4,03	1926-1927	4,80
1905-1906	3,80	1916-1917	3,06	1927-1928	4,01
1906-1907	4,61	1917-1918	3,75		
Moyenne	4,87		3,99		3,84

de soie, qui nous a montré les jambes, voici qu'on annonce, non seulement le linge de table et le linge de corps, mais même le drap de lit ; tout cela bien entendu au détriment du coton. En comparant des prix tout récents, on constate que le coton d'Égypte est plus cher que la soie artificielle. L'écart va sans cesse en augmentant, et n'est pas loin actuellement de 20 %, ce qui permet d'entrevoir l'extension de plus en plus sensible de l'emploi de la soie artificielle dans les articles qui, jusqu'à présent étaient du domaine exclusif du coton et même du lin ».

1. Le Ministre de l'Agriculture dans sa lettre prononcée à la Chambre des Députés le 23 août 1926 a estimé à plus de 410 millions de livres égypt-

Le pays devra rechercher le plus tôt possible les moyens les plus appropriés pour enrayer cette baisse et améliorer le rendement. Ici nous touchons à une partie technique qui est le propre du Ministère de l'Agriculture.

Bornons-nous à dire que c'est à lui qu'incombe la tâche de relever la moyenne du rendement. Qu'il ne ménage donc pas ses efforts afin d'atteindre ce but d'une importance évidente dans l'économie de notre pays et sa réalisation dépend le succès de toute politique adoptée.

D'un autre côté, nous estimons qu'il est indispensable de baisser le prix de revient afin de rendre rémunératrice la culture cotonnière qui ne laisse plus guère de profit en proportion avec les soins multiples et les dépenses excessives qu'elle exige. Nous en parlerons dans la deuxième partie.

Nous nous résumons en disant : Production dans une limite raisonnable, amélioration du rendement moyen et compression du prix de revient. Voilà notre devise en politique cotonnière.

tiennes la perte subie par le pays et provenant de l'abaissement du rendement au cours des vingt-huit dernières années (de 1896-1897 à 1924-1925)

APPENDICE ¹

LA LOI DU TIERS ET LA RESTRICTION DE L'AGRÉAGE.

Dans l'introduction aussi bien que dans la première partie, nous avons à maintes reprises, fait allusion à la loi du tiers devenue classique. Cette mesure édictée pour les nécessités de la guerre a depuis et pour des raisons d'un autre ordre réapparu puis disparu divisant ainsi le pays en deux camps : partisans et adversaires.

*Ce que disent les partisans.
Le Syndicat Agricole en tête.*

En 1921, le Gouvernement Egyptien se trouvait en face d'une unanimité dont la voix du syndicat agricole était l'interprète pour lui demander la restriction de l'acréage cotonnier au tiers des terres possédées par un propriétaire ou par son représentant. Il n'a pu faire autrement que d'exaucer ce vœu et il décréta la restriction. Le motif fut de diminuer la quantité qui parviendrait aux filateurs et les obliger ainsi à payer un prix raison-

1. *Cet appendice fait partie intégrante de la quatrième section.*

nable au producteur égyptien à la place des prix trop bas d'alors ¹.

Actuellement, ces considérations existent et en plus il y aurait d'autres motifs qui commandent au Gouvernement la restriction permanente et non plus provisoire et au peuple de se départir de lui-même par persuasion de cette mauvaise habitude qu'est la culture de la moitié de la superficie détenue.

Ces raisons qui militent en faveur de la restriction et qui constituent un devoir pressant que le Gouvernement et le peuple doivent exécuter solidairement sont :

1^o La réduction de l'acréage aurait comme résultat certain une hausse du prix du coton et notamment celui de Sakellaridis ².

Sans crainte d'être critiqué, on peut affirmer que si on parvient à restreindre sa culture d'une façon appropriée de sorte que la production ne dépasse pas les besoins de l'industrie son prix se trouverait porté au double de ce qu'il est actuellement ³.

2^o La restriction au tiers fortifie le sol du fait que la culture épuisante du coton ne revient sur la même parcelle qu'une fois tous les trois ans, et en outre augmente les superficies réservées aux autres cultures.

Il est acquis, que le train dont va la culture cotonnière a affaibli considérablement le sol de la Basse-Egypte et

1. Nous nous basons en formulant ces points de vue sur un rapport en langue arabe qui nous a été communiqué par les soins de Khalil Bey Motran.

2. Les partisans admettent donc que le coton égyptien a son marché spécial qui influence son propre prix.

3. Sur ce point partisans et non partisans s'entendent quoique pour des raisons qui ne sont pas identiques, et le résultat se traduit par une différence dans la mesure à prendre (tiers d'après les partisans, 40 % d'une zone déterminée, d'après les non partisans).

menace celui de la Haute-Egypte où la culture cotonnière est d'une date beaucoup plus récente. Si le cultivateur applique cette mesure, il ne perdra rien au point de vue quantité. Car un feddan d'une terre ayant eu suffisamment de repos — deux ans — lui permettant de restaurer toutes ses forces productrices, donnera plus qu'un feddan et demi d'une terre surmenée par la culture de moitié.

Comme résultat, il y aura dans le pays suffisamment de céréales pour qu'il ne soit plus obligé d'en importer à des prix fort élevés.

3^o La restriction assure au moment de bas étiage les eaux nécessaires à d'autres cultures notamment à celle du riz. Ainsi se résoud en partie la difficulté des rotations dont souffrent énormément les cultivateurs.

4^o Elle permet aux fellahs de préparer leur terre assez tôt. Il est à peine besoin de faire valoir les bienfaits d'une culture faite à temps ; un rendement meilleur et la protection contre les maladies sont les deux premiers résultats. La plupart des fellahs en l'état actuel ne peuvent pourvoir à tous les besoins qu'impliquent la culture quant à la préparation du terrain¹.

Les non-partisans. La Note du Gouvernement en tête :

Les adversaires de la restriction n'acceptent pas ces arguments et formulent à leur endroit — chiffres à l'appui — des critiques que nous résumons de la manière suivante :

1. Il n'est pas jusqu'à l'amélioration de la production animale qui ne serait un de ces bienfaits. Le travail continu surmène l'animal et affaiblit par là sa force génératrice.

L'expérience a démontré que la théorie de la réduction de l'acréage cotonnier était d'une façon générale sans fondement.

De la hausse des prix : Il a été démontré, soit par les chiffres, soit par l'examen année par année des chiffres de l'acréage, du rendement et des prix qu'une réduction de l'acréage n'implique pas nécessairement une hausse dans le prix, parce que cette réduction n'aboutit fatalement à une diminution dans le volume de la production (à supposer même que le volume de la récolte cotonnière égyptienne affecte les prix de la récolte).

En 1925-1926, l'acréage était de	1.924.000 feddans
Et la récolte de	7.965.000 cantars
Et la moyenne des prix de	L.E. 6 par cantar
Et bien que l'acréage soit tombé en 1926-27	1.784.000 feddans
La récolte était de	8.635.000 cantar
Et le prix moyen de	L.E. 4,7 par cantar

Et si l'on soutient qu'au cours des années qui ont suivi immédiatement la guerre, les prix se sont comportés dans un sens inverse par rapport au volume de la récolte, ceci ne constitue pas un argument en faveur des partisans de la restriction : les prix ne faisaient alors que suivre ceux du coton américain. Ici, nous touchons à la question délicate de la dépendance ou de l'indépendance du marché égyptien. Les non partisans — toujours avec les chiffres — viennent encore renforcer leur opinion.

Années	Coton américain		Coton égyptien	
	Superficies en milliers de feddans	Prix moyen pince par lb.	Superficies en milliers de feddans	Prix moyen Tala ris par cantar
1924-1925	41.360	13,76	1.788	39,5
1925-1926	46.053	10,77	1.924	30,5
1926-1927	47.087	8,15	1.786	21,5
1927-1928	41.139	11,17	1.516	30,
1928-1929	45.341	10,52	1.738	

Quant à l'argument visant l'augmentation du rendement, les non-partisans estiment qu'il s'agit là d'une question qui ne serait pas entièrement affectée par la nature du sol. Il existe tout un milieu économique dont les facteurs, tels que l'état météorologique, l'importance des ravages résultant des maladies des plantes, l'utilisation de telle ou telle qualité d'engrais, la sélection des semences, etc ..., contribuent pour une part plus ou moins grande au rendement. Voici encore des statistiques qui réfutent cet argument.

Années	Superficies en milliers de feddans	Rendement moyen par feddans en cantars.
1924-1925	1.788	4,07
1925-1926	1.924	4,14
1926-1927	1.786	4,84
1927-1928	1.516	4,01
1928-1929	1.738	4,61

Les statistiques américaines, elles aussi, réfutent l'argumentation des partisans.

En outre, on ne devra pas perdre de vue, lors de l'examen des chiffres relatifs au rendement en Egypte, que de grandes superficies de terres fortes surtout en Haute-Egypte, sont aujourd'hui cultivées en coton qui ne l'avaient jamais été auparavant, ce qui a abouti dans certaines régions à une superproduction exceptionnelle.

Et quant à l'accroissement des superficies réservées à la culture des céréales, les non partisans soutiennent : à supposer même que la réduction de l'acréage doive fatalement y aboutir, l'encouragement des céréales aux dépens de la production cotonnière, est en contradiction avec un principe des plus élémentaire de l'économie poli-

tique, à savoir, qu'il est certainement plus avantageux pour un pays de s'adonner à la culture des produits qu'il est le plus apte à produire et d'acheter avec le prix réalisé de la vente, les articles dans la production desquels se spécialisent d'autres contrées.

Pour la question des eaux, ils observent que le pays est près d'achever de grands projets hydrauliques qui assureront suffisamment ses besoins en toute saison.

La propagation des parasites est une question dont les services techniques du Ministère de l'Agriculture et l'application stricte des lois spéciales peuvent avoir raison. D'autre part, on pourrait rechercher d'autres moyens pour les combattre victorieusement, soit en encourageant des recherches scientifiques, soit par tous autres moyens possibles.

A s'en tenir là et à juger les arguments respectifs, nul doute qu'on ne donne le pas à la manière de voir de ceux qui s'opposent à toute restriction. Cependant, nous avons une remarque à faire en ce qui concerne le principe économique qui tient à la supériorité d'un pays dans tel ou tel domaine. Il faudrait, croyons-nous l'envisager comme ayant une portée relative et limitée. Car une nation n'excelle dans la production d'une matière que tant qu'elle la produit avantageusement avec un prix de revient plus réduit que les autres et surtout qu'elle trouve facilement des débouchés pour l'écoulement de son produit. On ne doit pas oublier que cette supériorité manque parfois de stabilité et surtout quand elle reste à la merci de tant de conditions sur lesquelles la nation n'exerce aucune sorte de contrôle ; tel est le cas du coton

égyptien. Comme on le voit c'est le principe de l'interventionnisme qui entre en lice avec celui du libéralisme. Nous ne voulons absolument pas aborder cette querelle ancienne et qui ne sera pas close de sitôt¹. Nous voulons tout simplement insister sur le point que voici : l'interventionnisme a des vues d'avenir, il se préoccupe moins de profits immédiats devant résulter des échanges internationaux, que de la nécessité de sauvegarder et de développer conjointement les diverses branches de la production, source permanente de la richesse nationale.

Dans un interview publié dans le journal *Al Ahraam* du 22 septembre 1931, le Président du Conseil d'Egypte insiste sur la nécessité de varier les ressources économiques et d'agir comme si le coton ne constituait pas la base de notre fortune si toutefois on désire ne pas faire reculer le pays et le faire vivre dans des conditions semblables, à celles qu'il a connues avant 1914 et qui ne sont plus en harmonie avec le bien-être actuel². Donc la politique, quant à l'avenir, doit être basée sur 1^o la diversification des ressources et 2^o l'accroissement de ces ressources sans toutefois oublier que le coton continue, et certainement pour une longue période, à nous fournir nos principales ressources : le pays étant foncièrement

1. Voir Camille Perreau, n° 273 et suiv, Tome I, p. 296, édition 1918 et Truchy, Tome I, p. 295, édition 1923.

2. Se référant à la politique économique de M. Mussolini, le Président poursuit : « Il ne faut pas oublier que M. Mussolini lorsqu'il a trouvé l'Italie à deux doigts de l'abîme a entrepris la réalisation de grands projets que d'aucuns ont qualifiés d'artificiels et pour cela ne resteront pas sur pied parce qu'en contradiction flagrante avec les principes de l'économie. De tout cela, il n'a eu cure et est arrivé actuellement à peu près à une indépendance économique complète. Les projets d'électricité (pour ne pas dépendre du charbon de l'Angleterre) quoiqu'ils coûtent plus cher et ce qu'il a appelé la politique du blé sont des exemples entre autres ».

agricole, et le coton sera toujours demandé pour la manufacture mondiale¹.

C'est avec cette idée que nous envisagerons la solution de cette question. Nous ne devons pas nous laisser préoccuper outre mesure des calculs immédiats mais au contraire, il faut bien songer à l'avenir qui s'annonce sous un jour qui n'est pas très clair. Même si le pays y perd matériellement, on trouverait la contre-partie dans une organisation plus solide qui supporterait mieux les secousses et atténuerait l'âpreté des crises.

Ce n'est donc pas pour les raisons formulées par les partisans de la restriction que nous préconisons la modération dans la production. C'est assurément pour d'autres raisons développées dans les sections précédentes et inspirées par un interventionnisme bien entendu que nous nous opposons à toute production demesurée.

Si nous sommes, somme toute, partisans d'une certaine limitation dans la production, cela ne nous empêcherait pas de combattre toute mesure de restriction permanente qui ne serait pas dans l'état actuel d'une grande utilité. D'une part, en effet, des changements plus ou moins importants peuvent modifier les conditions de la production et de la consommation, d'autre part, il y a nombre de questions relevant du domaine du coton qui restent encore sans solution.

1. En dehors des industries textiles, il y a des millions d'automobiles qui existent dans le monde et qui ne pourraient circuler sans le coton. L'électricité à l'époque où nous sommes, a besoin de coton comme matière isolante. Les chemins de fer mondiaux utilisent annuellement des milliers de balles de coton dans la fabrication des tuyaux d'accouplement de freins et autres. Dans les progrès qu'il réalise sous la forme d'une consommation constamment grandissante, le coton a remplacé le bois, l'acier, le caoutchouc, le cuir et autres produits. Il est transformé en ivoire artificiel pour les articles de toilette, en billes de billard, sans parler de son emploi dans les matières explosives.

Le professeur Bresciani en avait signalé quelques-unes en disant : « Il serait intéressant de faire une étude approfondie sur les prix égyptiens et les prix américains. Quel est le mécanisme par lequel une variation des prix américains se transmet aux prix égyptiens ? Pour quelles raisons les répercussions sur ces derniers prix sont-elles parfois faibles, parfois fortes ? Quelle est l'influence de la spéculation ? Est-ce qu'elle atténue, comme le soutiennent les économistes ou est-ce qu'elle exagère les oscillations provoquées par un changement de conditions dans le marché mondial ? . Il y a aussi la question importante de savoir si la loi Bresciani régit actuellement les conditions du marché égyptien. Et si son bien fondé est établi, que sera l'élasticité de la demande de notre coton et dans quelle mesure influence-t-elle son marché ?.

Pour toutes ces considérations, nous proposons l'institution d'un comité présidé par un statisticien qualifié et ayant dans son sein des techniciens, économistes et statisticiens pour étudier le problème cotonnier dans son ensemble et jusqu'au plus petit détail et proposer la limite dans laquelle se confinera la culture cotonnière dans la campagne à venir. Nous exigeons en outre que son opinion soit écoutée. Nous voulons dire par là que la question cotonnière doit rester toujours à l'écart de toute querelle de clocher et à l'abri de toute visée politique.

Nous insistons sur la nécessité de promulguer les lois afférentes à la restriction assez tôt pour que chaque cultivateur sache l'exacte étendue qu'il puisse consacrer au coton et organiser sa culture en conséquence et surtout

pour que le mauvais exemple donné en 1920 et 1925 ne se renouvellera plus¹.

Enfin nous disons que ce n'est pas assez de promulguer des lois, ce n'est pas suffisant de prescrire et édicter des pénalités : il faut les appliquer sévèrement pour leur faire produire l'effet voulu.

Il ne nous reste plus qu'à dire quelques mots sur l'opinion qui prêche une diminution excessive dans la production cotonnière. Ceux qui la soutiennent paraissent être assez sensibles aux répercussions désastreuses de la crise actuelle où la culture est loin de couvrir le coût de la production. Mais une politique cotonnière stable doit s'occuper de l'avenir et se baser avant tout sur l'état normal. Or une crise, quelque chronique soit-elle, ne se répète, qu'à des intervalles plus ou moins espacés et comme telle ne doit pas totalement déterminer la politique générale. Il ne faut pas non plus ignorer ses répercussions qui peuvent atteindre le pays dans ses forces vitales et désorganiser sa constitution sociale. Mieux vaut donc garder une attitude modérée qui fera cas de ces deux points de vue extrêmes : Premièrement, consacrer une place convenable à la culture cotonnière qui a fait notre richesse et qui est en même temps la principale cause de la confiance qu'inspire le pays à l'étranger. Deuxièmement essayer par tous les moyens possibles de

1. Voir le discours du Ministre de l'Agriculture prononcé au Sénat en sa séance du 30 août 1926 en ce qui concerne l'année 1925-1926 et les circonstances dans lesquelles la loi a été promulguée. En effet, dans les deux années le Gouvernement est intervenu trop tard dans la saison (7 et 16 décembre). L'année agricole était déjà commencée (en novembre) et le cultivateur avait fixé son assolement pour la moitié en coton et l'assolement au tiers en coton bouleverserait des budgets déjà établis.

diversifier ses ressources et d'atténuer sa dépendance économique d'un seul produit, fût-ce le coton.

Dans la première section, nous avons dit qu'il y avait tant de projets tendant à introduire d'autres cultures et développer celles qui existent. Mais introduire avantageusement une nouvelle culture n'est pas une question aussi facile qu'on le croît puisqu'il est fonction de plusieurs facteurs. Ces facteurs ont trait à l'aptitude du sol, au climat convenable, au coût de la production, et enfin à la facilité de l'écoulement de son produit.

D'autre part, s'il est aisé d'envisager une grande diminution dans la culture du coton en Haute-Egypte où d'autres cultures notamment la canne à sucre et les fèves, peuvent le remplacer pour une partie sans trop d'à-coup, on ne voit vraiment pas comment envisager pareille éventualité pour la Basse-Egypte et quels sont les produits qui seraient appelés à le supplanter).

Il serait très téméraire de soutenir pareille opinion à l'heure qu'il est où le coton continue à être le pivot de la richesse nationale et surtout quand on ignore tout des possibilités de succès d'autres produits.

La solution qui s'impose doit — est-il besoin de le répéter — tendre à ne pas sacrifier la culture cotonnière en attendant des jours meilleurs.

DEUXIEME CHAPITRE

L'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ

Dans une première section, nous parlerons de l'intervention en général et dans une seconde de l'intervention sur le marché égyptien.

SECTION PREMIÈRE

DE L'INTERVENTION EN GÉNÉRAL¹.

La baisse des prix du coton — et en général de presque toutes les matières premières — dans ces dernières années sur le marché mondial, a suscité une vive préoccupation dans les milieux de producteurs et a posé une série de graves problèmes aux gouvernements des pays intéressés. Aussi avons-nous été, au cours de ces dernières années

1. Voir : a) « Rapport sur les influences qui peuvent artificiellement affecter la Tendence Normale des Cours du coton », par Daniel Serruys pour le Congrès international cotonnier de Paris 1931 ; b) « Les causes de la crise cotonnière » par Arno S. Pearse pour le même congrès ; c) Des causes diverses exerçant une influence défavorable sur le prix normal du coton » par C.T. Revere de la maison Munds and Winslow New-York pour le même Congrès.

témoins d'une tendance croissante à soutenir les prix à l'aide de l'intervention gouvernementale et à négliger les facteurs économiques pourtant d'une efficacité démontrée.

L'intervention revêt plusieurs formes dont les principales sont : limitation de la production, achats sur le marché et prélèvements et primes à la sortie. Mais si on les étudie dans leur ensemble, on est amené à constater qu'on ne faisait en pratique autre chose que de rechercher les moyens d'ajuster l'offre à la demande et réaliser ainsi une certaine marge bénéficiaire pour le producteur.

Etant donné que le recours à de telles mesures sur une échelle jusqu'alors inconnue, représente un fait historique nouveau¹, il convient de passer rapidement en revue quelques tentatives, entre toutes celles qui ont subi le même sort ; l'échec certain dû à la contradiction flagrante avec les principes de l'économie saine et en déduire la leçon qui s'impose, c'est-à-dire la condamnation pure et simple.

Disons, dès l'abord qu'il n'y avait rien de surprenant ou de particulièrement blâmable à rechercher ces formes de secours contre le poids oppressif d'une dépression des cours. Presque dans tous les cas, ces mesures procèdent

1. M. Revere dans son article, nous dit : « Il se peut qu'un précédent notable ait existé dans l'histoire d'une tentative de maintien des cours au moyen d'une saisie des ressources existantes. Les lecteurs du Nouveau Testament se rappellent, en effet, le succès que remporta Joseph lorsqu'il mit la main sur le surplus laissé par sept années d'abondance pour l'utiliser au cours de sept années de disette qui suivirent. Mais Joseph fut guidé par un rêve prophétique qui le plaça dans une position avantageuse en comparaison des gouvernants, qui, dès le début, espèrent n'avoir à prendre qu'une mesure temporaire pour se voir bientôt chanceler sous le poids d'un fardeau toujours croissant ».

des meilleures intentions, Ainsi, il n'y avait rien de reprochable de la part du Brésil à décider de venir en aide à ses producteurs de café. Personne ne songea à blâmer le Gouvernement de Cuba d'avoir dans un cas désespéré, eu recours à des mesures artificielles en vue d'améliorer les cours du sucre. Tout ceci n'était qu'expériences, mais lorsqu'elles échouèrent nous eûmes la preuve qu'elles étaient viciées à la base.

La limitation de la production, comme méthode d'intervention a été adoptée pour la production du caoutchouc¹, depuis 1922 à Ceylan, à Malaya et dans les Straits Settlements. Il est arrivé, effectivement que, quelques temps après, les prix ont passé de 9 pences à 3 schillings 6 pences par Lb. Mais cette politique n'a pas tardé à subir un échec à cause de la concurrence faite par les colonies hollandaises dont la production augmentait au détriment de celle des colonies anglaises. La politique d'intervention fut abandonnée et les prix sont revenus au niveau normal.

Cette même mesure fut adoptée par Cuba. A la suite du Sugar Defence Act en 1927, la production du sucre fut limitée à 4 millions de tonnes, mais la surproduction dans les îles orientales néerlandaises et particulièrement à Java, a amené le Gouvernement de Cuba à renoncer à cette limitation dès 1928.

Les manœuvres du Pool Canadian pour retenir en dehors de marché de grandes quantités de blé et soutenir les prix n'ont pas vu un jour meilleur. Les prix, après avoir marqué une ascension rapide tombèrent bien

1. D'après un plan qu'on appelle Plan Stevenson.

au-dessous du niveau auquel ils s'étaient tenus avant sa création et le Canada fût amené à abandonner cette politique et à procéder à la liquidation d'énormes quantités de blé. La grande erreur notamment du « Wheat Pool Canadian » fut de croire que l'on pourrait maintenir le prix d'une marchandise alors que la production marquait pour le blé une ascension telle qu'en 1928-1929 elle a doublé en Europe, triplé et même quadruplé dans certains des principaux pays producteurs de blé, et la consommation ne marquait qu'une augmentation négligeable dans le monde.

Tel fut également le sort d'autres interventions dans les marchés des métaux pour le cuivre, le zinc, l'étain, etc

Comme l'exportation du café représente au Brésil les 70 % du total des exportations, une institution fut créée depuis 1924 : « The Saopaulo Coffee Institute » qui a pour objet de contrôler l'offre du café sur les marchés et de financer sa récolte. Le Brésil suivant l'exemple déjà pratiqué par le Chili pour les nitrates (sous forme de prélèvements et primes qui augmentent les prix à la sortie) est venu à l'aide de ses producteurs. On comprendra tout ce qu'a d'artificiel une pratique de ce genre. Lorsqu'il s'agit d'un droit de sortie qui n'est pas applicable aux nationaux, il constitue un handicap pour les consommateurs étrangers. Lorsqu'il s'agit d'une charge destinée à majorer le prix de la marchandise tel qu'il résulterait de la libre concurrence, elle peut agir comme frein à la consommation ou comme stimulant pour créer une production concurrente ; ce qui est arrivé effectivement.

D'autres contrées qui plantaient du café ont développé leur production et le résultat fut un stock au Brésil d'énormes quantités atteignant à la fin de l'année 1929-1930, 19 millions de sacs. On aperçoit la répercussion de pareil résultat sur les conditions économiques du Brésil et surtout sur le change.

M. Daniel Serruys constate que la limitation de la production et les prélèvements et primes à la sortie n'ont fait que bénéficier à l'« outsider. »

L'intervention sur le marché américain¹.

L'Agricultural Marketing Act du 15 juin 1929, en vertu duquel fut constitué le Federal Farm Board peut-être considérée la plus grande expérience qui ait jamais été tentée. Rien ne pouvait être plus encourageant que son programme permettant de « favoriser la vente effective sur le marché des produits agricoles. »

Les États-Unis qui produisent la majeure partie de coton dans le monde et qui disposant de ressources financières pour ainsi dire illimitées avaient cru pouvoir influencer les prix en intervenant sur le marché en vue de constituer des réserves de coton de manière à diminuer l'offre et à la maintenir au-dessous de la demande. Ils se sont en outre déclarés prêts à les racheter à un prix fixé à l'avance. Ce qu'on appelle à la Bourse « barrer le prix ».

Pourtant, cette situation privilégiée et à laquelle aucun autre pays ne peut prétendre, n'a pas empêché cette

1. Voir un article intéressant en langue arabe dans la *Revue de l'Economie et du Commerce* du mois de septembre 1930.

colossale entreprise de subir le triste sort des expériences précédentes.

Les recherches les plus étendues ne pourraient fournir un tableau exact du désastre financier qui fut la conséquence de l'expérience faite par le Conseil Fédéral. Ses opérations, quelques mois à peine après son institution se soldaient par \$ 40.000.000 de déficit, c'est à-dire plus d'un milliard de francs, et ses engagements affectés aux avances et opérations de stabilisation dépassent 116.000.000 de dollars soit près de trois milliards de francs¹.

« L'explication de ce désastre est que le barrage a cédé ; la masse qu'il devait contenir était trop grande, elle continuait à s'écouler sur le côté avant que le barrage fut lui-même emporté² ».

Au bout d'un certain temps les prix ont haussé jusqu'à 17,55 cents pour connaître après cela la chute verticale qui les a ramenés à 9 cents. Au moment où avait été institué le « Cotton Stabilization Corporation », le Federal Farm Board ne prévoyait sans doute pas la crise générale qui, trois mois après devait sévir sur les États Unis et sur le monde entier.

Le résultat est d'augmenter considérablement le « Carry Over » qui montait à 8.500.000 balles en 1930 et qui dépasse certainement de beaucoup ce chiffre en 1931, ce qui constitue une menace sérieuse, non seulement pour les années présentes, mais pour les années à venir.

A cette occasion, nous relevons le fait suivant : Une institution — surtout une institution de cette envergure —

1. Ce sont les estimations du sénateur Glass.

2. Le rapport cité de M. Serruys.

ayant pour mission de retenir en dehors du marché des réserves en les achetant à un prix fixé à l'avance, contient toujours un germe latent qui, à la longue, neutralise toute son efficacité et finit par rendre le remède pire que le mal. Ce germe réside dans l'augmentation de la production. Le producteur ayant la certitude de s'assurer un bénéfice ne ménagera pas ses efforts pour développer autant qu'il peut cette culture des plus rémunératrices et il ne fera jamais cas des dangers à venir¹. D'où production excessive qui viendrait peser sur le marché et le barrage ne pourrait plus résister, d'où effondrement des cours avec son cortège de ruines pour le pays.

Les extraits suivants du rapport annuel du Conseil Federal Agricole font ressortir les difficultés où le Gouvernement américain se débattait pour régler les cours.

1^o Au cours d'une opération importante de stabilisation ... il est inévitable qu'une quantité considérable du produit doive être retenue si l'on tient à exercer un effet matériel sur le marché. De plus, l'accumulation de telles quantités, qui appartiennent presque entièrement à l'offre visible, exerce une influence adverse sur les cours. L'annonce que ces accumulations ne seront pas mises en vente ne suffit pas à rassurer les acheteurs à moins que le volume ainsi retenu ne mette entrave à l'achat d'offres en harmonie avec la demande. Même dans ce cas, la demande diminue ou se limite aux besoins immédiats et les achats à terme en vue des besoins à venir sont réduits d'autant.

2. L'énorme récolte cotonnière américaine de l'année 1931 en est la meilleure preuve.

2° Ces achats effectués sur le marché au comptant ne peuvent par eux-mêmes maintenir les cours ; d'autre part ils font beaucoup de tort aux opérations légitimes faites sur le marché à option car ils détruisent le parallélisme des cours au comptant et de ceux à terme. Dans ces conditions toute opération de stabilisation doit s'effectuer sur toute la ligne, le résultat inévitable étant d'entraîner des achats à terme considérables

3° Des opérations sur le marché à terme ayant été commencées, il est impossible de trouver un endroit favorable où s'arrêter, même dans les limites d'une seule période de vente sur marché d'une récolte.

4° Le problème de l'emmagasiner présente de sérieuses difficultés au cours des opérations de stabilisation.

5° Les opérations de stabilisation qu'effectue une Corporation, telles qu'on les considère généralement, se traduisent d'habitude par des achats et non des ventes. Il en est particulièrement ainsi lorsque les cours sont bas et le marché inactif. Les ventes effectuées par une Corporation s'intéressant à la stabilisation tendent rapidement à faire baisser les cours et nombre de planteurs s'en plaignent vivement ... »

L'ancien président des États Unis, M. Coolidge a fait preuve de vues économiques pleines de sagesse lorsqu'il a démontré, dans une étude publiée en août 1930, que les efforts déployés par différents gouvernements y compris les États-Unis, en vue de contrôler arbitrairement les prix des produits sont loin d'avoir été couronnés de succès et il en donne les raisons suivantes :

« Il n'est pas possible de contrecarrer les effets de

l'offre et de la demande, de la cause et de l'effet, ou de l'action et de la réaction.

« La valeur est une question d'opinion et les travaux des Congrès n'ont qu'un bien faible pouvoir sur ce que les hommes pensent.

« Lorsque le consommateur achète un produit, ce produit sort du marché et disparaît. Lorsque les institutions publiques ou privées achètent en vue de fixer un prix arbitraire, le produit reste encore sur le marché. Chaque consommateur attend cela et attend la revente.

« En soutenant les prix, on ne fait qu'user d'un expédient de caractère local ou provisoire qui ne peut habituellement que rendre les choses pires qu'elles ne le sont.

« Mais parce que le tout est plus grand que la partie, même le Trésor des États-Unis n'est pas assez puissant pour fixer d'une façon arbitraire les cours des grands produits mondiaux avec un succès permanent. »

Pour en finir avec l'intervention en général, nous dirons quelques mots sur l'attitude prise par le Congrès International Cotonnier de Paris 1931 à son égard et particulièrement à l'égard de l'intervention américaine, la seule qui se pratique actuellement.

L'intervention a été sévèrement jugée et fit l'objet d'un vœu unanimement accepté adressé au Federal Farm Board afin de laisser les prix se régler selon le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande dans l'intérêt des deux parties qui constituent le marché et de le prier d'arrêter une ligne de conduite bien définie eu égard aux quantités énormes qu'il détient actuellement entre ses mains.

Les délégués américains furent parmi les premiers à formuler des critiques dans des études fort savantes sur cette mesure arbitraire¹.

M. René Laedérich, Président du Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière dans son discours inaugural fit allusion tout particulièrement à l'intervention sur le marché : « L'extrême instabilité de la matière première est sans aucun doute, pour une forte part tout au moins, la conséquence des interventions d'ordre gouvernemental sur les principaux marchés du coton ; le marché Américain et le marché Egyptien. Encore aujourd'hui, alors que cependant les prix semblent plutôt encourageants pour l'acheteur, les stocks énormes accumulés tant par la Farm Board que par le Gouvernement Egyptien, font peser sur le monde cotonnier une inquiétude permanente. On se demande ce qu'il adviendra de ces formidables masses de manœuvre, car leur liquidation intempestive peut provoquer au moment où on s'y attend le moins une baisse injustifiée. Je suis convaincu, pour mon compte que si le coton avait été abandonné à son propre poids, nous aurions atteint plus vite le fond de la crise et que peut-être à l'heure actuelle nous serions déjà sur la pente remontante. »

M. Arno S. Pearse, Conseiller de la Fédération Internationale Cotonnière, de son côté dit que « l'intervention du Gouvernement sur le marché des États-Unis a été désastreuse et qu'elle exercera probablement un effet plus déprimant encore dans un avenir rapproché. Le Gouvernement Américain a détrôné le « King Cotton » et

1. Voir, comme exemple, l'étude de M. Revere.

institué une dictature à caractère socialiste. Il a spéculé sur le coton plus que ne l'ont jamais fait des trusts privés. »

L'attitude du Gouvernement Egyptien qui condamne l'intervention — après une aussi rude leçon ainsi que nous allons le montrer dans la section suivante — fut pleinement approuvée.

SECTION II

L'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ EGYPTIEN ¹

L'intervention en Egypte a pris deux formes : 1^o limitation de l'acréage cotonnier et 2^o achats de coton sur le marché. Nous sommes partisans d'une certaine limitation de la superficie consacrée à la culture cotonnière non pas parce que nous l'envisageons comme un moyen efficace et susceptible d'améliorer le prix de notre matière première, mais pour les raisons développées dans le chapitre précédent. Nous ne nous occupons ici que de la seconde forme, savoir : achats du coton sur le marché.

Il est généralement admis, qu'il n'est pas désirable, qu'un gouvernement intervienne dans la fixation du prix des principales récoltes et qu'il est préférable de laisser les prix se stabiliser par le jeu de l'offre et de la demande dans un marché libre.

Cependant, estiment les partisans de l'intervention, il est des circonstances provisoires qui peuvent fausser le

1. Voir : a) la remarquable Note de S.E. Abdel Wahab Pacha ; b) le rapport de M. John Todd du mois de juin 1930 ; c) l'étude du professeur Bresciani.

libre jeu de cette loi en rendant impérieuse l'intervention du gouvernement et pour aussi longtemps que ces circonstances anormales dureront. On voit par là que même les partisans n'admettent pas une intervention permanente ayant comme but de maintenir le prix d'un produit principal, tel que le coton, au-dessus du niveau économique auquel il eût été forcé par un changement permanent dans les conditions du marché mondial.

Mais ce qu'il y a de critiquable dans leur point de vue, c'est qu'ils exagèrent l'influence de la spéculation et la présentent comme le seul facteur responsable de toute baisse des cours de coton. Pour rendre cet argument plus convaincant, tout au moins en apparence, ils invoquent le fait que les marchés égyptiens sont mal organisés, surtout celui de Minet El-Bassal qui est soustrait à tout contrôle gouvernemental puisqu'il est régi souverainement par quelques exportateurs et quelques commerçants qui peuvent pratiquer des manœuvres spéculatives à la baisse et réaliser ainsi des bénéfices inespérés¹.

Voici comment ils expliquent le but de l'intervention : uniquement, disent-ils pour empêcher une chute brusque et injustifiée dans les prix. Si le marché égyptien était régi régulièrement par la loi de l'offre et de la demande, l'action du gouvernement pourrait paraître superflue et même dangereuse. Mais, en fait il n'en est pas entièrement ainsi. Le producteur, talonné par ses besoins d'argent pour faire face à ses engagements multiples, expose à la vente presque la totalité de sa récolte en une période de temps très courte. D'autre part, la filature n'a aucun

1. Voir dans la seconde partie, le troisième chapitre.

intérêt à accumuler des stocks dès le début de la saison, elle achète au fur et à mesure de ses besoins et de ses ventes ; elle s'approvisionne au meilleur prix. Il s'ensuit que le marché gorgé de marchandises est pendant une période de temps relativement longue entre les mains de ceux qui disposent sur papier d'une marchandise prête à la vente, mais non requise par l'industrie.

Le seul moyen de calmer les velléités des spéculateurs, que l'industrie traite souvent avec complaisance, c'est de dresser en face d'eux l'épouvantail de l'intervention gouvernementale¹.

Et tout en favorisant le cultivateur, l'intervention est favorable aussi à l'industrie puisqu'elle tend à éviter les écarts de prix brusques qui paralysent l'industriel sérieux.

Enfin — ce qui est moins blamable puisqu'il s'agissait d'une expérience — ils donnent quelques exemples d'intervention suivis dans plusieurs pays, pour dire que l'action du Gouvernement Egyptien n'était point une innovation. Un seul reproche fut néanmoins invoqué à cet égard à l'encontre du gouvernement qui a agi avec un peu trop de timidité et circonspection en une matière où il faudrait avant tout la hardiesse et la fermeté. Et quand on voulait leur faire entendre la voix de la raison en leur montrant le danger qui pourrait en résulter dans un avenir proche ou lointain pour les finances publiques et l'inefficacité d'une pareille mesure sur un marché aussi vaste que celui du coton, ils ne s'en souciaient pas et ne voyaient dans ces conseils que des raisonnements spécieux et même intéressés.

1. Nous allons voir dans cette même section que c'était justement l'intervention qui les a incités à changer leur attitude.

Ces partisans n'oseraient plus, nous en sommes certains, à l'heure actuelle laisser entendre des propos analogues quand ils voient les quantités très grandes dont dispose le gouvernement ou bien quand ils méditent sur les répercussions dangereuses pour l'économie nationale qu'ont valu au pays leurs conseils.

Pour qu'une intervention soit justifiée, on devrait déterminer toutes les conditions connues affectant actuellement la position de l'offre et de la demande ainsi que le pouvoir de prévoir, bien à l'avance, le développement ultérieur de ces conditions. Ceci est extrêmement difficile. La production du coton dans les différents pays est fonction d'une multitude de facteurs d'une grande diversité, facteurs dont on ne peut déterminer les effets dans un avenir proche ou lointain : rareté ou abondance de pluies dans les régions qui en dépendent, récolte saine ou endommagée par les intempéries ou le ver, surproduction dans les colonies à la suite de la réalisation de grands projets ou disette dans la matière première aux Indes ou en Amérique, conséquence d'une inondation brusque et d'autres encore vis-à-vis desquels le pouvoir humain est impuissant.

D'autre part, la demande sur le coton est aussi sujette à tant de facteurs et d'événements imprévus. Une révolution éclatant en Chine, un mouvement de désobéissance qui se dessine aux Indes, un boycottage des marchandises survenant dans un pays, une grève déchainée en France ou en Lancashire, un changement de politique douanière en Angleterre ou simplement un recours plus

grand au « Short Time ¹ », ce sont là autant d'événements et de surprises dont il est impossible de mesurer les effets ou déterminer la portée à l'avance. Mais ce qui est certain, c'est que la demande de coton en subira les conséquences.

Même en admettant à priori la possibilité de les prévoir, il incombera au Gouvernement de déterminer les quantités à acheter ainsi que la période pendant laquelle le coton doit être détenu, ce qui est presque aussi difficile.

Pour ce qui est de la quantité à acheter « il est très difficile d'indiquer la ligne de conduite à suivre quant à la possibilité pour le Gouvernement de déterminer la quantité à acheter pour décongestionner le marché parce que l'action du gouvernement, dans ce cas, produit un cercle vicieux ². »

Quant à la détermination de la période pendant laquelle le Gouvernement devrait conserver le coton à lui livré,

1. Voir un article de M. le professeur William Oualid (*Revue d'Economie politique*, 1912, intitulé : « La régularisation de l'approvisionnement cotonnier. L'entente des consommateurs »).

2. Voir la Note d'Abdel Wahab Pacha où il l'explique ainsi : « S'il est connu que le Gouvernement est prêt à acheter, aucun autre acheteur ne se présentera pour acheter à un prix supérieur ; immédiatement le prix du Gouvernement devient à la fois un prix maximum et un prix minimum. Si le Gouvernement annonce simplement son intention d'acheter une quantité illimitée, il se peut qu'il se trouve obligé de prendre livraison d'une quantité bien supérieure à celle qu'il aurait été désirable d'acheter où celle qui aurait été réellement nécessaire pour faire face à la situation. (Une explication identique nous a été donnée par le Fédéral Farm Board lui-même quand il disait dans son rapport qu'une fois qu'un gouvernement commence à fixer un cours, il découvre tôt ou tard qu'il n'y a aucun bon endroit où s'arrêter). D'autre part, si le Gouvernement fixe une limite à ses achats, il en pourrait résulter une neutralisation de son action parce qu'aussitôt que la limite est atteinte et que les achats cessent, ceci aurait pour conséquence — si les conditions anormales continuaient à exister — de faire subir aux prix une baisse qui enlèverait toute utilité à l'intervention gouvernementale à savoir : la stabilisation des prix ».

personne ne pourrait le prévoir du moment qu'elle doit durer aussi longtemps que les conditions anormales qui ont troublé le marché. Elle pourrait être d'une courte durée si des événements imprévus agissant en sens inverse, tel était le cas en 1926-1927 ou à la suite d'une récolte indienne déficitaire accompagnée d'une crue désastreuse du Mississippi, se produisit une pénurie dans l'approvisionnement général de l'industrie. Mais que fera-t-on lorsque les conditions jugées au commencement temporaires, devraient se maintenir pour une période plus longue, ce qu'on constate présentement où l'on ne voit que des nuages à l'horizon à la suite d'une crise prolongée dont on n'entrevoit pas encore le dénouement ?

Le professeur Todd dans un de ses rapports (du mois de juin), montre avec son autorité coutumière la vanité de toute tentative de contrôle des prix du coton égyptien quand on tient compte de la grande concurrence que lui font les autres cotons. L'importance de ce rapport pour notre sujet, nous force à reproduire des passages entiers :

« Les cours du coton, dans le monde entier, sont encore grandement assujettis à la récolte américaine, et ceux du coton égyptien ont accusé une corrélation étroite avec la proportion existant entre les deux récoltes.

« Mais le fait le plus important dont il faut tenir compte est que la récolte mondiale n'est plus aujourd'hui constituée par les seules récoltes américaine et égyptienne, et ces deux récoltes ne sauraient être considérées comme étant indépendantes et séparées par des cloisons étanches, chacune répondant aux besoins d'un marché spécial.

« Au contraire, par suite des différences marquées observées dans les variétés de différentes récoltes et de la quantité toujours croissante de nombre d'autres récoltes, celles-ci pour si réduites qu'elles soient séparément, n'en constituent pas moins dans leur ensemble, une production globale considérable et qui se classent soit au-dessous de l'américain, soit entre l'américain et l'égyptien.

« La production mondiale forme aujourd'hui une espèce d'échelle avec, près du sommet, le coton égyptien, au centre le coton américain, puis une multitude d'autres cotons de toutes variétés s'échelonnant à la suite de l'américain ou entre celui-ci et l'égyptien, de façon qu'il existe actuellement une échelle des valeurs allant du plus bas au plus haut d'où il s'ensuit qu'aucune classe de coton n'est à l'abri de la concurrence des autres grades d'une classe immédiatement supérieure ou inférieure.

« C'est ainsi que le coton américain qui a beaucoup souffert récemment par suite de la détérioration de sa qualité, surtout le coton du Texas, se ressent aujourd'hui de la concurrence que lui font les bonnes variétés de coton indien et celles-ci n'ont fait que progresser tant en quantité qu'en qualité dans la mesure où le coton américain se détériorait. De même, l'état interne de la récolte égyptienne s'est profondément modifié en raison de l'augmentation des « uppers » aux dépens de « Sakel », de sorte que la récolte égyptienne ne représente plus une production indépendante ayant son propre marché, mais elle chevauche sur deux marchés : « le Sakel » constituant plus ou moins une entité à part, tandis que les « uppers » se confondent définitivement avec l'américain.

Enfin, il existe maintenant une grande quantité d'autres cotons dont les variétés se classent entre l'américain et les « uppers », par exemple le coton à longue fibre (Staple) américain, le brésilien, l'argentin, l'irakien, l'australien et même le russe qui se rapprochent plutôt de l'américain ».

A un autre endroit, M. Todd dit : « La baisse de l'américain entraîne avec elle la plupart des cotons de plantations exotiques, mais si l'intervention du Gouvernement empêche le coton égyptien de suivre le mouvement de baisse, les autres récoltes exotiques tombent bien au-dessous de l'égyptien avec, comme conséquence, une concurrence qui se fera sentir d'une façon autrement plus accusée. Si le Gouvernement égyptien, estimant que les cours du coton égyptien sont trop bas, se décide à en stabiliser les prix, il en résulterait — en cas de baisse de l'américain — que la différence entre l'égyptien et les autres variétés exotiques s'élargirait, augmentant d'autant les difficultés de vente de coton égyptien. »

Le professeur Bresciani, dans son étude remarquable se livrait à un examen statistique de l'élasticité de la demande de coton égyptien, et fut amené à conclure que puisque la demande du coton égyptien est encore avec toute probabilité élastique, il résulte que si le Gouvernement égyptien fixe un prix d'achat du coton supérieur au prix du marché, la demande de commerce libre sera grandement réduite et le Gouvernement devra acheter de fortes quantités de coton.

D'autres inconvénients peuvent être cités, dont la difficulté de l'emmagasiner et les frais énormes qu'entraînent annuellement ces achats.

Les filateurs, d'autre part, qui avaient cessé de conclure des engagements à long terme ayant été tranquillisés par le fait que le Gouvernement n'intervenait plus — l'intervention étant une mesure intermittente appliquée à plusieurs reprises — se contentent de faire des avances aux cultivateurs sur le coton en vue d'alléger leurs besoins d'une part et de régler de l'autre, les arrivages de coton à Alexandrie, sont revenus à leurs habitudes d'antan. Dès que la décision du Gouvernement — particulièrement celles de 1925-1926 et 1929-1930 — est venue les surprendre, ils ont annulé leurs engagements reprenant leur attitude d'autrefois en se contentant d'acheter leurs besoins journaliers de coton, ou ce qu'on appelle le système « de la main à la bouche » « from hand to mouth ».

Et finalement, la perte matérielle fut d'une grande importance pour un pays comme le nôtre qui dispose des ressources des plus limitées. Le fait que cette perte est prélevée sur les fonds de réserve — réserve qui est le fruit de tant d'années d'économie et d'une politique financière saine et prévoyante — n'en diminue pas l'importance. Cette somme immobilisée et pour une grande partie dépréciée qui s'élève à L.E. 14 millions aurait été une arme de grande utilité contre le poids d'une crise d'une telle acuité. Elle aurait pu être utilisée dans tant d'entreprises dont le pays éprouve la grande nécessité.

Mais ne récriminons pas trop sur le passé. Le passé est le passé et il est vain de se lamenter sur les erreurs commises ou de déplorer les gros sacrifices qu'il a coûtés. Cependant, il est de notre devoir de tirer la leçon de cette

« noble expérience » qui fut pratiquée dans la plupart des pays et qui échoua entièrement, n'entraînant que des décombres et des ruines, pour l'enterrer définitivement comme un fait historique.

* * *

Il est utile, pensons-nous, de faire l'historique de l'intervention sur le marché en Egypte pour qu'on apprécie à sa juste valeur l'inanité de pareille mesure.

En 1914, l'Égypte a procédé à une intervention sur le marché, mais c'était justement une intervention imposée par les circonstances et qui ne peut donc encourir de critiques. En effet, la déclaration de la guerre à la veille de la récolte cotonnière, l'établissement du moratorium, l'absence de crédit, la difficulté des communications terrestres et maritimes ont eu pour conséquence de jeter le désarroi et ébranler fortement la situation économique du pays à tel point que le Gouvernement s'est vu dans l'obligation de recourir à de nombreuses mesures entre autres la limitation de l'acréage en 1917 et celle de charger certaines maisons d'exportation du coton de procéder pour son compte, à l'achat du coton des petits cultivateurs de l'intérieur.

Pendant les années des hostilités, pas plus que dans les deux années qui les suivirent, le Gouvernement est resté à l'écart de toute intervention, la situation n'ayant nécessité aucune intervention de la part des Pouvoirs Publics. En effet, le pays était dans un état inouï de prospérité et les prix rebondirent comme par enchantement jusqu'à 200 talaris le cantar à la fin de 1919.

Il n'était donc pas surprenant de voir des fortunes colossales s'ériger du jour au lendemain. Abdel Wahab Pacha dit en commentant cette hausse : « Il se peut que l'état de gêne où se trouve aujourd'hui le pays doive, en grande partie, être attribué aux espoirs chimériques créés par cette hausse des prix qui fut, malheureusement de trop courte durée ». Cette hausse fabuleuse explique, selon nous, l'obstination du fellah égyptien à cultiver le coton, alors qu'il savait si les prix restent immuables, qu'il serait loin de couvrir les frais de la culture¹. Quand il sème son coton, il sème en même temps de grands espoirs sur le prix que va valoir la récolte. Il trace de beaux projets, il emprunte de l'argent à un taux élevé et engage par trop l'avenir. Le résultat surtout si la baisse s'accroît ne serait qu'une accumulation de misère et de ruines. C'est pourquoi nous préférons le recours à la mesure législative pour limiter la production.

Après cette hausse vertigineuse, le pays fut violemment secoué, quand les cours commencèrent à subir une forte baisse, alors que certains prophètes préchaient aux fellahs de ne pas vendre leur coton à moins de 200 talaris le cantar, les prix glissèrent rapidement à la fin de 1920 jusqu'à 40 talaris.

1. Il est surtout une culture, l'oignon, nommée « ironiquement » culture de jeu qui incite certains cultivateurs à y consacrer annuellement une parcelle de leurs terres. La plupart du temps, ils ne récoltent qu'une grosse perte si bien qu'ils préfèrent laisser la récolte pourrir sur pied que de recourir à sa vente. Mais puisqu'il arrive rarement que les prix haussent, et alors ils réalisent de beaux bénéfices, ils n'hésitent pas par amour du jeu de le cultiver. C'est un peu ce sentiment, mais sur une échelle beaucoup plus grande, qui existe pour le coton.

Au cours de la première semaine de janvier 1921, les prix avaient atteint 33, 50 ; le mouvement de baisse s'accrut jusqu'à atteindre le 1^{er} mars 1921 23,20. A cette date le coton américain à New Orléans cotait 11,5 et à Liverpool, la comparaison de l'égyptien avec l'américain faisait ressortir les chiffres de 11,25 et 7,41, la prime de l'égyptien sur l'américain étant de 52 %¹.

Le Gouvernement estima alors que la situation réclamait une intervention de sa part. Il décida d'adopter la procédure suivie au début de la guerre et chargea des maisons d'exportation d'acheter le coton des petits cultivateurs de l'intérieur.

A la suite de cette intervention les prix se raffermirent pour atteindre, à Alexandrie 30,30 pour le Sakel, à New Orléans 18,80 pour l'américain et à Liverpool 14,50 pour le Sakel et 7,94 pour l'américain, la prime ayant haussé jusqu'à 83 pour cent.

Mais le Gouvernement ne s'était pas contenté de la mesure prise, décida en avril de cette même année, d'intervenir au marché du disponible et après l'achat de 8.600 balles, le Conseil des Ministres approuva la proposition de poursuivre les achats jusqu'à concurrence de L. E. 500.000.

Au cours du mois d'avril, les prix oscillaient, tantôt à la hausse, tantôt à la baisse. A la fin du mois, ils étaient à Alexandrie de 30,50 pour le Sakel, à New Orléans de 11,85 pour l'américain et la prime ayant atteint 98 pour cent.

1. Ces cotationes sont d'après la cotation de chaque place : à Alexandrie Talari par cantar, à Liverpool Pence par lb, à New-Orléans centhar lb.

Au début du mois de mai, les prix sont restés soutenus pour commencer ensuite à baisser. A la fin mai, les prix étaient à Alexandrie de 26,30 pour le Sakel, à New Orléans de 12,47 pour l'américain et la prime de 72 % seulement.

Au mois de juin, il y a eu reprise sur les prix, reprise suivie d'une baisse. Il en fut de même pour l'américain.

Au cours du mois de juillet, les prix se raffermirent aussi bien en Egypte qu'en Amérique.

Comme résultat de son action, le Gouvernement se vit livrer une quantité de 174.000 cantars dont 88.000 achetés à l'intérieur et 86.000 achetés à Minet El Bassal, le tout ayant coûté L. E. 950.000.

* * *

En 1922, on constate que le Gouvernement fut gagné, sous la pression des partisans de l'intervention d'une appréhension exagérée de la spéculation quand on lit dans l'approbation du Conseil des Ministres, en date du 22 avril, de la proposition faite par le Ministère des Finances en vue de son intervention sur le marché du disponible : « Considérant que les prix du coton égyptien comparés à ceux du coton américain ont déchu dans une proportion inquiétante que ne saurait justifier la situation commerciale et statistique du coton égyptien ; et que cet état de choses ne peut être dû qu'à des facteurs artificiels qu'il est du devoir du Gouvernement de chercher à enrayer afin de protéger la fortune publique ».

Le 21 avril 1922 (c'est-à-dire la veille du jour où la décision d'intervenir fut prise par le Conseil des

Ministres) le prix du Sakel était de 33,50 à Alexandrie, celui de l'Américain à New Orléans de 16,89, la prime étant de 57 pour cent.

Quoique les cours aient subi une reprise au courant du mois de mai jusqu'à atteindre 38,80 le 23 de ce mois, cette reprise avait son pendant dans les prix du coton américain. C'était aussi le cas pour la baisse, et la preuve en est que pendant tout le mois, la prime n'a pas franchi les chiffres de 51 et 56 pour cent.

Après le 15 juillet survint une baisse tant en Egypte qu'en Amérique, mais elle fut plus sentie en Egypte : la prime oscillait entre 38 et 54 pour cent.

Cette intervention fut de courte durée et le Gouvernement ne fut appelé qu'à acheter des quantités relativement faibles : 22,864 cantars d'un prix de L. E. 140.318 environ.

* * *

En 1923, le Gouvernement a reconnu formellement que la spéculation ne saurait être entièrement responsable de la baisse des prix, baisse qui fut le reflet d'une situation nullement satisfaisante, au milieu de laquelle se débattit la filature des cotons à longue fibre. Cette constatation dut aboutir normalement à une non-intervention puisque toute intervention signifiait un défi à une loi économique souveraine qui a démontré à travers les siècles son efficacité. Mais qu'importe tout cela ! du moment que d'autres pays ont eu recours à des mesures semblables pour soutenir les prix, mesures couronnées parfois de succès, pourquoi le Gouvernement

égyptien resterait-il à l'arrière-garde alors qu'il jouit d'une situation économique des plus saines ?

Aussi le 31 juillet 1923, le Ministère des Finances adressa-t-il à la Présidence du Conseil des Ministres une lettre où il était dit que, par sa note du 17 juillet, « il avait exposé les faits saillants agissant sur le marché cotonnier et que les résultats de ses enquêtes auprès des personnes les plus compétentes l'avaient amené à la conclusion que la dépression des prix de coton ne pouvait être due à des manœuvres baissières sur le marché, mais qu'il fallait plutôt l'attribuer à des causes d'ordre général, et plus particulièrement à l'incapacité de la filature d'absorber plus d'une certaine quantité des cotons à longue fibre, étant donnée la demande relativement restreinte pour les tissus fins ».

Cette lettre décrivait ensuite les efforts déployés et concluait avec insistance à la nécessité d'une intervention énergique pour enrayer la dégringolade des prix. On y lit ce qui suit :

« Bien qu'on ait déjà fait ressortir que cette baisse n'est pas due à l'existence de manœuvres illicites à la Bourse, il semble cependant que le moment soit propice pour une intervention du Gouvernement pour maintenir les prix à un niveau raisonnable et de permettre ainsi aux cultivateurs de liquider leur récolte à des conditions favorables ».

Et le Conseil des Ministre approuva la proposition du Ministère des Finances : ouvrit un crédit de L. E. 500.000 pour une intervention sur le marché du Minet El-Bassal et institua un Comité de trois ministres pour veiller à l'exécution de cette décision.

Ce qui caractérise cette intervention, d'ailleurs de faible importance, c'est qu'on était témoin d'un rétrécissement excessif de la prime existant entre l'égyptien et l'américain. Les prix du coton égyptien (Sakel) qui ne descendirent pas plus bas que 33,03 au début du mois de septembre et qui atteignirent jusqu'à 50,35 à la fin du mois de novembre, ne marquèrent qu'un très minime avantage sur l'américain : la prime oscillait entre 7 et 20 pour cent après être tombée à 1 ou 2 pour cent pendant une période d'ailleurs très courte.

Les achats du Gouvernement se sont élevés à 39,166 cantars au prix de L. E. 272.495.

* * *

Le 17 septembre 1924, les prix des contrats Sakel étaient de 37,25 après avoir été de 40,38 au début du mois. Le Gouvernement décida alors d'intervenir.

A la suite de l'intervention et surtout de l'augmentation de la demande, les prix ne tardèrent pas à s'élever. A la fin du mois, ils étaient de 40,75 et continuèrent leur mouvement haussier pour arriver à 46,60 à la fin novembre.

Cette hausse avait cependant son parallèle sur le marché américain jusqu'au 10 octobre, date après quoi la prime commença à s'élargir jusqu'à atteindre 77 pour cent à la fin novembre.

Les achats du Gouvernement ont été de 9.413 cantars seulement valant une somme de L. E. 72.697.

* * *

Les prix, après avoir continué à hausser jusqu'à atteindre 75,60 le 16 mars 1925 et la prime ayant été de 160 pour cent (le 19), ont subi une baisse qui se prolongea au point de faire tomber les prix à 36,92 au 31 octobre 1925 et la prime à 86 pour cent. Le Gouvernement décida d'intervenir.

Malgré cette intervention, les prix continuèrent à baisser de même que la prime s'est rétrécie. Au 30 novembre les prix ont atteint 34,48, la prime étant de 74 pour cent ; au 31 décembre, ils étaient de 32,70, la prime étant de 67 pour cent. Les prix ont continué à baisser pour tomber à 32,35 et la prime à 62 pour cent.

C'est alors que le Gouvernement estima nécessaire de renforcer son intervention. Cette intervention fut basée sur un nouvel élément, à savoir : la prime que doit garder l'égyptien sur l'américain ; ce qui ressort du communiqué publié à la suite de la décision prise à cet effet par le Conseil des Ministres.

Communiqué.

« Considérant la baisse survenue dans les prix du coton égyptien, baisse qui menace de préjudicier aux intérêts des producteurs égyptiens ; le Conseil des Ministres, après avoir examiné attentivement la situation cotonnière, décide :

1° D'étendre la limite des achats de coton par le Gouvernement sur le marché de Minet El Bassal, jusqu'à 500.000 cantars ;

2° De garder une proportion raisonnable entre le

prix du coton égyptien et celui du coton américain et ce, en prenant comme base d'achat la différence entre l'un et l'autre, cette différence étant d'ores et déjà fixée à 75 pour cent pour le coton Sakellaridis Fully Good Fair.

Le Gouvernement espère ainsi que les prix atteindront, par l'effet des transactions commerciales sur le coton, un niveau qui donnera satisfaction aux producteurs.

Le Conseil des Ministres estime que sa mission aura été achevée lorsque les prix atteindront 36 talaris pour le Sakellaridis Fully Good Fair ».

Malgré cette intervention qui fut entreprise sur une grande échelle et qui dura jusqu'à la fin de la saison (août 1926), les prix sont restés régis par les conditions normales du marché, n'atteignant jamais 36 talaris, ni la prime 75 pour cent.

Les achats du Gouvernement ont été de 479.815 cantars d'un prix de L. E. 3.095.312.

Voilà le premier grand échec qui venait renforcer l'idée de ceux qui croient à l'inefficacité de toute mesure tendant à soutenir arbitrairement les prix, si la situation mondiale ne permet pas une recrudescence dans la demande.

* * *

Le Gouvernement estimant alors que toute mesure d'intervention pratiquée sur une grande échelle aurait comme résultat inévitable de stimuler les industriels à chercher à satisfaire à leurs besoins par des cotons

d'autres provenances, décida d'intervenir sur le marché des contrats afin d'acheter tous les contrats offerts en stipulant la livraison de la marchandise et réduire de même coup les opérations spéculatives à leur plus simple expression. C'est sur le marché des contrats que doit se porter désormais tout effort utile.

Ainsi qu'on le voit, le Gouvernement au lieu d'être édifié sur l'inanité de l'intervention, voire le maheur qu'elle cause au pays, a cru pouvoir remédier à la situation en déplaçant son action.

A la suite de cette intervention (1926) et par le jeu des facteurs naturels, les prix ont haussé et le Gouvernement n'a pas été appelé à prendre en consignation une quantité quelconque de coton.

* * *

Le Gouvernement est resté à l'écart de toute intervention, soit sur le marché du disponible, soit sur celui des contrats, jusqu'au moment où survint une forte baisse dans les prix (novembre 1929).

Mais comme l'expérience tentée en 1926 n'avait rien coûté et avait été si féconde en résultats heureux en permettant au producteur de réaliser de si beaux bénéfices, il est très naturel que le Gouvernement songeât à la recommencer et à délivrer le fellah de la gêne qui s'abattit sur lui sans avertissement.

Au mois de novembre 1929, le Gouvernement annonça son intervention au marché des contrats en exigeant la livraison du coton, et ce en vue d'assurer l'équilibre dans le marché cotonnier et de faire face aux facteurs

artificiels tendant à déprimer les cours. Et ici, pour une fois de plus, on constate le complet désintéressement du Gouvernement eu égard à la situation mondiale.

La décision stipulait que le Gouvernement n'avait d'autre but que d'enrayer la pression qui s'exerçait sur le marché. Il était entendu que la marchandise livrée au Gouvernement ne resterait pas emmagasinée. Le Gouvernement chercherait à l'écouler en temps opportun en tenant compte des besoins de l'industrie cotonnière.

La mise à exécution de cette décision fut confiée à un Comité institué sous la présidence du Ministre des Finances.

Le 3 novembre 1929, le Comité publia un communiqué où il était dit que si des contrats échéance novembre pour le Sakel et décembre pour l'Achmouni étaient offerts¹ à la Bourse, le Gouvernement pourrait acheter les contrats offerts aux prix de 27 pour le Sakel et 19 pour l'Achmouni. Comme on le voit, l'action du Gouvernement porte indifféremment sur les deux catégories de coton égyptien : le Sakellaridis et l'Achmouni.

Le 16 novembre fut publié un nouveau communiqué fixant les mêmes prix pour les échéances janvier (Sakel) et février (Achmouni).

Il fut suggéré au Ministère des Finances qu'il était préférable que le Gouvernement en annonçant son intention de continuer cette intervention indiquât, en

1. Pour éviter toute confusion dans les transactions, il est de coutume que les opérations sur les contrats Sakel s'effectuent en janvier, mai, juillet, et novembre alors que celles des contrats Achmouni se font en février, avril, juin, août, octobre et décembre (voir le compte rendu du Congrès de 1927, l'article de M. Khallat, p. 234).

même temps que les prix, la période pendant laquelle se prolongerait son action. Il était logique aussi, d'après ces suggestions, d'allouer pour les échéances éloignées un prix supérieur à celui fixé pour les échéances rapprochées. La différence qui pourrait d'ores et déjà être estimée d'une somme équivalente aux frais d'emmagasinage, d'assurance, etc... n'entraînerait pas une grande perte pour le Trésor; car la majoration trouverait sa contre-partie dans le fait que le Gouvernement n'aurait pas à supporter les frais sus mentionnés, comme il n'aurait pas à perdre les intérêts payés sur les fonds qui auraient été employés à acheter du coton.

C'est pourquoi le Comité publia le 22 décembre 1929 un communiqué où il était dit que « tout en continuant à acheter tout ce qui est offert des contrats janvier au prix de 27 talaris pour le Sakel et des contrats février au prix de 19 talaris pour l'Achmouni, le Gouvernement est disposé à acheter aux mois de mars et avril 1930 tout ce qui est offert des achats de ces deux échéances au prix de 27,50 talaris pour le Sakel et 19,40 pour l'Achmouni en exigeant, dans les deux cas, la livraison de la marchandise ».

Le 23 février 1930, le Comité publia un communiqué annonçant l'intention du Gouvernement d'acheter, pendant les mois de mai et juin, tout ce qui est offert des contrats de ces deux échéances au prix de 28 talaris pour le Sakel et 19,80 pour l'Achmouni en exigeant la livraison de la marchandise.

Le 7 mai 1930, le Comité publia un communiqué annonçant l'intention du Gouvernement d'acheter tout

ce qui est offert des contrats de l'échéance juillet au prix de 28 talaris et toujours en exigeant la livraison de la marchandise.

En annonçant l'intention d'intervenir, le Gouvernement espérait que la situation allait être la même qu'en 1926 où personne ne se présentait pour vendre des contrats sous livraison du coton. Rien n'y fit et la réalité réduisit à néant tout espoir semblable. Le Gouvernement dut prendre livraison des cotons affluant de toute part et atteignant près de trois millions de cantars.

De tout ce qui précède, on peut conclure que s'il s'est trouvé pendant quelques années que l'intervention ne s'est pas cloturée par une perte ou qu'elle a été suivie d'un redressement, ce n'est là que coïncidence et hasard qui pourrait être attribué à un redressement des prix du coton américain. Autrement, comment explique-t-on que des achats aussi peu importants relativement : 22.846 cantars en 1922, 39.766 cantars en 1923 et 9.413 cantars en 1924 aient pu déterminer une hausse de prix alors que des achats d'une grande importance, comme celui de 1925-1926 de 479.815 cantars ou bien celui de 1929-1930 qui a dépassé toute prévision atteignant près de trois millions de cantars, n'ont déterminé aucun facteur de hausse ?

La preuve que l'intervention du Gouvernement n'est pas aussi efficace qu'on le croyait est fournie par la corrélation existant entre les prix du coton égyptien et ceux du coton américain, mais surtout par le fait que la hausse s'est maintenue même après la cessation de toute intervention.

Il ne nous reste plus, avant de terminer cette section, qu'à émettre le vœu ardent de voir cette mesure condamnée à tout jamais pour qu'on puisse dire que la leçon de l'expérience était vraiment salutaire.

DEUXIEME PARTIE
(QUATRE CHAPITRES)

**La politique cotonnière
dans ses détails**

CHAPITRE I

LA POLITIQUE COTONNIERE DU POINT DE VUE AGRICOLE

Nous parlerons dans trois sections des questions suivantes :

- 1° Le prix de revient ;
- 2° Les variétés de la production ;
- 3° L'enseignement agricole et les Coopératives agricoles.

SECTION PREMIÈRE

LE PRIX DE REVIENT ¹

La culture cotonnière est une de celles qui exigent le maximum de soins et qui nécessitent beaucoup de frais s'échelonnant sur plusieurs périodes de sorte que dès son ensemencement jusqu'à sa récolte², il faut des

1. Voir la Note de S.E. Abdel Wahab Pacha.

2. Après la récolte, il y a d'autres frais qui constituent un élément sérieux du prix de revient, ce dont il sera question quand nous parlerons de la politique cotonnière au point de vue commercial.

dépenses importantes et lui consacrer des soins multiples. A l'heure actuelle, les cours du coton aussi bien du Sakellaridis que de l'Achmouni sont descendus à un niveau¹ plus bas encore que celui de l'avant-guerre alors que le coût de la production est sensiblement supérieur.

La hausse des prix du coton avait engendré dans le pays un changement quasi-radical dans les conditions de culture de la terre égyptienne. Le coton apparaissant, en temps normal, comme la suprême ressource et le chemin le plus court pour s'enrichir, et en temps de crise, comme la garantie la plus sûre, a attiré tous les regards.

D'autre part, le fellah égyptien né bon physiocrate ne songe qu'à la terre, source intarissable de toute richesse. Les bénéfices très élevés furent placés en arrondissant les terrains. Aussi voit-on le prix d'un feddan passant à L. E. 800 dans certaines régions, alors qu'il ne vaut normalement que L. E. 150 ou 200. Cette hausse avait entraîné une hausse dans les loyers, qui atteignirent des limites invraisemblables.

Les propriétaires fonciers en Haute-Egypte où l'irrigation parenne n'existe pas ont, pour arriver à produire de ce textile, procédé à un régime d'irrigation artificielle en creusant des puits artésiens ne reculant pas devant les grosses dépenses qu'implique une pareille entreprise, élevèrent des digues coûteuses pour protéger

1. Ils oscillent autour de 13 talaris pour le Sakellaridis et de 10 talaris pour l'achmouni alors qu'ils étaient avant la guerre de 17 et 12 talaris respectivement.

leur culture contre l'envahissement des eaux du Nil. Au cours de ces dernières années, on était témoin d'une course rapide aux puits au point de les voir presque côte à côte. Cela explique les frais exorbitants de l'irrigation ; ce que nous verrons plus bas.

Dans ce préambule nous n'avons guère d'autre ambition que d'attirer l'attention dès le début sur le fait que la compression du prix de revient ne constitue pas seulement un bénéfice pour le producteur mais qu'elle s'impose réellement si l'on désire sauvegarder la culture cotonnière qui faisait et doit faire le pivot de la richesse du pays.

Les principaux éléments qui constituent le prix de revient sont :

- 1° Loyer des terrains.
- 2° Prix de la graine et des engrais.
- 3° Frais d'irrigation.
- 4° Prix du Cheptel, prix des machines, frais d'entretien.
- 5° Prix de la main d'œuvre.

§ I.

Les loyers des terrains.

Les loyers des terrains constituent le principal facteur du prix de revient et de beaucoup le plus important. Ils ont atteint un niveau très élevé, niveau qui sera loin d'assurer une corrélation parfaite entre les loyers et les prix des produits agricoles.

Une comparaison entre les taux des loyers au cours des années précédant la guerre et ceux pratiqués au

cours des dernières années eût été d'une grande utilité. En mettant en regard le résultat ainsi obtenu avec celui réalisé en comparant les cours des cotons dans les mêmes années, on pourrait d'un seul coup d'œil mesurer avec exactitude la marge existant. Mais une comparaison de cet ordre est une chose malaisée voire irréalisable étant donnés les changements multiples survenus dans les conditions de l'agriculture égyptienne.

Cependant, on peut procéder à une comparaison plus ou moins exacte si l'on se réfère à des terrains gérés par le Ministère des Wakfs ou bien par l'Administration des Domaines de l'État. En effet, les terrains que gèrent l'une et l'autre de ces Institutions qui suivent dans leur exploitation une ligne de conduite tracée à l'avance et dont on ne s'écarte qu'exceptionnellement, ont été moins exposés à des changements aussi sensibles. Par conséquent, on peut trouver parmi ces terrains ceux dont les conditions de culture ont subi le moins de changement afin que la comparaison soit aussi rapprochée que possible de la réalité.

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que l'organisation tant du Ministère des Wakfs que de l'Administration des Domaines permet de maintenir les taux de location dans des limites raisonnables en harmonie avec la situation du marché. Le Ministère des Wakfs a adopté récemment, en ce qui concerne la location aux petits cultivateurs, un système par lequel est défalquée du montant total du loyer, ou ajoutée à ce montant une proportion égale à 2 ou 1 1/2 % (2 % pour la culture du Sakellaridis et 1 1/2 % pour la culture de l'Achmouni)

pour chaque talari de baisse ou de hausse dans les cours des contrats au 15 octobre, par rapport aux cours pratiqués lors de l'expertise faite en vue de la location et prenant pour base 30 talaris pour le Sakellaridis et 20 pour l'Achmouni.

En ce qui concerne l'Administration des Domaines, les loyers sont fixés à la suite des investigations faites par des Commissions qui tiennent compte de toutes les circonstances et examinent la situation dans chaque région.

Voici deux tableaux :

TABLEAU N° I. — DES LOYERS DES TERRAINS
GÉRÉS PAR LE MINISTÈRE DES WAKFS.

Années	Montant total des loyers	Superficie totale	Moyennes par feddan	
	L.E.	Feddans	L.E.	M.
1912	546.515	86.923	6	290
1913	563.431	86.433	6	520
1914	640.136	96.553	6	630
1927	1.320.865	160.962	8	210
1928	1.357.152	165.869	8	185
1929	1.290.151	166.211	7	765

TABLEAU N° II. — DES LOYERS DES TERRAINS
APPARTENANT A L'ADMINISTRATION DES DOMAINES
DE L'ÉTAT ET A LA BIBLIOTHEQUE ROYALE

Culture et Teftiche	Taux des loyers											
	1912		1913		1914		1927		1928		1929	
	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.	M.
Abou Guensho (Fayoum)	2	321	2	477	2	477	4	040	4	219	4	219
Shabas el Malh (Barari el mandoura)	1	607	1	607	1	607	3	161	3	161	3	161
Mit Meymoun (El Santa)	10	11	10	11	10	11	12	250	12	250	13	13
Balay (El Santa)	10	11	10	11	10	11	12	250	12	250	13	13
Toukh	12	12	12	12	12	12	16	500	16	500	14	200
Hamida (Bishish)	0	955	0	858	0	858	1	806	3	284	3	284
Besendila (Belkâs)	2	348	3	555	3	555	3	486	3	803	3	803
Dorwa (wakf Bibliothè- que Royale)	7	7	7	7	7	7	13	100	13	100	13	100
Ezbet et Manashi	9	465	11	500	11	500	12	14	250	12	12	12
(Wakf Bibliot. Royale)												
El Touerah Keneh (Wakf (Bibliot. Royale)	8	200	8	200	8	200	10	550	10	280	10	280

Il résulte de ces deux tableaux que même pour les terres gérées par des institutions publiques, l'augmentation du taux des loyers est sensible. Si dans certains cas elle varie entre 20 et 30 %, elle a dépassé dans d'autres 60 %.

Si les taux ont augmenté jusqu'à atteindre ces niveaux que nous trouvons excessifs, les taux entre particuliers ne connaissaient plus de limite raisonnable où s'arrêter, au point que les locataires chancelèrent sous ce poids écrasant. Et si une grande partie de responsabilité leur incombe en raison de la grande imprudence qu'ils ont commise en spéculant aveuglément sur les loyers, les propriétaires fonciers ne sont pas exempts de tout reproche, tant s'en faut. En effet, profitant de leur situation avantageuse, ils n'ont pas ménagé dans la majorité des cas, leurs tenanciers qui dépassèrent parfois leurs ressources assez limitées. La Note dit en des termes frappants : « Vis-à-vis de leur propriétaire, les locataires des terrains se trouvent placés dans une situation de quasi-servitude, peinant pour le seul profit des propriétaires fonciers ». Dans certains cas, l'augmentation des taux de loyer était de 60, 70 et 80 %, dans d'autres, elle était de 100 et de 120 % par rapport à ce qu'ils étaient avant la guerre.

Les prix du coton, avons-nous dit, sont descendus à un niveau plus bas que celui de l'avant guerre. En mettant en parallèle cette conclusion avec celle concernant les taux de location, il faut de toute nécessité chercher une solution à cette question, solution grâce à laquelle il serait possible de réduire le prix de revient et soulager

le cultivateur d'un poids que ne justifient point les prix actuels. Mais il faudra en outre que la solution ne pèche par une sollicitude exagérée et mal à propos qui sacrifierait les intérêts légitimes des propriétaires.

Plusieurs solutions ont été formulées. Mais tout d'abord et d'une façon générale, on a tendance à écarter toute mesure législative qui ne serait qu'une mesure arbitraire pouvant envenimer les rapports personnels existant entre propriétaires et locataires, rapports qu'il faut, autant que possible, épurer de tout grave malentendu pour le plus grand bien de l'agriculture et du pays lui-même. De plus, il ne faut pas oublier que si certains propriétaires accablent leurs locataires, il y en a d'autres qui sont pleins de sollicitude à leur égard. Enfin, il est notoirement connu que le sol égyptien n'est pas partout le même, ni les conditions culturales invariablement identiques. Les conditions diffèrent d'une région à l'autre et d'année en année.

Toutefois, on est unanime à reconnaître que la mesure législative deviendrait équitable si elle pouvait examiner chaque cas suivant ses propres mérites. Mais les difficultés d'exécution — on le comprend — condamnent le recours à cette mesure qui pourrait en fin de compte, rendre les choses pires qu'elles ne sont.

Deux méthodes ont rallié le plus de suffrages.

La première serait d'adopter le système suivi par le Ministère des Wakfs, ainsi que par un certain nombre de grands propriétaires fonciers, système d'après lequel les taux des loyers sont régis par les fluctuations du prix du coton et ayant pour base de calcul le prix pra-

tiqué à une date déterminée (celle du 15 octobre, choisie par le Ministère des Wakfs). Il s'ensuit que le loyer baissera ou haussera en relation avec le niveau atteint par les cours du marché.

La seconde tendrait à généraliser les locations « en nature » c'est-à-dire que le loyer de chaque feddan serait payé par X cantars de coton.

Entre ces deux méthodes, la Note opte pour la seconde quoiqu'elle reconnaisse la supériorité de la première. Mais c'est à cause de l'ignorance des fellahs qui ne suivent même pas les cours du coton que son adoption à titre de mesure générale est rendue indésirable. Voici comment S. E. Abdel Wahab Pacha justifie son point de vue¹ :

« La deuxième méthode paraît être plus proche de l'entendement de la masse des locataires. Elle est d'ailleurs pratiquée dans une certaine mesure par certaines Daïras, et elle constituait la règle commune il n'y a pas très longtemps. L'équité de cette méthode saute aux yeux et ne nécessite aucun commentaire. Elle comporte par ailleurs un autre avantage : la vente de la plus grande partie de la récolte incombera aux propriétaires qui sont plus familiarisés avec l'organisation des marchés cotonniers et avec les fluctuations des cours et qui sont plus à même de vendre avantageusement leur coton que les petits cultivateurs ; ces derniers sont habituellement les clients des négociants de l'intérieur, lesquels achètent leur coton à vil prix, exploi-

1. Voir la note page 6.

tant ainsi leur ignorance des cours de la Bourse. D'autre part, les propriétaires sont en meilleure position pour retenir leur coton et endiguer de forts arrivages de coton sur le marché à des moments inopportuns ».

A notre avis ce système n'est recommandable qu'en temps de crise vu le trouble que celle-ci apporte. Il est tout indiqué pour les sociétés arriérées qui se soucient peu d'encourir les risques du gain puisqu'elles ne cherchent qu'à satisfaire à des besoins très rudimentaires. Mais en temps normal, et pour une société avancée ou tout au moins qui tend à l'être, cette méthode constitue une entrave à l'initiative privée et à l'esprit du gain qui anime les particuliers. Il est à peine besoin d'insister sur le fait que les prix sont plus sujets à des écarts importants que ne le sont les rendements.

L'argument sérieux qui milite en faveur de ce système, c'est l'ignorance du fellah qu'il faut à tout prix protéger. Mais sa protection peut émaner d'autres formes notamment de la coopération. Le jour où les coopératives arriveront à un état de prospérité réelle, elles pourront intervenir sous ce rapport.

L'ignorance du fellah, disons-nous ne saurait déterminer l'application d'une mesure générale alors que nous envisageons l'avenir et que nous recherchons les bases d'une politique cotonnière stable. Il va falloir, par conséquent, s'attaquer à ce qui est suranné et combler les lacunes de notre organisation pour que l'édifice soit à toute épreuve et le but plus vite atteint. Aussi insisterons-nous dans la troisième section, sur la nécessité

de l'instruction agricole qui doit aller de pair avec l'instruction générale.

Mais nous ne pouvons admettre que la Note envisage cette méthode comme mesure devant s'appliquer à l'avenir lorsqu'elle dit : « Mais un long laps de temps devra s'écouler avant que le système ne devienne familier au public, ce qui signifierait la continuation du système actuel avec ce qu'il comporte de défauts et ce qu'il suscite de plaintes et ce, en attendant la généralisation avec le temps du système préconisé ». Pourquoi ce laps de temps ne serait-il pas plutôt mis à profit en initiant les cultivateurs aux mouvements des marchés alors qu'il est de l'avis même de la Note que cette méthode est supérieure à celle qu'elle préconise ?

Enfin, il nous est arrivé de constater des cas de défaillance de la part du locataire où le système préconisé fut adopté. Le propriétaire lui offre le terrain et s'engage à assurer l'irrigation de sa culture, moyennant X de cantars. Le cultivateur s'aperçoit au cours de la longue période qu'implique la culture cotonnière que les prix du coton l'ont déçu et qu'au lieu d'une hausse qu'il avait escomptée la baisse va toujours en s'accroissant. D'où un désintéressement à l'égard de sa culture qui ne rembourserait pas ses frais, et la récolte en sera grandement affectée.

Nous sommes donc partisans du premier système avec, toutefois, un amendement des bases sur lesquelles on calcule les prix pour que les loyers soient en harmonie avec l'état actuel.

§ II.

Prix des graines et des engrais.

Les graines : Les prix de la graine de semence sont jusqu'à un certain point, gouvernés par ceux du coton. Il est du devoir du Gouvernement de viser aux moyens les plus efficaces qui assureront les besoins de l'agriculture en graines bien sélectionnées. La Banque Agricole de Crédit qui se charge présentement de la vente des graines et des engrais doit s'efforcer de donner plus de souplesse à ses opérations de crédit en accordant les plus grandes facilités aux cultivateurs afin qu'on combatte victorieusement les opérations malhonnêtes de certains étrangers qui habitent même les petits villages et qui, sous l'apparence de leur faciliter la besogne les ruinent finalement. Nous y reviendrons quand il sera question de la politique cotonnière au point de vue financier.

Quant aux engrais, il est certain qu'une augmentation constante dans les quantités importées et partant, employées pour les besoins de la culture, les prix restent relativement élevés. Une comparaison entre les quantités importées avant la guerre et celles des dernières années nous fixe sur le fait que les importations en engrais ont subi une augmentation considérable au point de les voir quadruplées et même quintuplées. Des statistiques officielles que voici coupent court à toute équivoque.

Les importations étaient de :

Année 1912	70.089 tonnes
Année 1913	71.654 tonnes
Année 1914	72.610 tonnes

alors qu'elles sont de :

Année 1927	225.430 tonnes
Année 1928	275.370 tonnes
Année 1929	237.863 tonnes

Quoique les prix actuels des engrais ainsi qu'on le constate dans le tableau suivant soient encore à un niveau qui ne diffère pas beaucoup de celui d'avant guerre, il faudrait cependant tenir compte des quantités plus grandes que le pays importe et partant des sommes considérables qu'elles lui coûtent annuellement. Il faudrait tenir compte aussi de la diversité des sources d'importations d'engrais, de même que des efforts déployés dans les différentes contrées en vue de découvrir de nouvelles qualités d'engrais. Contentons-nous de dire que le Chili ne détient plus la place prépondérante qu'il avait auparavant dans la production des engrais et qu'il trouve actuellement en face de lui nombre de concurrents sérieux.

Année	Prix de la tonne à Alexandrie		Désignation
	De P.T.	A. P.T.	
1913-1914	1.180	—	Nitrate de soude.
1927	1.244	1.385	
1928	1.120	1.195	
1929	1.030	1.120	
1930	960	—	
1927	1.075	—	Cynamide de chaux
1928	1.100	1.165	
1929	980	1.040	
1930	900	—	
1913-1914	1.505	—	Sulfate d'ammoniac
1927	1.420	1.470	
1928	1.300	—	
1929	1.210	1.245	
1913-1914	283,5	—	Superphosphates.
1927	340	350	
1928	330	340	
1929	330	340	
1930	285	—	

Vu d'une part, la somme énorme que dépense le pays en engrais (L. E. 2.500.000 en 1929) et, de l'autre, le besoin croissant par suite de l'augmentation dans les superficies des terres cultivées en Egypte, il devient inévitable de :¹

1° Procéder à des recherches scientifiques en vue de déterminer jusqu'à quel point il serait possible d'employer les engrais du pays (baladi), ainsi que l'engrais provenant des déchets organiques.

2° Rechercher s'il est possible de créer l'industrie du nitrate de chaux en utilisant les chutes d'eaux d'Assouan pour produire la force motrice nécessaire aux usines.

3° Encourager la fabrication de l'acide sulfurique afin de rendre possible la transformation en superphosphates, d'une grande partie des phosphates des beaux gisements avoisinant les bords de la Mer Rouge.

Nul doute que l'utilisation des chutes d'eaux à Assouan pour la production de l'énergie électrique n'aurait pour résultat de rendre possible l'établissement d'une ou plusieurs industries dans cette région où abonde la matière première. Malheureusement, ce projet qui a été minutieusement étudié fut condamné par la crise actuelle à une léthargie *sine die*. Il va traîner dans les archives jusqu'au moment où la situation économique et financière du pays permettra sa réalisation. En attendant, on doit procéder à d'autres études techniques pour déterminer les possibilités de création immédiate des industries.

1. Ici nous ne faisons que retracer la ligne de politique à suivre, tracée par la magistrale Note de S.E. Abdel Wahab Pacha.

L'utilisation judicieuse des engrais est une question de la plus grande importance. Une erreur dans l'application de l'engrais voulu ou plus simplement dans la dose nécessaire pourrait causer des résultats fâcheux¹. Il incombe, sous ce rapport, au Ministère de l'Agriculture, à l'instar des institutions agricoles dans les autres pays, de rendre de sérieux services. Il doit être la source d'informations à laquelle on a recours en matière d'utilisation des engrais. Le nitrate peut être utilisé dans telle région, tandis qu'une autre région s'accommode du superphosphate. L'engrais du pays peut être très utile dans certains cas, alors que son utilisation dans d'autres serait une grande erreur. Le seul moyen de connaître l'engrais le mieux approprié est de recourir à une analyse chimique. C'est là une des missions principales des institutions agricoles gouvernementales.

Le Ministère de l'Agriculture doit finalement apporter un zèle tout particulier, tout comme pour les graines, à appliquer la loi interdisant le mélange des engrais.

L'augmentation des quantités produites qui en sera le résultat aura pour effet d'équilibrer les prix et de les maintenir dans des limites raisonnables. Que le Gouvernement se charge de la vente des engrais ou qu'il s'en décharge sur la Banque de Crédit Agricole — ce qui est arrivé effectivement — cela n'aura pas une grande importance. L'essentiel, c'est de chercher par tous les moyens

1. M. Léopold Julien, l'ingénieur agronome qualifié dit dans un de ses articles : « Il est donc indispensable que l'Égypte importe l'acide phosphorique et aussi la potasse qu'absorbent chaque année ses maïs, ses blés, ses cotons, etc... Mais à ne restituer au terrain qu'un seul des éléments importés, elle risque de détruire son équilibre producteur et de tarir la fertilité de ses terres », voir l'*Égypte contemporaine* 81-82, p. 536.

possibles à abaisser les prix et surtout à mettre en échec les opérations abusives de certains étrangers.

§ III.

Frais d'irrigation.

Les frais d'irrigation constituent l'un des facteurs les plus importants du prix de revient surtout en Haute-Egypte où le cultivateur dans certaines régions paye comme frais d'irrigation « Sefi » de 600 à 700 P.T. par feddan.

Nous avons fait allusion au début de ce chapitre au fait que la hausse des prix du coton avait déterminé même les cultivateurs de la Haute-Egypte où l'irrigation parenne n'existe pas à cultiver le coton. Pour y parvenir, ils recoururent à l'installation onéreuse des puits artésiens. Les propriétaires ne tardèrent pas à exiger des frais exorbitants de ceux qui voulurent en profiter.

Le tableau ci-dessous donné montre de prime abord combien est lourde la charge que supporte le locataire du chef des frais d'irrigation en Haute-Egypte.

Région	Nombre d'arro- sages	Genre de machine	Coût réel d'ir- rigation.	Coût d'irri- gation en cas de loca- tion.
			P.T.	P.T.
Bassins Haute-Égypte	10	Pompe pour puits arté- siens	345	500-600
Bassins irrigués par le Canal Youssef.	10	Pompe	150	350-450
Projets Haute-Égypte	9	Pompe	126	300-400

Si les frais d'irrigation en Basse-Egypte sont dans l'ensemble sensiblement inférieurs à ceux pratiqués en Haute-Egypte, il n'en est pas moins vrai qu'ils accu-

sont une proportion assez importante dans le prix de revient, surtout dans les parties de faible rendement.

Les frais d'irrigation en Basse-Egypte tels qu'ils ont été fournis par le Ministère de l'Agriculture sont donnés ci-après.

Mode d'irrigation	Nombre des arrosages	Genre des machines	Frais réels	Frais en cas de location
			P.T.	P.T.
Irrigation bel raha	9	—	18	—
Irrigation bel raha	9	dont 3 à pompes	36,54	120
et par machines	9	dont 3 à Sakieh	42	
Irrigation perma-	9	pompes	54-108	360
nente par ma-	9	Sakiehs	90	—
chines				

Il ressort de ces deux tableaux que les propriétaires des pompes — qui sont le plus souvent des propriétaires fonciers — ne font rien moins qu'exploiter les locataires, même sous forme des frais d'irrigation. Ces frais sont loin de garder une proportion raisonnable avec ce qu'ils coûtent réellement. Les prix du charbon, du mazout et des huiles lubrifiantes ont déchu sensiblement par rapport aux années de la vie chère, et ne justifient point les prix élevés qu'exigent les propriétaires.

	1920		1921		1929		1930	
	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.	M.	L.E.	M. moyenne
Charbon (anthracite)	9	200	5	120	1	850	1	730
Mazout	9	660	6	498	1	966	1	958
Huiles lubrifiantes	42	112	38	196	13	797	14	299
								à
								Alexan-
								drie.

Les prix des machines ont subi une baisse appréciable au cours de ces dernières années.

La main d'œuvre nécessaire pour la mise en marche de

ces machines est peu coûteuse par suite du grand nombre de personnel — recruté le plus souvent parmi les paysans — familiarisé avec ce genre de travail.

Bref, tout plaide contre ces frais élevés qu'en l'état actuel on ne saurait admettre.

Le locataire toujours isolé se trouve en face d'un propriétaire puissant qui lui impose un seul prix à prendre ou à laisser. En l'absence des coopératives puissantes, le Gouvernement doit intervenir afin de protéger le fellah. Cette intervention comme toute autre doit être modérée et dans la mesure où elle soulagera les locataires sans toutefois porter une atteinte sérieuse aux droits des propriétaires.

Les propriétaires des pompes forment deux catégories : les Sociétés et les propriétaires fonciers. « S'il était possible, dit la Note (p.10) d'arriver à cet égard à un arrangement avec la première catégorie, il ne serait pas difficile ensuite d'amener la seconde catégorie à agir de conformité avec ce qui aura été établi avec les Sociétés ».

A ce propos, nous formulons la remarque suivante : La concurrence entre ces deux catégories n'existe pas toujours. Elles ne donnent pas non plus le même nombre d'arrosages. La question mérite donc d'être examinée plus à fond et sous tous les aspects qu'elle comporte pour arriver à une solution équitable.

Peut-être serait-il possible au Ministère des Travaux Publics — en sa qualité d'autorité accordant les permis — d'aider à trouver une solution.

§ IV

Prix du cheptel, des machines et frais d'entretien.

Les prix des machines, avons-nous dit, ont subi une baisse appréciable à la suite de la baisse survenant dans les pays d'origine. Le Gouvernement, de son côté, a fourni un appoint précieux en réduisant les droits douaniers de 8 à 6 %¹. La baisse atteint environ 30 % par rapport aux prix pratiqués en 1920 et 1921.

Ces prix auraient dû subir une baisse plus accentuée, si le fellah égyptien ne procédait pas à l'achat à crédit. De fait, il envisage l'avenir avec une confiance par trop exagérée. Il ne s'intimide nullement devant de grandes entreprises surtout quand elles tendent à produire le coton ; ce précieux textile qui « paiera tout ». Il les réalise d'autant plus facilement, qu'il voit le prix échelonné sur plusieurs années.

Si le Gouvernement pouvait arriver à renforcer les bases du crédit agricole et si les Sociétés Coopératives pouvaient se répandre ainsi que l'esprit de la coopération bien entendu, cette difficulté pourrait à la longue être surmontée et le prix de revient diminuer d'autant pour atteindre des limites raisonnables.

Quant aux prix du Cheptel, ils ont baissé effectivement pour des raisons dont les plus importantes sont :

- 1° L'utilisation de plus en plus généralisée des machines et pompes ;
- 2° La modicité du prix des produits agricoles servant de nourriture aux bestiaux ;

1. Le nouveau tarif douanier est rentré en vigueur le 17 février 1930.

3° Les efforts déployés par le Ministère de l'Agriculture en vue de combattre les epizooties sévissant parmi le bétail ;

4° La mise en valeur des terres en friche sises au Nord du Delta et l'accroissement prévu des superficies cultivées en pâturages à la suite de l'augmentation du volume nécessaire à l'irrigation sefi ;

5° La tendance qui se dessine à s'adonner à l'élevage du bétail¹.

§ V.

Prix de la main d'œuvre.

La population de l'Égypte s'accroît à un rythme inconnu des pays d'Europe, à celui de 10.60 par 1.000 habitants. Sa densité dépasse celle de tous les pays occidentaux : 410 au kilomètre carré d'après le dernier recensement en 1927. La plus grande partie s'adonne à l'agriculture. Il s'ensuit qu'une concurrence se fait parmi ses membres réduisant leurs salaires à un taux bas et insuffisant pour améliorer leur genre d'existence. Saisissons l'occasion pour proclamer que le fellah qui, avec le sol fertile du Nil, est l'origine de toute fortune a droit à ce qu'on s'occupe de lui et à ne pas être abandonné à son triste sort, lui qui mène une vie à tous égards antihygiénique.

Des recherches officielles font ressortir que le coût

1. L'élevage qui doit constituer normalement un facteur important de la richesse d'un pays agricole comme l'Égypte est presque entièrement négligé. Souhaitons que dans ce courant heureux qui anime le pays et qui tend à renforcer la situation économique, l'élevage occupe dans nos intentions et nos actes la place qu'il mérite.

de la main d'œuvre aujourd'hui ne dépasse guère celui d'avant guerre. Exception faite de certaines régions de la Haute Egypte — qui s'empressent de sauver leur récolte cotonnière avant que les eaux du Nil n'envahissent la plaine, la demande de main d'œuvre augmente subitement — et dans quelques régions de la Basse-Egypte, il est maintenu à un niveau très bas.

Voici quelques chiffres concluants :

Le prix de la grande main d'œuvre au Teftiche de Sakha dépendant de l'Administration des Domaines était de 45 millièmes en 1912 et il varie, en 1929 entre 50 et 55 millièmes.

Il était de 50 millièmes en 1912 à Teftiche El Merbein et oscille entre 50 et 60 millièmes en 1929.

A Teftiche Bechbiche, la main d'œuvre coûtait de 40 à 50 millièmes en 1912, cependant qu'elle varie entre 45 et 70 millièmes en 1929.

La cherté relative de la main d'œuvre à Barari doit être attribuée à sa rareté dans ces régions.

La disproportion existant entre les différentes régions commande le procédé appelé « Colonisation de la main d'œuvre¹ », surtout quand on estime que les régions du Nord qui sont les plus appropriées à la culture du Sakel-laridis manquent parfois de la main d'œuvre nécessaire.

La colonisation a d'autant plus de chances de réussir que les moyens de communication sont faciles et nom-

1. Le but de la colonisation est de puiser dans les régions où la main-d'œuvre est excédentaire pour alimenter les régions déficitaires. De plus, accroître les surfaces de terres cultivées et enfin accroître la valeur des terres ». Des notes prises sur le cours de notre éminent maître M. François Perroux.

breux et d'autre part, en raison de la densité excessive de la population dans certaines régions où la vie devient de plus en plus dure. Alors que la densité de la population est de 95 par kilomètre carré à Cherbine, de 195 à Dessouk, de 174 à Fôwa, de 113 à Kafr El-Cheikh, de 134 à Abou Hommos et de 130 à Kafr El-Dawar, elle est de 811 à Chebin El Kom, de 768 à Menouf, de 651 à Tala, de 683 à Zifta, de 634 à Tantah et de 706 à Mit Ghamr.

On a eu recours ces dernières années à la colonisation de certaines parties du Nord du Delta et, d'une façon générale, les résultats sont encourageants. Malgré les difficultés auxquelles s'est heurtée au début, la colonisation de Chalma, par exemple, les colons n'ont pas tardé à s'y fixer et à y vivre une vie relativement aisée. Ils ont transformé une terre aride en une terre arable donnant un bon rendement.

Mais ce qui s'oppose réellement au progrès de la colonisation, c'est l'insuffisance d'eau. Mais l'augmentation dans le volume d'eau nécessaire à l'irrigation aura pour résultat de surmonter cette difficulté et de coloniser les parties dont la mise en valeur s'en suivrait fatalement.

* * *

Groupons enfin dans un seul tableau les divers frais de la culture dans les différentes régions pour qu'on se rende mieux compte de la gravité avec laquelle se pose le problème. On constatera que les frais ne laissent plus de profits et si dans certains cas ils peuvent en laisser ;

ce serait un revenu dérisoire qui ne vaut pas la peine d'être mentionné.

Travaux agricoles	Basse Égypte			Haute Égypte			Cur- gah
	Menoufieh	N. du	S. du	Fayoum	Minieh	Assuit	
		Delta	Delta				
Labour	132	107	147	126	102	155	112
Alignement	12	11	12	6	14	12	25
Régularisation de l'a- lignement	16	15	20	20	20	20	15
Irrigation	96	77	70	25	50	325	550
Semences	48	66	48	60	60	80	70
Ensemencement	10	12	14	30	18	19	37
Engrais	45	58	63	220	222	223	125
Creusement	8	6	7	10	9	6	15
Nettoyage des herbes	48	64	62	60	90	120	60
Destruction des vers .	40	71	65	20			
Cueillette	70	75	78	60	108	210	180
Transp. de la récolte .	10	10	75	10	12	20	20
Arrachement des ar- bustes	16	19	18	20	30	30	36
Frais divers	10	21	15		25		20
Total : P.T.	561	615	634	667	760	1125	1265

Et si l'on ajoute à ces frais les loyers dont nous savons l'augmentation excessive et encore les autres frais dont il sera question quand nous aborderons la politique cotonnière au point de vue commercial, on se demande comment l'Égypte peut continuer à cultiver le coton qui doit cependant remplir un rôle de tout premier ordre dans la vie économique du pays ?

Force nous est dès lors de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour réduire autant que possible le prix de revient. Il faudrait aussi s'attaquer à élever le rendement moyen. Pour y arriver il faut que les efforts des Pouvoirs Publics et ceux des particuliers concordent et se solidarisent.

SECTION II.

LES VARIÉTÉS DE LA PRODUCTION.

Nous traiterons deux points :

1^o Généralités ;

2^o La politique à suivre.

§ I.

*Généralités**Les variétés.*

Les variétés¹ que l'Égypte produit offrent depuis toujours un grand intérêt et figurent au premier plan des préoccupations du Gouvernement égyptien. En 1910, la question a tout particulièrement attiré l'attention des Autorités Publiques qui désignèrent une Commission pour étudier les causes de l'abaissement du rendement et de la qualité. Mais ce n'était là qu'un germe de ce qui fut fait depuis.

L'Égypte a connu, depuis le Jumel découvert en 1820, une multitude de variétés de qualités différentes². Sans procéder à une énumération nous donnerons un bref aperçu des principales variétés qui furent tour à tour cultivées dans la Vallée du Nil :

Achmouni : C'est l'ancien coton de l'Égypte paru

1. Voir un article important de M. Victor Mosseri dans l'*Égypte Contemporaine*. Voir la conférence de Amin Hehya Pacha au Congrès du Caire. Voir rapport du Dr Balls présenté au Congrès de Paris 1931. Voir le Rapport de S.E. Abdel Wahab Pacha sur le Congrès de Barcelone 1929. Thèse de M. Zaki Abdel Motaal : *Les Bourses en Égypte*, et Goldstein, *Recueil des renseignements concernant la Bourse des marchandises et la culture du coton en Égypte*.

2. Le coton égyptien, en général est divisé en deux grandes catégories : la première représentée par le Sakellaridis, qualité surfine. — la seconde par l'achmouni, d'une qualité moyenne.

en 1868. Au commencement de son règne il était cultivé partout en Egypte spécialement dans le Delta. Aujourd'hui et depuis quelques années, il est uniquement cultivé en Haute-Egypte où la plante mûrit plus tôt que dans le Nord. On a créé le type Achmouni Malaki qui surpasse le vieux Achmouni en qualité et en rendement. Sa soie a une longueur de 28 à 29 mm.

Zagora : Cette variété est dérivée de l'Achmouni. Le Zagora malaki sélectionné par la Section Botannique du Ministère de l'Agriculture est un coton supérieur qui tend à supplanter l'Achmouni et le Zagora.

Ajifi, Assili, Nubari : Anciennes variétés de couleur brônâtre ayant eu une grande vogue avant l'apparition du Sakellaridis. Elles sont actuellement très rares vu leur faible rendement et la détérioration de leur qualité.

Pilion : Variété introduite en 1917 par [M. Parchimonas. Il est d'un bon rendement. Sa culture progresse depuis son introduction. La longueur de sa soie est de 30 à 31 mm.

Sakellaridis : Découvert en 1906-1907 par M. Sakellaridis dans un champ de Mit-Afifi, le Sakellaridis est devenu¹ la principale variété de l'Egypte. Sa culture a atteint certaines années 77 % de la superficie totale consacrée au coton.

310 : C'est une variété de Sakel introduite en 1912 par le Dr. Balls. Une des plus belles que l'Egypte produise.

Casulli : Coton de couleur blanche introduit il y a quelques années donnant un bon rendement.

1. En 1914, sa proportion était de 22, 4 % de la production totale, en 1921, elle en était de 77, 1 %.

Théodore : Coton cultivé sur une petite échelle assimilable au Casulli.

Fouadi : C'est la variété qui a couronné six années d'études de M. Parchimonas. Le grade de sa soie se classe entre le Pilion et le Sakel.

Nahda : Variété de bon rendement. Sa soie a une longueur de 30 à 33 mm.

Maarad et Guizeh n° 7 : Le rendement de chacune de ces deux variétés dépasse celui du Sakel d'un cantar et même davantage dans certaines régions. Le prix de vente de ces deux variétés est de 1 ou 2 talaris par cantar au-dessous du Sakel, et ce prix relativement bon marché porte à croire qu'elles finiront par supplanter le Sakel.

Les techniciens considèrent que la soie du Maarad est plus longue que celle du Sakellaridis, tandis que le Guizeh n° 7 offre plus de résistance. L'opinion qui prévaut au sujet du Guizeh est qu'il pourrait se substituer au Sakel dans la plupart des usages auxquels ce dernier est destiné.

Il est à remarquer que chaque fois qu'on a ensemencé une nouvelle graine on a immédiatement obtenu, pour la première culture, une augmentation de un cantar et demi par feddan. Cette augmentation diminuait progressivement avec les années, petit à petit la graine dégénérait, les résultats excellents du début n'avaient plus leurs promesses et au bout d'un laps de temps plus ou moins long, la graine cultivée devait être abandonnée pour céder la place à une nouvelle¹. Mais c'est

1. Voir un article de M. Lumberoso *L'Egypte contemporaine*, n° 2.

juste au moment de la décrépitude d'une variété naguère jouant d'un engouement inusité, et alors que la situation semblait sombrer, que surgit brusquement la variété qui devait remplacer avantageusement l'agonisante. Combien de fois la Providence a-t-elle sauvé la situation!

Cette constatation amena nombre de spécialistes à dire que toute variété, dès son existence, est vouée à une disparition, résultat d'une dégénérescence fatale. « C'est dire que, selon M. Parchimonas, nos variétés sont condamnées normalement à une dégénérescence fatale et que dès l'instant où une nouvelle variété s'établit et se répand, il est de toute nécessité d'étudier, de rechercher le nouvel individu, à caractères marqués, propre à fonder la variété destinée à succéder à la précédente ¹ »

M. Victor Mosseri, un spécialiste lui aussi dans la sélection des graines, ne partage pas cet avis et dit en ces termes : « Il est une des théories émises dont fort heureusement la recherche scientifique ainsi que des observations pratiques de grandes personnalités s'occupant entièrement de la question ont révélé l'inanité ; c'est la théorie de la dégénérescence, selon laquelle toute variété nouvelle est vouée au bout de quelques années à une décrépitude inévitable quoiqu'on fasse. L'abaissement qu'on constate dans la qualité provient non point de la dégénérescence des types cultivés, mais de leur impureté croissante, impureté due aux croisements dont ils ont été ou dont ils sont encore l'objet ² ».

1. Chronique agricole de M. L. Julien, *L'Égypte contemporaine*, n° 89.

2. Selon M. Mosseri la détérioration de la qualité tient à deux causes : essentielles, qui relèvent de la constitution même de la plante, c'est-à-dire de la manière dont elle réagit vis-à-vis des conditions du milieu et

Les services techniques sont mieux qualifiés que personne pour donner raison à l'une ou à l'autre de ces théories. Mais étant donné que la détérioration graduelle amenant la disparition du tout type cultivé s'était fait la règle, il leur incombe de déployer des efforts afin d'assurer au pays son approvisionnement en graines sélectionnées de bonne qualité et de fort rendement.

Les services qui s'occupent de l'amélioration des variétés.

1^o Le « Cotton Research Board »

2^o La Société Royale d'Agriculture.

3^o L'Administration des Domaines.

Sans suivre les travaux de ces institutions dans leurs détails, disons qu'elles suivent des méthodes d'amélioration qui sont œuvre de longue haleine. Mais pour parer au plus pressé, le plan suivi surtout au « Research Board » et à l'Administration des Domaines permet d'assurer à l'agriculture des graines ne s'éloignant guère de plus de 5 à 6 ans des plantes-mères originelles.

Il serait d'une grande importance d'arriver à coordonner les efforts et de transmettre de part et d'autre les résultats obtenus pour que l'objectif soit plus assuré et plus vite atteint.

accidentelles, dues surtout aux conditions du milieu n'opérant qu'autant qu'elles sont actives : terres salées, surélévation du plan d'eau souterrain, réduction de la période de jachère, attaques des parasites, arrosages abondants etc... L'aménagement rationnel du sol et sa fertilisation par l'emploi judicieux des engrais, la lutte énergique contre les parasites animaux ou végétaux, l'amélioration du drainage et de l'irrigation là où cette amélioration est nécessaire sont de nature à tenir en respect les facteurs accidentels. Quant aux facteurs essentiels, les méthodes actuellement suivies en auront raison.

*Les Graines et les lois de l'Interdiction du Mélange*¹.

Les cotons égyptiens ont conquis les marchés et attiré l'attention des industriels non certes à cause de la grande quantité produite en Egypte, mais uniquement à cause de leur qualité supérieure aux autres cotons. Il est donc tout naturel que le pays veille jalousement au maintien de ses qualités. Parmi les mesures envisagées, la sélection de la graine et sa protection contre tout mélange entre plusieurs variétés furent à la base de toute préoccupation. De bonne heure, des producteurs et des négociants sans scrupule procédèrent à des mélanges entre plusieurs variétés. En 1920, une première loi interdisait le mélange d'une variété déterminée du coton avec du coton d'une autre variété. Mais soit parce que cette loi n'était pas strictement appliquée, soit parce qu'elle était incapable de reprimer tout abus pouvant venir sous ce rapport aux usines d'égrenage, le résultat auquel on est parvenu laissa beaucoup à désirer. Voici une lettre du Président du Comité de l' « Alexandria Général Produce Association » à Son Excellence le Ministre de l'Agriculture qui montre où en étaient les choses et les effets néfastes qui en découlent².

1. Voir la Conférence d'Alphonse Bey Greice, prononcée au Congrès International du coton (Le Caire 1927). Les Conférences prononcées au même Congrès par M. Antony, Tempelton et Mosseri. On trouve toutes ces Conférences dans le compte-rendu du Congrès, de 1927.

2. Excellence,

« Nous avons l'honneur de vous exposer que notre Association a reçu de ses membres de nombreuses plaintes au sujet des mélanges de coton qui se produisent dans les usines d'égrenage.

« On constate en effet cette année-ci, dans les cotons provenant de

C'est pourquoi le Gouvernement ayant conscience de ces graves résultats a promulgué les deux lois suivantes :

1^o La première loi n° 4, 15 septembre 1926 interdit tout mélange avant ou pendant l'égrenage.

2^o La seconde organise et surveille la vente des graines loi n° 5, 15 septembre 1926.

Il a été entendu lors de la promulgation de la loi n° 4 que les filateurs ne s'opposeraient pas à un mélange entre plusieurs variétés tant qu'il serait effectué par les soins des exportateurs qui prétendaient ne procéder à ce mélange que selon les besoins de l'industrie et pour répondre à la demande des fabricants.

L'intérieur que le Sakéllaridis est mélangé dans des proportions plus ou moins fortes de coton Pilion ou de coton Zagora.

« L'écart qui existe entre les prix des variétés Pilion et Zagora et celui du coton Sakéllaridis, incite des commerçants peu scrupuleux à opérer avant l'égrenage, ces mélanges frauduleux qui sont préjudiciables à l'agriculture et au commerce, c'est-à-dire à la richesse du pays.

« Il va sans dire que les lots de coton ainsi manipulés sont rejetés sur le marché et surtout en Chounah où a lieu un examen plus minutieux de la marchandise.

« Il se présentera des cas où cette fraude passera inaperçue sur le marché d'Alexandrie ; elle sera sans doute découverte en filature et portera certainement atteinte au bon renom qu'a acquis le coton égyptien dans les centres de consommation du monde.

« Nous nous bornerons à signaler sans les commenter, les conséquences fâcheuses qu'aura pour l'agriculture égyptienne, la vente aux cultivateurs de graines provenant des cotons de différentes variétés mélangées avant l'égrenage.

« La loi de 1920, n° 41, art. 2 § 1, interdit pourtant de mélanger ou de faire mélanger du coton d'une variété déterminée avec du coton d'une ou d'autres variétés, et l'art. 3 de la dite loi précise que cette interdiction s'applique aux cotons de toutes variétés à partir de sa cueillette jusqu'à ce qu'il soit égrené.

« Il résulte des constatations qui ont été faites sur le marché d'Alexandrie que ces mélanges sont effectués sur une grande échelle.

« Nous aimons à croire qu'il nous aura suffi de signaler à Votre Excellence, dont le dévouement au pays est notoire, les faits délictueux que nous rapportons, pour que des mesures soient prises pour enrayer le mal.

« Veuillez agréer, Excellence, etc...

Pour le Comité :
Le Président,
Signé : C. J. CHORÉMI.

Les exportateurs proclamèrent (ce qui ressort de la lettre reproduite) que le mélange doit être interdit aux producteurs et aux usines d'égrenage, puisqu'un mélange effectué en dehors d'eux leur cause beaucoup de préjudice et occasionne nombre de difficultés quand ils veulent procéder à l'envoi à l'étranger.

La dite loi leur a donné acte de ces plaintes en autorisant le mélange avant ou au cours du pressage du coton en balles.

Le résultat fut que la loi tout en protégeant les exportateurs contre les fraudes des producteurs et des propriétaires des usines d'égrenage laissa les consommateurs — qui méritent pourtant plus de protection puisqu'ils achètent d'après un type déterminé tandis que les exportateurs n'achètent qu'après une expertise — sans protection.

Il s'ensuivit que la réputation du coton égyptien qu'on s'efforça de préserver fut tout de même très atteinte. L'intérêt des filateurs que les exportateurs avaient so-disant si bien défendu se trouva très lésé et comme de juste ils se sont plaints vivement. Ce fût révélé au Congrès du Caire 1927, au Comité Mixte du Coton tenu à Zurich et à Bruxelles en 1928, au Congrès de Barcelone (septembre 1929) et, finalement au Comité Mixte (Le Caire, janvier 1931).

S. E. Abdel Wahab Pacha dans son rapport du Congrès de Barcelone donne la résolution suivante adoptée à l'unanimité :

« Le Comité Mixte International appui la résolution adoptée par le Congrès de 1927, dans sa réunion d'Alexan-

drie, ainsi que les deux décisions prises successivement à ces réunions de Zurich et de Bruxelles en 1928 et tendant à l'interdiction du mélange du coton dans les usines d'égrenage et de pressage. »

Le Gouvernement Egyptien désireux de remédier à cet état de choses a proposé la promulgation d'une loi qui interdit le mélange aux exportateurs en étendant l'application de l'ancienne loi aux usines de pressage.

D'autres plaintes des filateurs :

Les plaintes des filateurs sont nombreuses au sujet de matières étrangères qu'ils trouvent dans les balles¹.

Elles sont encore plus nombreuses au sujet de l'humidité excessive du coton égyptien puisque se produisant le plus souvent artificiellement. Depuis longtemps on cherchait vainement une solution acceptable de deux côtés : filateurs et exportateurs. Ce n'est que l'an dernier et grâce aux efforts tenaces de notre Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances, S. E. Abdel Wahab Pacha, qu'on est arrivé à la solution tant recherchée :

« Il est d'ores et déjà convenu que le degré d'humidité que le coton égyptien doit contenir est de 8,5 % avec tolérance de 0,4 % au-dessus et au-dessous, c'est-à-dire que toute humidité supérieure à 8,9 % doit être payée par l'exportateur au filateur, et inversement si le coton contient moins de 8,1 % la différence peut être récupérée par l'exportateur. Aucun paiement n'est effectué par l'un ou l'autre des parties si l'humidité du coton est comprise entre 8,1 % et 8,9 % »

1. Voir un discours de M. William Heaps au Congrès International du Caire (*Le compte-rendu du Congrès*).

Un Testing House sera établi à cet effet à Alexandrie par les soins du Gouvernement égyptien.

§ II

La politique à suivre.

Après avoir indiqué ces généralités nous traçons la politique à suivre, en quelque sorte une récapitulation de ce que nous avons traité dans le premier paragraphe.

L'Égypte doit s'efforcer de fournir un coton de bonne qualité.

Pour y arriver :

1° Le Gouvernement doit appliquer rigoureusement les lois interdisant le mélange entre plusieurs variétés.

2° Les services techniques s'occupant de l'amélioration et de la sélection des graines doivent procéder de concert en créant entre eux un corps de liaison qui surveille les diverses opérations.

3° Il faut chercher à réduire les matières étrangères.

4° La Testing House doit être établie le plus tôt possible.

5° On doit s'efforcer de ne pas cultiver des variétés différentes dans des régions limitrophes. Cette question a attiré l'attention de beaucoup de spécialistes qui conseillaient l'éloignement des champs cultivés en variétés différentes pour empêcher, ou tout au moins réduire la contamination pouvant résulter des insectes qui voltigent d'un champ à l'autre. L'Achmouni, disent-ils, était toujours sain dans la Haute-Égypte lorsqu'elle se consacra uniquement à cette variété. Les Américains — surtout ceux de l'Arizona — ont compris, semble-t-il

cet inconvénient et ont pris l'habitude de ne semer qu'une seule variété de coton à la fois dans chaque région rendant ainsi la qualité pure et uniforme d'une section de la contrée à l'autre ¹.

Quant à la variété qui doit caractériser désormais la production égyptienne, nous disons sans hésiter que c'est la variété moyenne représentée par l'Achmouni. Le Sakellaridis et plus généralement les qualités supérieures, étaient jadis la marque de fabrique de la production égyptienne. Nous avons vu dans la première partie les progrès du principe de la substitution et le volume de moins en moins demandé par les industries en qualités fines. La prime existant, d'autre part, entre le Sakel et l'Achmouni est devenue si peu importante qu'elle ne compense plus son faible rendement par rapport à l'Achmouni. C'est vers cette catégorie que doivent tendre tous nos efforts, sans toutefois négliger le Sakellaridis qui doit demeurer l'objectif des fabricants de tissus fins.

Avant de clôturer ce chapitre, nous n'avons qu'à nous féliciter de l'attitude que le Gouvernement a prise, soit en réduisant la culture de Sakel et en la confinant aux parties septentrionales du Delta, soit en promulguant des lois qui tendent à maintenir le renom des cotons égyptiens dont les mérites sont universellement reconnus.

1. Voir la Chronique Cotonnière, par M. J. Rouso, dans *L'Egypte contemporaine*, n° 79, p. 381.

SECTION III

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ET LES COOPÉRATIFS
AGRICILES

Dans ce chapitre nous traiterons ces deux questions que nous considérons de la plus grande importance. Nous en parlerons aussi succinctement que possible étant donné que notre but n'est pas de fournir des détails ennuyeux sur cette matière, mais plutôt d'insister sur le rôle capital et les avantages économiques incontestables qu'ils peuvent rendre dans un pays agricole comme l'Égypte. L'intérêt que nous y attachons est d'autant plus naturel que nos dirigeants désirent instamment rompre avec les anciennes habitudes de routine et d'inertie et aspirent à établir les assises de notre organisation sur des principes plus sains.

De l'Enseignement agricole :

Dans l'introduction, nous avons montré que le fellah égyptien suit scrupuleusement des traditions que lui ont léguées ses ancêtres depuis des milliers d'années. Ses instruments agricoles et surtout son esprit restent presque immuables. Notre objectif est le petit cultivateur qui, à cause du morcellement excessif de la propriété agricole, possède la plus grande partie des terrains de l'Égypte. D'autre part, les grands propriétaires sont beaucoup plus instruits et éclairés et suivent dans leur exploitation les procédés de culture les plus modernes. Il n'est que temps de songer à mettre un terme à cet esprit arriéré et à ce fatalisme excessif qui, à titre d'exemple,

l'amène parfois à ne voir dans la destruction [de certains vers du coton que l'effet banal de la furie de la nature ou plutôt d'un châtiment céleste.

L'enseignement agricole doit tendre à :

1° Assurer au pays le nombre suffisant de spécialistes et de fonctionnaires agricoles ;

2° Élever le standard des connaissances du fellah en créant des champs d'essais, des expositions et en faisant une propagande plus active.

Il est intéressant de reproduire ici les recommandations de la Commission instituée en 1910¹, car elles présentent encore un caractère d'actualité : « Il est remarquable que dans un pays où tout dépend de l'agriculture cette branche d'activité soit la plus négligée au point de vue enseignement. Ce défaut de préparation chez les agriculteurs est d'autant plus grave que l'enseignement agricole n'est substitué en rien ici par une culture élémentaire générale. De ce fait on voit se perpétuer, sans espoir d'y mettre fin, des errements déplorables, tels qu'un choix insoucieux de semences, un gaspillage funeste de l'eau d'irrigation, une surexploitation du sol, etc... De plus, l'observation et l'expérience qui sont à la base de toutes les connaissances humaines sont presque entièrement bannies de la pratique du cultivateur par défaut des connaissances requises pour en tirer profit ».

Et la Commission, par un vœu, demande la création de l'enseignement agricole aux trois degrés : premier (écoles pratiques ou fermes), secondaire et supérieur (qui

1. Voir le rapport de cette Commission

serait purement agronomique pour avoir des spécialistes). Très sagement, elle conseille le commencement par la base. « Il est certain, dit-elle, que ce vaste programme devra être réalisé par étapes et très probablement en commençant par la base, ce qui donnerait des résultats immédiatement féconds ».

Nous répétons que ces recommandations ont un caractère d'actualité puisque nous ne sommes guère éloignés de l'état existant au début de ce siècle. Le tableau suivant ¹ démontre clairement que l'instruction agricole, même dans son état actuel, laisse beaucoup à désirer.

Ecoles	Nombre d'étudiants	Administration
Ecole pratique d'agriculture à Damanhour	262	Le Conseil de province
Ecole de Mochtohor et Chibine el Kome	479	L'État
Ecole supérieure de Guizeh	218	L'État
Total	959	

Il faudra donc renforcer les effectifs de l'agriculture en attirant l'attention de la jeunesse égyptienne pour qu'elle se destine davantage à cette branche d'étude. Les missions agricoles envoyées à l'étranger doivent être en proportion avec les besoins croissants du pays. De toutes les missions, c'est l'agriculture qui est la moins favorisée.

Une partie de notre activité doit s'orienter vers la campagne. Il faut créer des écoles pratiques où l'on pourrait recruter le personnel nécessaire aux travaux qui demandent quelque habileté. Des champs d'essai doivent être établis dans les différents points du pays pour

1. D'après l'*Annuaire statistique* 1929-1930.

inculquer à la masse des paysans les principes élémentaires et les initier aux procédés les plus modernes. Les conférences et les cours pratiques se sont révélés dans d'autres pays d'une grande efficacité et ont considérablement servi la cause de l'Agriculture. Prenons comme exemple l'Italie où on a institué depuis quelques années « Les chaires ambulantes d'agriculture ». Le résultat de ces conférences périodiques tenues presque toujours en pleins champs a été supérieur à toute prévision. Pourquoi ne pas essayer d'en faire autant en Égypte ? D'autres exemples ne manquent point chez les nations qui entourent l'agriculture de meilleurs soins¹.

La Note du Gouvernement n'a pas failli à son devoir en soulignant la nécessité des champs d'essai et de l'adoption par les cultivateurs de méthodes modernes. Elle dit : « Dans cet ordre d'idées, il appartiendra au Ministère de l'Agriculture d'aviser aux moyens qui sont les plus compréhensibles aux cultivateurs et qui sont à la portée de leur entendement, tout en augmentant le nombre de champs d'essai qui doivent être répartis dans toutes les régions afin d'en faciliter la visite de toutes parts. Il faut

1. M. J. R. Rouso à propos du coton nous rapporte dans *l'Égypte Contemporaine*, n° 79, le fait suivant : En raison de l'importance de la culture cotonnière dans l'État d'Oklahoma, il a été créé un cours d'enseignement spécial complet sur le coton dans lequel chaque phase de la production, de la classification et de la vente du coton est analysée. Ce cours est fréquenté par une centaine d'étudiants, jeunes et vieux, commerçants et industriels, marchands ou fermiers, voire par des banquiers qui viennent au Collège pour se familiariser avec la valeur marchande de chaque échantillon de coton. C'est un cours complet, instructif et essentiellement pratique.

Le fermier qui a suivi ces cours durant quatre semaines seulement retourne chez lui avec une meilleure compréhension de la valeur de son coton, est initié aux mystères du marché, sait classer son coton, déterminer la valeur d'une variété par rapport à une autre etc...

également tendre à établir un contact permanent entre les sections techniques du Ministère de l'Agriculture et les grands propriétaires qui n'hésiteront pas à consacrer une partie de leurs terrains aux différents essais à entreprendre, essais qui exercent le plus grand effet sur l'esprit du cultivateur ».

Tout en appuyant les recommandations de la Note, nous faisons la remarque suivante : Il faut que les machines agricoles dont on se sert aux champs d'essai gouvernementaux soit elles aussi à la portée des cultivateurs, si l'on veut que ces champs exercent une heureuse influence.

Enregistrons avec satisfaction le fait que le Gouvernement égyptien, ayant conscience de la nécessité de créer les champs d'essais, ouvrit un crédit dans le nouveau exercice de L.E. 23.000 pour la création des champs en Haute-Égypte, fait d'autant plus significatif que la crise avait paralysé la réalisation de presque tous les grands travaux pourtant, eux-aussi, d'une grande nécessité.

Les Coopératives agricoles :

Les coopératives agricoles étaient jusqu'à la promulgation de la loi de 1923 presque une innovation dans le pays. Cela ne signifie pas que la coopération lui ait été totalement étrangère. En effet, c'est le réveil de l'histoire de coopération depuis plus de 20 ans (1908) qui évoque un éminent patriote : Omar Bey Lotfi et un grand philanthrope et démocrate, le Sultan Hussein.

L'institution de quelques coopératives n'alla pas sans

heurts et difficultés. Aux difficultés multiples que Lotfi Bey avait à surmonter venait s'ajouter l'absence d'une loi régissant les Coopératives en Egypte. Il dût donc essayer de conformer les principes fondamentaux de la coopération autant que possible aux textes du droit public.

Une fois abouti, il n'a pas rencontré le succès que son entreprise méritait. Quelques coopératives vivant des ressources limités lui survécurent.

Le Gouvernement de son côté, gagné par l'importance des bienfaits des Coopératives agricoles élabora un projet qui fût déposé au Bureau de l'Assemblée Législative.

« La Grande Guerre qui venait d'éclater, en suspendant les travaux de l'Assemblée étouffa ce projet, encore au berceau, non sans qu'une Commission spéciale, présidée par Saad Zagloul Pacha ne l'ait rendu conforme aux idées les plus larges et les plus démocratiques auxquelles aspirait le pays¹ ».

En 1923, une première loi basée sur ledit projet — après avoir été révisée par le Conseil économique — fut promulguée.

L'expérience ayant démontré la nécessité de nombreux remaniements, le Ministère de l'Agriculture forma une Commission qui préféra présenter le projet d'une nouvelle loi qui s'accordât mieux avec les institutions coopératives les plus récentes. Cette loi fut promulguée en 1927.

1. Voir l'*Annuaire statistique* 1929-1930. Voir la thèse de notre maître Kamel Malache, *Etude Economique et critique des Instruments de circulation et des institutions de crédit en Egypte*, Paris, 1930, pp. 22 et suiv.

D'après les dernières statistiques, le nombre des coopératives, fin novembre 1929, était de 217 comprenant 22.336 membres ayant un capital de L.E. 88.266 dont 80.663 entièrement versées.

Ce résultat n'est pas encore très satisfaisant et ce nombre paraît de peu d'importance à côté des résultats obtenus dans les autres nations qui ont des ressources variées et où l'agriculture n'apparaît que comme un élément de leur activité et non pas le seul. Il est donc de toute première nécessité — vu les avantages économiques qu'ils réalisent, soit en solidarisant les efforts de ses membres et ne les laissant pas à la merci des négociants de l'intérieur ou bien des propriétaires fonciers en cas de location du terrain ou de l'eau pour l'irrigation, soit en endiguant de forts arrivages de coton sur le marché au moment le moins opportun, soit en permettant à ses membres l'emploi des machines qui ne sont pas à portée de leurs ressources ou bien en les faisant profiter des prix avantageux ou des facilités de crédit dont seuls les groupements peuvent — bénéficier, etc... de répandre les coopératives et surtout l'esprit de coopération bien entendu en faisant adhérer la majorité des fellahs qui s'exposeraient aux pires risques en restant à l'écart de cette institution bienfaisante.

Pour donner une idée de ce que les coopératives peuvent faire, nous citons l'exemple de celles des États-Unis. M. le professeur William Oualid disait, en 1912, dans un article intitulé : « La régularisation de l'approvisionnement cotonnier¹ » « Après être restés longtemps isolés

1. Voir la *Revue d'Economie Politique*, 1912. Voir un article de J.H. Rousso (*Egypte contemporaine*), La Conférence prononcée par M. Arno S.

les uns des autres, soumis sans contrôle aux volontés des acheteurs ignorants des conditions du marché, de la production, incapables, par conséquent, de démasquer les nouvelles tendancieuses et les manœuvres habiles des spéculateurs, les planteurs de coton du Sud en sont arrivés à comprendre les avantages d'une entente et d'une action commune. Avec la création des Coopératives de planteurs, l'agriculture cotonnière des U.S.A. a pris réellement conscience de sa puissance économique ».

Depuis, les coopératives aux États-Unis ont fait des prodiges. Aujourd'hui, elles détiennent en main presque la totalité de la récolte américaine. Ce sont ces coopératives qui procèdent à la vente et dictent leurs conditions. Dans ce mouvement qui tend actuellement à la valorisation du coton en établissant des stocks et « barrer le prix », elles jouent un rôle de tout premier ordre ¹.

Sans espérer pour les coopératives en Egypte un essor aussi grand, on doit néanmoins affirmer qu'elles doivent tendre à jouer dans un avenir très proche, un rôle important au lieu de cette attitude effacée qui reste presque qu'inaperçue du pays.

La propagation sur une plus grande échelle, tant des coopératives que de l'enseignement agricole, est œuvre de longue haleine qui ne pourra se faire qu'avec le temps en procédant par étapes avec ténacité et persévérance.

Pears, au Club Agricole du Caire, le 18 février 1927 : « Les Sociétés Coopératives des producteurs du coton aux États-Unis ».

1. Voir plus loin, p. 196, ce qu'elles ont accompli en vue de comprimer le prix de revient en ce qui a trait à l'écoulement de la récolte.

Ne désespérons donc nullement de cette passiveté déconcertante et de cet esprit réfractaire qui prédominent chez notre fellah : l'idéal est suffisamment élevé pour soutenir la foi de ceux qui veulent le réaliser.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE COTONNIÈRE DU POINT DE VUE FINANCIER OU FINANCEMENT DE LA RÉCOLTE

La première section sera consacrée à étudier la question dans son ensemble et les moyens employés pour venir en aide aux cultivateurs jusqu'à la création de la « Banque Agricole du Crédit ».

Dans la seconde section, nous parlerons de cette institution.

SECTION PREMIÈRE ¹

Si l'agriculture a besoin de crédit au même titre que l'industrie et le commerce — crédit qui peut revêtir plusieurs formes, dont la plus importante est le fonds de roulement nécessaire aux besoins de l'exploitation agricole — l'agriculteur, de par sa situation, mérite plus que l'industriel et le commerçant qu'on lui assure ses be-

1. Voir la Note de S.E. Abdel Wahab Pacha.

soins. Cette catégorie est placée dans des conditions particulières qui diffèrent de celles des deux autres. Le commerçant, par exemple, investit son capital de telle sorte qu'il puisse rentrer dans ses fonds à des époques rapprochées, d'autant plus rapprochées que d'après l'usage des banques, le crédit en matière commerciale ne dépasse guère quelques mois. Le recours à l'escompte lui sert d'expédient lorsqu'il se trouve pressé. Le crédit agricole proprement dit est fréquemment consenti pour une année entière, quelquefois pour plus longtemps. Il n'existe pas, en effet, pour l'agriculture, au même degré du moins que pour le commerce et l'industrie, un enchaînement continu d'actes de production et de vente. L'agriculture étant soumise à la loi des saisons, il s'écoulera un temps plus ou moins long entre les travaux de préparation et la récolte¹. Tous les moments ne sont pas, d'autre part, également propices à la vente. Il faut donc que le crédit puisse permettre à l'agriculteur d'attendre l'époque où par la réalisation de sa récolte, il sera en mesure de rembourser les avances qu'il a reçues².

Aussi n'est-il pas surprenant de voir les pays civilisés, même ceux (comme la Grande-Bretagne et les États-Unis) où le cultivateur jouit d'une prospérité relative qui le place dans un état de supériorité par rapport aux autres catégories de cultivateurs d'autres pays, déployer des efforts méritoires pour venir en aide aux agriculteurs en organisant le crédit agricole de façon à assurer la mise

1. Le cultivateur, dans notre pays, commence par préparer sa terre à la culture au mois de janvier, en coton qui ne sera cueilli qu'en septembre ou octobre. Cette récolte pourra rester sous vente pendant quelques mois.

2. Voir C. Perreau n. 378 p. 414, T. 1^{er}, quatrième édition.

à leur disposition, à des taux modérés, des fonds dont ils pourraient avoir besoin.

L'Egypte où pourtant la masse des cultivateurs est composée de pauvres gens, n'ayant pas de ressources personnelles et où la coopération n'a pas pris un grand développement, resta jusqu'à ces derniers temps en marge de ce mouvement salulaire. Non pas que le Gouvernement n'ait pas essayé de lui venir en aide, car bien au contraire, il a entrepris différents moyens, ainsi qu'on le verra à l'instant, mais cela n'était que tâtonnements et expériences. Une politique rationnelle de crédit était en cette matière entièrement méconnue.

Moyens employés pour financer l'agriculture : Si le cultivateur possède une garantie réelle, il lui sera facile de trouver une banque qui lui prête les fonds nécessaires. S'il ne possède pas de garantie réelle ou plus simplement si cette garantie est insuffisante, il a beau s'adresser à des établissements de crédit, il ne trouve devant lui que porte fermée et refus d'entendre ses plaintes. Las et pressé par ses besoins, il se tourne vers les usuriers qui sont presque tous de nationalité grecque. Ils vivent dans la campagne, gardent des rapports suivis avec les paysans de la localité et arrivent ainsi à connaître leur patrimoine jusqu'aux moindres détails, attendent l'occasion et répondent à leurs appels en leur accordant les fonds voulus. Il va sans dire qu'ils profitent de la bonne foi du fallah et de sa naïveté et réclament un taux d'autant plus élevé que ses besoins sont pressants.

Le fellaha un autre expédient pour se procurer les fonds nécessaires. Mais lorsqu'il y recourt son sort n'est pas

meilleur. Nous faisons allusion à la vente de sa récolte par anticipation, ce dont il sera question dans le chapitre suivant. Contentons-nous de dire que le négociant se considère comme l'associé du cultivateur qui a tendance à exagérer l'évaluation de sa quote-part en proportion du risque encouru par lui du fait d'avoir acheté la récolte avant sa maturité. Aussi, dans le partage final se réserve-t-il la part du lion.

C'est pourquoi le Gouvernement estima de son devoir d'apporter un remède à cette situation intolérable qui accule le cultivateur à la nécessité de se contenter d'une infime partie du fruit de son travail, cependant que les autres profitent de son bien et jouissent de ce qui lui est dû.

Comment est née l'idée de l'assistance à fournir par le Gouvernement au cultivateur.

Au cours de la dernière décade du siècle écoulé, le Gouvernement a voulu protéger les cultivateurs contre les pratiques funestes des usuriers, en procédant à la distribution des graines. C'est ainsi qu'il en distribua 5.000 ardebs en 1894, 8.000 ardebs en 1895 et 8450 ardebs en 1896.

Les usuriers ne désarmèrent point et, pour pousser l'attaque et faire avorter le projet de la distribution de la graine, ils n'ont pas ménagé leur effort rendu d'ailleurs aisé par le fait que les quantités distribuées étaient minimes. Comme exemple, nous dirons que lorsque le Gouvernement procéda à la vente de graines, le prix était de P.T. 58 l'ardeb et remboursable en trois termes égaux au cours du dernier trimestre de l'année. Les négociants

usuriers de leur côté fournissaient aux cultivateurs une graine moins bonne à un prix variant entre P.T. 70 et P.T. 100 l'ardeb ; mais le prix n'était exigé *qu'après la récolte*.

L'attention se porta alors sur l'idée de créer une banque agricole qui se chargerait de faire la concurrence aux usuriers établis dans les villages, en avançant aux cultivateurs des fonds à un taux raisonnable et de se subroger, le cas échéant, en totalité ou en partie aux créanciers des cultivateurs.

Toutefois, le Gouvernement ayant estimé alors « que ce projet tout en nécessitant un capital appréciable, n'était pas exempt de risques et menaçait un jour ou l'autre de faire du Gouvernement le créancier de la grande majorité des habitants de l'Égypte, ce qui était indésirable au point de vue politique », l'idée de création d'une banque agricole fut momentanément abandonnée. Il procéda à un nouvel essai en avançant des fonds aux cultivateurs de villages de la Basse-Egypte ; 1, où les cultivateurs avaient l'habitude d'emprunter au début de l'année et de rembourser le prêt lors de la récolte du coton ; 2, où se trouvent établis la plupart des usuriers grecs vivant dans les villages et entretenant des rapports suivis avec les cultivateurs dont ils connaissaient à fond la situation et les affaires personnelles ; 3, où les intérêts que payent les cultivateurs variaient entre 20 et 30 % auxquels venaient s'ajouter plus de 2 1/2 % parce qu'il était avéré que les avances se faisaient en livres anglaises pour être remboursées en livres égyptiennes ; 4, où enfin

certains négociants, dans certaines régions, faisaient des avances aux cultivateurs pour les récupérer en coton.

Le Gouvernement affecta à cet effet, une somme de L.E. 10.000 et assujétit les prêts aux conditions suivantes :

1^o Le montant total de chaque avance ne devait pas dépasser L. E. 10 et l'avance par feddau L. E. 2.

2^o Le taux d'intérêt était fixé à 6 %.

3^o Ne pouvaient bénéficier de ce projet que les cultivateurs possédant 5 feddans ou moins de 5 feddans.

4^o Les formalités nécessaires pour accorder les avances devaient être simplifiées.

L'expérience a réussi dans une certaine mesure, surtout lorsqu'on autorisa l'octroi d'avances à ceux qui possédaient jusqu'à 20 feddans¹. Les sommes avancées entre le 1^{er} février et le 31 juillet 1896 se sont élevées à L.E. 7.700 prêtées à des propriétaires possédant ensemble 4.665 feddans. A la fin novembre, sauf un montant de L.E. 20, le capital était intégralement remboursé ainsi que les intérêts.

Cependant, le fait que le Gouvernement ne pouvait jouer le rôle d'un établissement bancaire était de nature à mettre fin à son action qui fut transportée ailleurs et

1. Dans un rapport présenté par M. Chitty, fonctionnaire au Ministère des Finances proposé au contrôle de l'opération, on lit : « Cet essai m'a absolument convaincu des avantages que pourraient tirer les petits cultivateurs de la création d'une banque agricole, vu que les heureux effets de l'expérience faite cette année ne se sont pas limités aux habitants des villages où elle a été faite, mais se sont étendus aux villages avoisinants où les usuriers ont réduit leurs taux, de même qu'elle a démontré au fellah qu'il était possible d'obtenir des avances à des taux modérés. Je puis dire d'une façon générale que l'expérience a réussi, mais je dois répéter ce que j'ai déjà dit, qu'il n'est guère possible au Gouvernement de faire cette opération sur une plus grande échelle ».

toujours à la recherche des mesures pouvant secourir le petit fellah.

Ainsi, lors de la création de la « National Bank of Egypt » en 1898, le Gouvernement saisit l'occasion pour tenter une nouvelle expérience dans de meilleures conditions. Celle-là se substitua à lui en continuant la bataille engagée aux usuriers en assurant aux cultivateurs les sommes nécessaires. Il fut convenu que la banque se chargerait de deux catégories de petites avances.

1^o Avances remboursables dans la même année (octobre) ; chaque avance ne dépassant pas L.E. 20 ;

2^o Avances remboursables en cinq annuités ; chaque avance ne dépassant pas L.E. 100.

Le taux d'intérêt fut fixé à 9 %, puis fut porté à 10 % en raison de l'énormité des frais encourus par la Banque.

On commença l'expérience par le district de Belbeis où la Banque avança L.E. 4.780 à 1.850 petits cultivateurs (remboursables d'après les conditions de la première catégorie en automne). Sir Elwin Palmer, Gouverneur de la National Bank, écrivit « que l'expérience a pleinement atteint son but. Les sarrafs (encaisseurs) du Gouvernement ont recouvré tout ce qui était dû à la Banque au cours de cette année ».

Pour les avances de la deuxième catégorie, 890 prêts furent accordés d'un montant total de L.E. 26.720. Ces avances ont été consenties surtout pour permettre à certains cultivateurs de se libérer des dettes contractées à des taux excessifs.

L'essai étant concluant, le champ d'expérience fut élargi pour y englober en dehors du district du Belbeis,

ceux de Mina el Kamh, Mit Ghamr et Zifta. Et de nouveau, il rencontra plein succès.

Voici des chiffres qui attestent combien cette opération avec le développement qu'elle prit, a pleinement réussi. Au cours de la période allant du 1^{er} octobre 1900 à fin septembre 1901, la Banque a prêté L.E. 266.100 à 18.191 emprunteurs dont 13.030 ont emprunté L.E. 74.400 payables en une année, et 5.161 emprunteurs ayant obtenu L.E. 197.700 payables en 5 ans.

La Banque s'aperçut rapidement que les opérations auxquelles elle se livrait n'étaient guère du domaine des banques ordinaires et encore moins des banques d'émission, mais relevaient plutôt des établissements spécialisés dites banques hypothécaires ou banques foncières. Aussi voit-on se ralentir sa participation et elle saisit l'occasion de la création de l'Agricultural Bank of Egypt (fondée en 1902 par la National Bank en association avec le groupe de Sir Ernest Cassel) pour l'abandonner totalement. A la nouvelle Banque furent cédées toutes les créances de cette catégorie que détenait la National Bank.

Le but de la création de l'Agricultural Bank était la fondation d'une institution destinée à accorder aux cultivateurs de petits prêts ne dépassant pas L.E. 300. Il a suffi au Gouvernement de savoir que la nouvelle Banque viendrait en aide aux cultivateurs pour lui reconnaître de multiples avantages. C'est ainsi qu'il lui a garanti un intérêt de 3 % sur son capital et a mis à sa disposition une partie de son personnel pour le recouvrement de ses avances.

Les avances qu'elle avait à faire étaient de deux catégories :

1. Prêts "A" dont le montant équivalait au triple des impôts fonciers à condition de ne pas dépasser L.E. 20 et d'être remboursable au cours d'une période ne dépassant pas 15 mois.

2. Prêts "B" dont le montant égalait vingt fois celui de l'impôt foncier à condition de ne pas dépasser L.E. 300. Ce chiffre fut ensuite porté à L.E. 500 en 1903

L'intérêt était de 9 % puis réduit à 8 %.

Dès la première année de son activité et jusqu'en 1905, la Banque a secouru les cultivateurs dans une proportion toujours plus forte.

En 1903, le nombre des prêts était de 82.482 d'un montant de L.E. 1.650.000.

En 1904	nombre de prêts	112.103	montant L.E.	2.435.000
En 1905	—	106.372	—	— 2.864.000
En 1906	—	88.982	—	— 2.467.000

On voit que le nombre des avances allait en diminution. Survint l'année 1907 où une crise financière sévit en Egypte pour qu'on constate une diminution excessive dans les opérations de la Banque et notamment celles relatives aux petites avances.

Le ralentissement continu et progressif que subissait l'activité de la Banque peut être attribué aux raisons suivantes :

1° Les dirigeants de la Banque ont réalisé à la longue que les petites avances (qui étaient pourtant la raison d'être de sa création) n'étaient pas très lucratives. Ils ont donc cherché à s'en écarter pour ne faire que des avances

plus importantes. Si l'on examine cette question du point de vue de la Banque, qui doit s'efforcer de sauvegarder les intérêts de ses actionnaires et les faire passer avant toute autre considération, nul doute qu'on ne doive lui donner raison. Le bilan de l'année 1913 par exemple, fait état d'une avance de L.E. 1. Si l'on estime que les intérêts, qui sont de P.T. 8, sont absorbés, en totalité ou en partie, par les frais de correspondance et les autres frais d'écriture, on comprend aisément les raisons qui ont amené la Banque à abandonner des opérations d'un montant si minime ;

2° Les difficultés auxquelles la Banque se heurtait du fait de la longueur des poursuites judiciaires et de l'ignorance de ses clients en fait d'opérations bancaires, en plus des difficultés que lui occasionnait l'indivision des terrains.

Pourtant, ces raisons qui existaient dès le début de sa création ne justifiaient pas entièrement cette diminution excessive des petites avances. Aussi avait-on tendance à l'attribuer à la loi des 5 feddans qui rend toute propriété de 5 feddans ou moins de 5 feddans insaisissable. Sans méconnaître le bien fondé de cette observation, nous préférons cependant l'attribuer à son véritable motif : ses dirigeants avaient décidé de s'écarter des petites avances peu à peu pour la bonne raison que les fonds employés étaient, pour une partie, placés en des opérations peu lucratives alors qu'ils pouvaient les investir en valeurs de premier ordre. C'est ainsi qu'une partie en fut placée en actions de la Mortgage Co. of Egypt Ltd. Avec l'autorisation du Gouvernement, la Banque

employa des sommes assez importantes à l'achat des titres de la dette égyptienne et d'autres valeurs, telles que les British War Bonds.

Voici quelques chiffres qui viennent expliquer ce que nous avons dit :

En 1912-1913	nombre des prêts consentis par la Banque	23.070
En 1913-1914	—	2.275
En 1914-1915	—	1.432
En 1915-1916	—	251
En 1929-1930	—	180

Si en tant qu'établissement financier qui travaille au mieux des intérêts de ses actionnaires, la Banque paraît avoir brillamment réussi, en tant qu'établissement destiné à organiser le crédit agricole, elle a totalement échoué.

Nous sommes donc revenus à notre point de départ dans la recherche de l'institution capable d'organiser le crédit agricole dans un pays où l'agriculture constitue la base de la fortune nationale et où l'état de misère dans lequel vit la masse des cultivateurs rend cette organisation impérieuse.

En 1914, lorsqu'éclata la guerre mondiale, le Gouvernement, dans le but de conjurer la crise, eut recours à deux mesures :

1° Il s'entendit avec la National Bank pour que celle-ci avancât aux cultivateurs une somme de L.E. 500.000, le Gouvernement prenant à sa charge les 9/10 des pertes éventuelles ;

2° Il convint, ainsi que nous avons dit¹, avec cer-

1. Voir le chapitre de l'Intervention, p. 98.

taines maisons d'exportation que celles-ci achèteraient pour son compte le coton des petits cultivateurs.

Pendant toute la durée de la guerre, toute action gouvernementale à cet égard fut exclue, exception faite toutefois de la mesure par laquelle certaines quantités de graines furent distribuées par le Ministère de l'Agriculture, et dont il sera question plus loin.

Entre temps, le mouvement régressif des opérations entreprises par l'Agricultural Bank se poursuivait.

En 1921, un arrangement intervint entre le Gouvernement et l'Agricultural Bank pour l'octroi par celle-ci aux propriétaires de 5 feddans et au-dessous, d'avances destinées à leur permettre de faire face aux frais de leur culture. Mais vu le peu de succès qu'il rencontra et surtout le fait que le Gouvernement arriva l'année après à faire un autre arrangement destiné comme le premier à ménager les cultivateurs, nous avons préféré passer le premier sous silence pour nous occuper du dernier accord.

D'après l'arrangement intervenu en octobre 1922, l'Agricultural Bank devait accorder aux cultivateurs, qui cultivent le coton, des avances sous certaines conditions dont voici les plus importantes :

1^o Les avances sont consenties moyennant un simple effet souscrit par l'emprunteur et sans garanties réelles, aux cultivateurs possédant jusqu'à 50 feddans et elles ne doivent pas dépasser 3 fois le montant de l'impôt foncier ;

2^o Le taux d'intérêt est fixé à 6 % (1/2 % par mois ou de fraction de mois) et l'intérêt moratoire à 9 % (3/4 % par mois ou fraction de mois) ;

3° L'échéance des avances ne doit pas dépasser fin septembre 1923 et fin août 1923 pour la Haute Égypte ;

4° Les avances deviennent exigibles dès que les emprunteurs auront vendu leur coton en partie ou en totalité ; on ne pourra en fractionner le remboursement ;

5° Ne pourront bénéficier de ces avances, les propriétaires des terrains constitués en Wakfs ou faisant l'objet d'une vente à reméré ;

6° Les arriérés dus sur les avances échues fin août seront payés par le Gouvernement le 31 octobre et ceux dûs sur les avances échues fin septembre, le 30 novembre.

Bien que la Banque fut autorisée à avancer jusqu'à L. E. 500.000, le montant total des prêts consentis n'a pas dépassé L.E. 72.962 et le nombre des emprunteurs 2.400.

L'Agricultural Bank ayant échoué dans toutes les missions dont elle fut chargée, et le Gouvernement ayant eu la preuve décisive que cet établissement ne pouvait répondre aux espoirs qu'il avait suscités lors de sa création, les relations existant entre le Gouvernement et cette Banque prirent fin.

Le Gouvernement chercha ailleurs, toujours en quête des moyens d'aider les cultivateurs.

En 1923, un arrangement fut conclu avec la National Bank of Egypt en vue de faire des avances aux cultivateurs contre dépôt de leur coton soit dans les Hala-gas, soit dans les Chounahs de la Banque.

Le montant total n'a pas dépassé L.E. 9.502 contre 4.111 cantars. Les pertes subies par la National Bank du chef de cette opération se sont élevées à L.E. 3.000

environ et les réparations faites aux Halagas ont coûté au Gouvernement L.E. 3.581.

Après toutes ces tentatives infructueuses, le Gouvernement prit l'initiative de distribuer, sur une grande échelle, des avances aux cultivateurs en supportant lui-même tout risque pouvant arriver de ce chef. Il a eu seulement recours aux banques pour que celles-ci se substituent à lui en assumant la charge de la distribution.

Ainsi au cours de la campagne cotonnière 1926-1927, le Gouvernement décida d'ouvrir un crédit de 4 millions de livres affecté à des avances à faire aux cultivateurs. Mais, dès qu'il s'aperçut que le mouvement des avances par l'entremise des banques se poursuivait avec lenteur, il établit lui-même des Chounahs dans les villages et procéda aux opérations d'avances par l'intermédiaire des sarrafs et sous le contrôle d'un Comité institué à la Moudirieh, sous la présidence du Moudir et composé de l'Inspecteur des Finances, de l'inspecteur de l'agriculture et de quelques notables.

Les avances faites tant par le Gouvernement que par la Banque étaient assujetties à des conditions uniformes dont voici les plus importantes :

1^o Taux d'intérêt : 4 %.

2^o Durée de l'avance : 4 mois renouvelables pour 4 autres mois, après paiement des intérêts afférents à la première période.

3^o Quantité à donner en gage : 5 cantars au moins et 200 cantars au plus.

4^o Si, à la fin de la première période, ou de la seconde en cas de renouvellement, l'emprunteur ne s'est pas

acquitté, le Gouvernement se charge de la vente du coton et en paie le produit à l'emprunteur après défalcation du montant qui lui est dû.

Le Gouvernement prit à sa charge tous les frais de l'opération : frais d'emmagasiner, d'assurance, salaires du personnel, employés et ouvriers, etc...

En 1927-1928 et 1929-1930 les mêmes dispositions furent prises avec la seule variante que la quantité maximum du coton à donner en gage fut portée à 500 cantars. Voici un tableau.

Années	Montant des avances en L. E.	Désignation		Quantités données	Désignation en cantars		Frais en- cours
		Par l'entremise banques	Par l'entremise moudrieux		données aux banques	données aux moudrieux	
1926-1927	2.035.969	921.824	1.114.145	575.740	254.228	321.512	47.410
1927-1928	352.799	103.308	249.431	100.434	29.138	71.296	19.497
1929-1930	598.808	200.536	398.272	168.899	57.685	111.214	

En 1929, le Gouvernement promulga la loi n° 54 de 1929 en vue de développer son aide aux cultivateurs en leur fournissant des graines sélectionnées, des meilleurs engrais et les sommes dont ils auront besoin pour faire face aux frais de la culture. Ce faisant, le Gouvernement n'avait que le légitime souci de leur éviter d'emprunter à des taux élevés ou de vendre leur coton avant sa maturité à des conditions extrêmement désavantageuses. Le montant total des avances s'est élevé à L.E. 1.717.000

Dans cette voie, le Gouvernement alla jusqu'à mettre à la disposition des cultivateurs des sommes pour la cueillette de leur coton. Mais cette dernière expérience n'a eu qu'un succès très relatif : le montant total des avances s'est élevé à L.E. 33.083 et le nombre des emprunteurs à 3.710.

Distribution des semences et engrais :

L'action du Gouvernement ne se borna pas à offrir des avances aux cultivateurs. Il a déployé d'autres efforts pour alléger leurs charges et les habituer à utiliser des graines sélectionnées ainsi que de bons engrais chimiques.

En ce qui a trait aux graines, nous avons vu précédemment que le Gouvernement entreprit l'essai de la distribution de bonnes graines afin de combattre les manœuvres frauduleuses des négociants étrangers. Mais nous avons vu aussi que les efforts déloyaux qu'ont tentés les négociants étaient de nature à arrêter cette tentative. Cependant, le Gouvernement ne désespéra point et de nouveau en 1910, il a assumé cette charge tout en suivant une politique de distribution progressive et méthodique. A titre d'essai, la distribution fut limitée à une seule province. Le montant total augmenta d'année en année pour atteindre en 1919 L. E 529.000.

Toutefois jusqu'en 1922-1923 aucun crédit n'était prévu pour cette opération : les sommes déboursées de ce chef figuraient au compte « suspens » pour être régularisées lors de leur remboursement.

Saison cotonnière	Sommes déboursées L. E.	Saison cotonnière	Sommes déboursées L. E.
1910-1911	1.632	1917-1918	314.588
1911-1912	52.362	1918-1919	365.124
1912-1913	97.487	1919-1920	529.633
1913-1914	148.226	1920-1921	304.952
1914-1915	57.026	1921-1922	244.267
1915-1916	122.569	1922-1923	183.558
1916-1917	185.175		

En 1923-1924, le Ministère de l'Agriculture a fait sui-

vre cette tentative d'une autre non moins heureuse lorsqu'il entreprit l'importation d'engrais chimiques en vue de la vente à crédit aux petits cultivateurs. Au début, la distribution se faisait aux quais des gares, et ce jusqu'au moment où il a ménagé de dépôts spéciaux pour la distribution des graines et engrais.

Le Ministère de l'Agriculture s'en chargea — jusqu'à la création de la Banque Agricole de Crédit — de la manière suivante :

1° Vendre à terme, au début de chaque saison agricole, à tout propriétaire ou groupe de propriétaires d'un « téklif », ce dont ils ont besoin d'engrais à condition que le prix total ne dépasse pas le montant des impôts frappant leur terre. Les locataires pouvaient bénéficier de cette mesure moyennant la garantie des propriétaires ;

2° Fournir à tout propriétaire (ou groupe de propriétaires) d'un « téklif » les semences dont ils ont besoin à condition que le prix ne dépasse pas le montant des impôts établis sur le « téklif ». Les locataires, tout comme dans le premier cas, pouvaient en bénéficier.

Dans les dernières années de son activité, le Ministère de l'Agriculture déclara être disposé à vendre les semences et engrais au comptant à condition :

1° Que la quantité de graines à la disposition du Ministère le permette ;

2° Que l'acheteur s'engage par écrit, pour ce qui est des engrais, qu'il fera usage des engrais pour ses propres cultures et qu'il n'en fera pas le commerce.

Pour la vente à terme, des facilités de remboursement

furent accordées pour ne pas importuner les cultivateurs¹.

Les débours en engrais et graines depuis 1923 sont donnés ci-dessous :

Années	Sommes prévues au budget L.E.	Sommes dépensées L.E.
1923-1924	456.000	448.861
1924-1925	570.000	547.097
1925-1926	773.000	701.444
1926-1927	732.204	676.775
1927-1928	1.000.000	938.226
1928-1929	1.000.000	926.352
1929-1930	1.000.000	934.553

Avances aux Sociétés coopératives :

Depuis la promulgation de la loi n° 23 de 1927 relative aux Sociétés Coopératives, les avances aux coopératives ont augmenté dans la mesure où s'est développé le mouvement tendant à la création de ces Sociétés, au point d'absorber le crédit de L.E. 250.000 ouvert en 1927 pour ces Sociétés. En 1930, un autre crédit de L.E. 100.000 leur fut ouvert.

*
* *

De ce qui précède, il ressort clairement que jusqu'à la création de l'Agricultural Bank en 1902, il n'y eût que de timides tentatives entreprises par le Gouvernement, d'une portée limitée et d'une efficacité douteuse. Il était animé des meilleures intentions quand il voyait le fellah en proie aux usuriers qui contribuaient plus encore que le Belharzia et l'Anklestoma à hâter sa ruine. Mais les bonnes intentions ne suffirent point et il fallait

1. Voir la Note de S. E. Abdel Wahab Pacha, p. 33.

une action vigoureuse et assidue. Pourtant, le Gouvernement a touché du doigt le véritable remède lorsqu'il songea à la création d'une banque de crédit agricole. Mais on se rappelle que le Gouvernement, estimant que semblable projet nécessite un capital appréciable, était gros de conséquences et indésirable au point de vue politique, abandonna l'idée. Peut-être a-t-il vu dans la création de l'Agricultural Bank, l'institution qui parviendrait à organiser le crédit agricole, délivrer les cultivateurs du joug odieux des usuriers et ainsi en assumerait la charge sans s'exposer à de graves risques. Dès le début, la Banque fit montre de très louables efforts et prodigua ses avances aux cultivateurs. Ceux-ci, tôt ou tard, auraient apprécié une institution à laquelle pour se sortir d'embarras, ils n'avaient qu'à s'adresser à des conditions autrement raisonnables que celles qu'exigeaient les usuriers. Mais il est regrettable que la Banque se soit si tôt écartée du but de sa création. Ses avances — notamment les petites — avons-nous vu, étaient devenues de plus en plus ~~rare~~ et son action se porta sur des opérations plus lucratives. Bref, la Banque malgré les formules décevantes qui accompagnaient sa création ne pouvait plus longtemps se trahir elle-même pour remplir indéfiniment le rôle d'une institution publique. Elle est avant tout un établissement particulier, elle va désormais l'être.

Les cultivateurs ont eu derechef recours à leurs procédés d'antan : l'emprunt à taux excessif et la vente de la récolte avant sa maturité. On voit réapparaître les essais. Tantôt on fait des avances sur la récolte, tantôt on accorde des prêts pour la préparation de cette récolte.

La distribution des engrais et des semences fut entreprise par le Ministère de l'Agriculture ; cet essai fut couronné de succès et rendit aux cultivateurs de grands services. En 1926-1927, le Gouvernement inaugura ce qu'on pourrait appeler la politique des avances, en entreprenant à ses risques et périls la mise à la disposition des cultivateurs de capitaux considérables. Mais malgré les efforts déployés en vue de généraliser la pratique des avances et d'en faire ressortir les avantages aux yeux des cultivateurs, les sommes avancées jusqu'à 1929-1930 ne dépassèrent pas quelques centaines de milliers de livres.

Le Ministère des Finances attribue l'échec que rencontrèrent les différents modes d'avances à de multiples raisons dont les principales sont :

1^o Les cultivateurs s'engagent de très bonne heure avec les négociants et ceux qui financent la récolte. La décision du Gouvernement d'accorder des avances vient beaucoup trop tard pour que les cultivateurs puissent en profiter.

2^o Malgré tous les efforts déployés en vue de la simplification, les formalités établies par le Gouvernement en matière d'avances sont excessivement longues comparées à celles auxquelles recourent les négociants et les usuriers. Les fonctionnaires chargés de l'opération ne sont pas familiarisés avec les usages rapides du commerce. Ils ne peuvent se départir des méthodes qu'ils ont pratiquées de tous temps et qu'ils croient être de nature à mettre leur responsabilité à l'abri.

3^o Le cultivateur croit que traiter avec le Gouverne-

ment par le canal des sarraf, omdeh, moudirieh, etc..., constitue une sorte de divulgation de ses secrets personnels, chose qu'il lui est possible d'éviter en recourant à d'autres moyens. Si l'on imagine ce qu'il y a dans les villages de contestations, de compétitions et de haines personnelles, on comprendra facilement pourquoi les paysans répugnent à recourir à l'Administration.

4° Les rapports intimes et de longue date existant entre les grands propriétaires et leurs locataires dans la plupart des régions font que ces derniers ne connaissent que les propriétaires qui leur fournissent la graine les engrais, et l'eau nécessaire à l'irrigation. Certains propriétaires perçoivent des prix et des loyers exagérés et aucun moyen ne permet aux locataires de se débarrasser de leur joug. Les locataires sont les débiteurs de leurs propriétaires d'un bout de l'année à l'autre et sont rivés à eux par plus d'une chaîne.

5° Le montant des avances — surtout celles accordées en vue de la préparation de la récolte — n'est guère employé à l'usage auquel il était destiné, mais il sert le plus souvent à satisfaire d'autres besoins. Le cultivateur continue à recourir aux moyens habituels en vue d'obtenir les fonds nécessaires à la préparation de sa récolte.

Le Gouvernement se rendant parfaitement compte de l'inanité de toutes ces mesures improvisées qui ne pouvaient assurer l'organisation du crédit agricole et encore moins réprimer les pratiques néfastes auxquelles recourent les villageois, décida de s'engager dans la véritable voie — bien qu'elle parut naguère très périlleuse —. Ainsi en 1929, nous étions au même point qu'en 1895 où

l'idée de création d'une banque agricole sous l'égide du Gouvernement préoccupait les esprits. Mais cette fois, c'était pour ne plus s'en écarter et il faut lui rendre justice en disant qu'il a fait preuve de ténacité et de bon vouloir en faisant rapidement aboutir ce projet tant attendu.

D'autre part, le Gouvernement était encouragé par l'exemple donné par l'étranger. Et s'il avait suivi l'expérience tentée à l'étranger sur d'autres terrains, autrement dangereux où le résultat fut déplorable (telle l'intervention sur le marché cotonnier), pourquoi ne pas suivre l'exemple donné par d'autres pays dans d'autres domaines où le résultat était des plus satisfaisants ?

Ces exemples ne manquent point, c'est ainsi que :

A. Le Gouvernement de Grèce a avancé à la Banque des Avances Agricoles 1.150 millions de drachmes (soit £ 3.067.000 environ) à un intérêt annuel moyen de 4 %. D'autres avances lui seront accordées quand le Gouvernement aura contracté l'emprunt extérieur de 16 millions de livres sterling en vue d'introduire des réformes dans les différentes entreprises de production.

B. Le capital de la Société des Avances Agricoles, dans l'État libre d'Irlande a été divisé en 500.000 actions de £ 1 chacune. Elles ont été mises en souscription de la façon suivante :

- 1^e Les banques £ 200.000 ;
- 2^o Le public £ 300.000 auxquelles viendront s'ajouter les actions non souscrites par les banques ;
- 3^o Le Ministre des Finances prendra toutes les actions qui n'auront pas été souscrites par les banques où le public.

Le Gouvernement garantit le capital des actions, ainsi qu'un dividende de 5 %.

Le Conseil d'Administration est composé de 7 membres dont 3 sont nommés par le Ministre des Finances qui aura le droit de nommer le Président, au cas où la souscription du Gouvernement dépasserait 200.000 actions.

C. En Angleterre, la loi organisant le crédit agricole, promulguée en 1918 a déterminé les rapports entre le Gouvernement et l'Agricultural Mortgage Corporation.

1° Le Gouvernement avance à la Corporation une somme ne dépassant pas £ 750.000, sans intérêts, et ce pour une période de 60 ans en vue de la constitution d'une réserve garantissant ses opérations ;

2° Il contribue pendant 10 ans, et pour une somme annuelle de £ 10.000 aux frais de l'Administration ;

3° Le Trésor est autorisé à s'engager à placer les obligations qu'émettrait la Corporation, pour une somme ne dépassant pas £ 500.000, et de souscrire le quart au plus de ces obligations ;

4° Tant que la Corporation restera débitrice du Gouvernement, celui-ci aura le droit de nommer un Administrateur.

SECTION II

LA BANQUE DE CRÉDIT AGRICOLE D'EGYPTE

Le Gouvernement égyptien ayant éprouvé la nécessité impérieuse de créer sous son égide un établissement de crédit agricole et suivant l'exemple donné par d'autres pays, s'est efforcé depuis l'année 1929 de reformer l'or-

ganisation de crédit agricole. La participation du Gouvernement fut approuvée par le Conseil des Ministres le 31 août 1929. L'étude du projet fut confiée au Conseil Économique qui la réalisa en même temps qu'un projet de loi qui fut approuvé par l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte le 24 juin 1930. Au mois de décembre de la même année, le Gouvernement saisit le Comité des Finances des projets de documents relatifs à la constitution d'une Société Anonyme Égyptienne et le Conseil Économique procéda de nouveau à la revision et à la mise au point de ces documents. . Le décret-loi portant sa création définitive fut promulgué le 25 juillet 1931.

Nous ne procéderons pas à une étude détaillée de cette institution laquelle dépassera le cadre de nos recherches. Nous indiquerons les traits saillants de sa constitution, les principes généraux qu'elle doit suivre et ce qu'elle a fait depuis sa création.

A. La nouvelle institution aurait pour mission.

1^o D'accorder des avances, à un terme ne dépassant pas 14 mois, pour l'achat de semences et d'engrais, pour les frais de la culture et de la récolte ;

2^o D'accorder des avances, à un terme ne dépassant pas dix ans, pour l'achat des machines agricoles et de bœufs, ou pour l'amélioration de terrains agricoles par le creusement de rigoles, canaux et drains.

3^o D'accorder des avances, à un terme ne dépassant pas 20 ans, en vue de la mise en valeur et de l'amendement des terrains pouvant bénéficier de travaux publics d'irrigation et de drainage ;

4^o Financer les sociétés coopératives agricoles, et d'une

façon générale, toutes institutions utiles à l'agriculture, en vue de leur création ou de leur développement.

B. La Banque se substituerait au Gouvernement dans ;

1° La vente à terme des engrais.

2° La vente à terme de la graine.

C. Le Gouvernement est autorisé à souscrire des actions de la Banque jusqu'à concurrence de la moitié de son capital, soit L.E. 500.000. Il est autorisé, en outre, à garantir aux actions représentant le capital originaire de la Banque, un dividende de 5 % de leur valeur nominale et à mettre à la disposition de la Banque à titres d'avances une somme totale de six millions de livres dont le Gouvernement ne pourra exiger le remboursement avant sa liquidation¹.

D. Le Gouvernement sera représenté au sein du Conseil d'Administration de la Banque dans une proportion qui ne doit pas être inférieure à sa quote-part dans le capital. L'Administrateur-Délégué ou l'Agent Supérieur chargé de la Direction de la Banque sera nommé par décision du Conseil des Ministres. Il a, en outre, un droit de veto pour veiller à la bonne marche des ces opérations.

La Banque s'est ainsi constituée pour prendre en main l'exécution de divers essais que le Gouvernement avait entrepris et d'une façon générale, pour faire face à ceux des besoins financiers de l'agriculture qui ne trouvaient pas satisfaction auprès des établissements de crédit établis dans le pays.

1. Dans le projet élaboré par le Conseil Économique, ces avances seront faites de la façon suivante :

Jusqu'à 3 millions de livres la 1^{re} année de la création de la Banque ; 1 million, la 2^e année ; 1 million, la 3^e année, 1 million, la 4^e année.

Toutefois, si l'on jette un coup d'œil sur les souscripteurs des actions de la Banque¹, on constatera que près de la moitié de son capital est souscrit par des banques étrangères. Le public égyptien, malgré une note du Gouvernement lui promettant la souscription des actions de la Banque, reste encore à l'écart. C'est ici que nous touchons le point faible de sa constitution. Loin de nous l'idée de méconnaître les services signalés rendus par les étrangers à l'Égypte et à maintes reprises aussi bien dans le domaine agricole que dans tout autre domaine de l'activité économique du pays. Cependant, nous aurions préféré que cette institution restât par dessus tout une œuvre purement nationale pour qu'elle puisse fonctionner sans heurts ni grincements. Affirmons, une fois pour toutes, que lorsque nous revendi-

1. Art. 5. Le capital social est fixé à un million de livres égyptiennes représenté par deux cent cinquante mille actions de livres égyptiennes, quatre chacune entièrement libérées, et souscrit de la manière suivante.

Le Gouvernement Égyptien	500.000
The National Bank Of Egypt	200.000
Banque Misr	100.000
Crédit Foncier Egyptien	100.000
Deutsche Orientbank, A.G.	23.500
Crédit Lyonnais	10.000
Land Bank of Egypt	10.000
Ottoman Bank	5.000
Banque d'Orient	5.000
Comptoir National d'Escompte de Paris	5.000
Banco Italo Egiziano	5.000
Barclays Bank (Dominion, Colonial and overseas)	5.000
Banque Belge et Internationale en Egypte	5.000
Banca Commerciale Italiana per l'Egitto	5.000
Compagnie de Gaz (Lebon et Cie)	5.000
Mosseri et Cie	4.000
Crédit Foncier d'Orient	3.000
Ionian Bank	2.500
Caisse Hypothécaire d'Égypte	2.000

Total 1000.000

quons le caractère national de cet établissement, nous ne sommes nullement pénétrés de sentiments xénophobes exagérés ni de chauvinisme mal placé. Il ne faut pas oublier, après tout, que toutes les fois qu'on a eu recours aux banques étrangères même celles auxquelles le Gouvernement a reconnu de multiples avantages, elles ont entièrement échoué dans leur mission. Nous les comprenons parfaitement ; elles ne pouvaient aller dans cette voie jusqu'à sacrifier les intérêts de leurs actionnaires. Mais c'est précisément pour cela que nous critiquons la grande proportion des actions détenues en leurs mains. Le Gouvernement et le peuple en s'associant pour la cause de l'agriculture qui est la leur, pourraient être appelés à supporter de gros sacrifices que les banques étrangères ne sauraient accepter.

Une autre critique touchant au même ordre d'idées peut être fait, à l'encontre de cet établissement. C'est le nombre assez important d'étrangers dans la haute direction de la Banque. Nous ne nous lasserons pas de répéter nos bonnes intentions envers les étrangers qui ont fait notre éducation financière et bancaire. Néanmoins, un apprenti peut acquérir des connaissances suffisantes pour lui permettre un jour, de s'établir lui-même. C'est bien notre cas et la Banque Misr est une preuve irréfutable de la capacité des égyptiens dans la direction de banques. Et comme la Banque pourrait, ainsi que nous l'avons dit, être appelée à supporter des sacrifices que les établissements étrangers ne sauraient en aucun cas admettre, il faudra de toute évidence que ceux qui en assumeront la direction soient du peuple pour connaître

ses doléances qui sont les leurs et chercher par tous les moyens à y mettre fin.

M. le professeur Albert Wahl paraît connaître parfaitement nos bonnes intentions et la légitime ambition qui nous anime quand il dit dans la préface de la thèse du docteur Kamel Malache : « Les lecteurs de cet excellent ouvrage assisteront aux efforts qui, pendant de longues années, et, notamment en ces derniers temps, ont été pratiqués en Égypte pour créer et perfectionner les institutions de crédit, en s'aidant de l'expérience et de la collaboration des étrangers, mais avec l'ambition très légitime d'arriver peu à peu à se dégager de cet appui, sans méconnaître les services rendus et après leur avoir accordé une juste récompense. Tous les peuples sur lesquels les pays dont les institutions sont anciennes et perfectionnées ont établi leur emprise, caressent une semblable ambition. Elle n'implique aucune ingratitude, aucun souci d'abdiquer le dur fardeau de la reconnaissance »...



Il est nécessaire cependant, de formuler quelques principes directeurs que le Gouvernement autant que les dirigeants de la Banque ne doivent pas perdre de vue, si l'on veut mener cette entreprise à bonne fin¹.

1^o La Banque n'est pas une entreprise commerciale dans toute l'acception du mot. En effet, la plupart des opérations qu'elle aura à entreprendre sont de petites

1. Voir la Note de S.E. Abdel Wahab Pacha, p. 37.

opérations fort coûteuses et peu rémunératrices et qui furent la pierre d'achoppement des efforts de l'Agricultural Bank.

Si la Banque voulait réaliser de larges profits, cela ne serait qu'aux dépens du but essentiel de sa création. Il est évident, en effet, que si ses dirigeants prennent à cœur de réaliser l'objet visé par le Gouvernement, la multiplicité de petites opérations avec ce qu'elles comportent de frais et de faibles profits, sera inévitable.

2° Le Gouvernement doit se rendre compte du fait que la Banque est appelée à distribuer son secours là où il sera nécessaire et cela entraîne des sommes considérables qui dépassent les disponibilités actuellement mises à sa disposition. Il est donc de son devoir d'accroître les ressources de la Banque dans la mesure de ses possibilités.

3° Pour réussir pleinement dans sa tâche ardue, il faudrait que la Banque eut la possibilité de prendre place dans les villages et ainsi de représenter aux yeux des villageois l'institution la plus capable de leur assurer leurs besoins financiers et le commerçant le plus consciencieux dans la distribution des engrais et des semences ; toutes opérations à un taux tel que nul ne saurait lui faire concurrence. D'autre part, la Banque en se répandant dans les villages pourrait se rendre compte des besoins réels des emprunteurs et avoir la certitude que les fonds ne seront employés qu'en vue des besoins de la récolte et de l'agriculture.

4° Lorsque les Sociétés Coopératives se seront propagées dans la mesure souhaitée et que ces Sociétés

atteindront un degré de maturité et de stabilité telles qu'elles représentent les seules institutions auxquelles s'adressent désormais les cultivateurs, la nouvelle Banque se transformera en une Banque Centrale des Coopératives, fournissant à ces Sociétés les fonds nécessaires pour leur permettre de faire des avances à court terme.

5° La Banque ne saurait se passer d'une assistance effective et continue de la part du Gouvernement : assistance administrative, d'une part, en mettant à sa disposition les services des fonctionnaires d'État à l'Intérieur ; assistance matérielle, sous forme de fonds suffisants et à un taux modéré pour que la Banque soit toujours en mesure de répondre aux appels des cultivateurs. Sans ces deux formes d'assistance gouvernementale, la Banque ne pourra être en mesure de poursuivre sa tâche pour le bien des cultivateurs et du pays tout entier.

* * *

Procédons maintenant à un résumé succinct de ce que la Banque a pu réaliser depuis sa création :

Dans la crise actuelle, la Banque a contribué pour une large part à atténuer ses effets ruineux parmi les cultivateurs en général et les petits en particulier. Ainsi, il a prêté aux petits cultivateurs en vue de la cueillette de leur coton L. E. 7018, 926 m.m. Ses avances jusqu'au 31 décembre 1931 ont atteint L. E. 111.271 contre 71.537 cantars de coton, L. E. 2.940 contre 5. 738 ardebs de maïs, et L. E. 391 contre 856 ardebs d'arachide. Elle a distribué en semences 49. 925 ardebs de blé et 44.372 ardebs de fèves.

La Banque continue l'action du Gouvernement en offrant aux cultivateurs de graines sélectionnées et de bons engrais à des prix modérés et à des conditions convenables.

Le Gouvernement désireux de mettre fin aux ventes forcées de terrains à des prix inférieurs à leur valeur réelle, a mis à la disposition de la Banque une somme de L. E. 1.000.000 (il a été dit que cette somme, le cas échéant, pourrait être portée à L. E. 2.000.000). La dite somme est destinée — sauf dans des cas exceptionnels — à venir en aide à ceux des petits et moyens propriétaires qui sont particulièrement atteints par la crise.

Voici le résultat de son intervention jusqu'au 31 décembre 1931 :

Le nombre des procès dans lesquels elle était intervenue : 834

La superficie où la procédure d'expropriation fut arrêtée : 34.426 Feddan, 12 Kirats, 9 Sahms.

Les sommes utilisées à cette fin : L. E. 180.815 m.m. 867.

La moyenne par feddan L. E. 5. m.m. 252.

La cause déterminante de ce beau résultat n'est point la somme peu importante dont elle s'est servie, mais plutôt l'autorité morale dont elle jouit et la confiance qu'elle inspire, et comme telle, elle est plus à même que n'importe qui de rendre au pays des services notables et protéger efficacement la fortune nationale.

Si la Banque s'applique à réaliser sa mission, si ses dirigeants apportent à la cause de l'agriculture tout le zèle et toute la foi nécessaires, s'ils se laissent guider

uniquement par l'intérêt public sans servir des intérêts particuliers et s'ils restent pénétrés des principes précédemment développés, on pourra affirmer qu'une assise essentielle de notre vie économique nationale est solidement établie.

Si en terminant, nous tenons compte du fait que la Banque n'a pas encore eu le temps de faire sentir l'étendue de son action et donner la mesure réelle de ses services, les résultats actuels nous permettraient de bien en augurer et d'envisager l'avenir de son action avec beaucoup de confiance.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE COTONNIERE DU POINT DE VUE COMMERCIAL ET ECONOMIQUE

Nous étudierons dans deux sections les questions suivantes :

1° L'écoulement de la récolte ainsi que les dépenses qu'il implique.

2° Le système d'achat à l'intérieur et des marchés cotonniers en Egypte.

SECTION I

ÉCOULEMENT DU COTON¹

Écoulement de la récolte (marketing) signifie les diverses opérations par lesquelles passe le coton depuis sa récolte jusqu'à son arrivée au consommateur, en l'espèce, la filature.

1. Voir la Note de S.E. Abdel Wahab Pacha et le rapport de la Commission chargée (le 19 août 1931) d'enquêter sur les dépenses que nécessite le coton depuis sa cueillette jusqu'à son arrivée au port de consommation.

Au moment actuel, où les prix sont tombés à un niveau aussi bas, ces opérations se révèlent comme étant très onéreuses et constituent un lourd fardeau qui vient s'ajouter aux autres et menace d'accabler le cultivateur. Lorsque les prix étaient de 35 talaris le Sakel et 25 talaris l'Achmouni, personne ne prit la peine de réclamer une réduction quelconque et on acceptait de bonne grâce les différents débours et taxes ; « le coton paierait tout », disait un axiome. Aujourd'hui, où les prix sont respectivement aux environs de 10 et 13 talaris, la question se pose sous un autre aspect dont la gravité ne peut échapper à tous ceux qui, dans notre pays, s'intéressent aux questions cotonnières et qui réclame une prompt solution.

Afin de rendre cette proposition plus saisissable, nous donnons ci-dessous un tableau de dépenses d'après les renseignements obtenus de certaines grandes maisons d'exportation qui achètent le coton à l'intérieur et procèdent elles-mêmes aux différentes opérations nécessaires à son écoulement.

	Dépense par cantar de Kzfr El Zayat à Gènes	Dépense par cantar de Beni Korra à Liverpool
	P.T.	P.T.
Transport à l'usine d'égrenage	8.0	8.0
Égrenage	18.0	19.0
Emballage	1.5	1.5
Taxe du Gouvernement	20.0	20.0
Taxe municipale	2.0	
Transport de l'usine à la gare (P.T. 4 par B)	0.5	0.5
Nolis de Chemin de fer	4.5	10.6
Assurance jusqu'à Alexandrie	1.2	1.2
Commission de l'agence à l'intérieur	5.0	5.0
Frais divers à Alexandrie	5.0	5.0
Dépêches	1.0	1.0
Commission sur achat	5.0	5.0

Report.....

	Dépense par cantar de Kafr El Zayat à Gênes P.T.	Dépense par cantar de Beni Korra à Liverpool P.T.
<i>A reporter.....</i>		
Commission, couverture, contrats	2.0	1.5
Usure de sacs	3.0	3.0
Transport de Gabbari à la Chounak (P.T. 3,5 par B)	0.5	0.5
Frais d'entrée dans Chounahs (P.T. 3,5 par B)	0.1	0.1
Pesage (21 paras le cantar)	0.5	0.5
Frais de farfara	1.5	1.5
Frais de pressage	7.5	7.5
Frais d'emmagasinage (P.T. 3,5 par jour pour 15 jours ou fractions)	0.7	0.7
Frais d'assurance 15 jours à 6,5 %	0.1	0.1
Intérêts pour 15 jours sur 20 talaris, sakel et 15 sachmouni	0.9	0.6
Transport au bateau, 13 paras par balle	0.2	0.2
Droits douaniers	10.1	10.1
Assurance : taux 440 et 330	0.1	0.1
Nolis maritime	6.5	7.3
Total	105.4	110.5

Avant d'examiner les plus importantes parmi ces dépenses, on peut affirmer qu'elles ne sont guère, dans leur ensemble, en harmonie avec les prix actuels du coton. Une compression s'y impose donc. Néanmoins, si nous recommandons une réduction dans la plupart de ces dépenses, ce n'est pas parce que nous estimons que toute économie de ce chef profitera aux cultivateurs ; toujours est-il qu'une grande partie leur reviendra en fin de compte.

La Commission chargée d'examiner les frais qu'implique le coton depuis sa récolte jusqu'à son arrivée aux ports étrangers disait fort bien que la plupart des dépenses sont supportées par le producteur, tandis qu'une partie est supportée par la filature. Cette part aura indiscutablement ses répercussions sur le cultivateur ;

car toute réduction de ces frais pourrait accélérer le mouvement de la vente à l'étranger, ce dont l'intérêt est évident.

1° La taxe du Gouvernement sur le coton.

Cette taxe a été dictée par les circonstances spéciales où se trouvait le pays en 1919. Elle a eu pour but d'aider le Gouvernement dans sa lourde tâche à effectuer, sans de gros sacrifices, la fourniture du pays en céréales. Elle était de P. T. 35 par cantar. Mais l'état de prospérité et les hauts prix du coton étaient tels que la masse des cultivateurs l'avait supportée sans murmure. Mais une fois les circonstances spéciales disparues, il était naturel qu'on demandât son abolition. Et comme on suggérait d'affecter le revenu à la création d'une banque nationale agricole, toutes les voix, même celles qui l'avaient ardemment combattue dès son existence, furent unanimes à accepter la nouvelle solution, tant le besoin d'une banque agricole était réel.

Entre temps, elle fut réduite à deux reprises à P. T. 25 puis à P.T. 20. En l'état actuel, et à tout bien considérer, elle ne constitue pas moins une lourde charge puisqu'elle représente de 11 à 14 % du prix de l'Achmouni, proportion qui a dépassé toute prévision. Aussi des protestations s'élevèrent-elles pour demander la libération du producteur de cette charge que les conditions actuelles ne sauraient aucunement justifier. Mais d'un autre côté, il ne faut pas oublier qu'elle constitue une des ressources les plus importantes du budget qu'on ne saurait remplacer.

Une demi-mesure fut donc adoptée et la taxe fut réduite, le 7 septembre 1931, à P. T. 10.

Si nous acceptons son maintien, ce n'est que parce que nous la considérons comme un pis aller nécessaire dont il faut tâcher de s'écarter dès que les ressources du budget le permettront.

2° Egrenage et dépenses s'y rattachant :

Cette rubrique comprend les frais de transport jusqu'à l'usine d'égrenage, les frais d'égrenage et d'emballage ainsi que ceux du transport de l'usine d'égrenage à la gare du chemin de fer. Il résulte du tableau précédent que ces frais atteignent un total de P. T. 29. Au sujet de cette catégorie de dépenses, il est à relever que :

A) Les frais sont calculés à forfait et non sur une base réelle. Les frais de transport à l'usine sont calculés à P. T. 8 dans tous les cas et quelle que soit la distance jusqu'à l'usine. Il en est de même des frais de la gare, que la quantité soit grande ou petite, les usines chargent une somme fixe par balle.

B) Les frais d'égrenage diffèrent de localité en localité suivant le degré de compétition entre les usines, et d'autre part, suivant les frais généraux encourus par elles surtout pour les frais d'administration et les prix de pièces de rechange qui leur sont indispensables. Rien que comme frais d'égrenage, le cantar de coton paye P. T. 22 dans certaines régions.

Toutefois, il y a d'autres dépenses se rattachant à l'opération d'égrenage. Certaines usines de Mansourah, Benha et ailleurs comptent :

	P.T.
Couverture de la balle	1
Mélange	1
Pressage	3
Sélection du coton non égrené	3
.....	2
Total P.T.	10 par cantar

De ce qui précède, il ressort que les frais d'égrenage et ceux des opérations en dérivant tels que transport, mélange, couverture etc., arrivent à P. T. 40 par cantar, indépendamment des dépenses qu'implique la graine : tamisation, prix de sacs, etc.. s'élevant à P. T. 8 pour chaque quantité de graine extraite de chaque cantar de coton. Il n'en ressort pas moins, que dans les conditions actuelles du marché cotonnier, ces dépenses ont dépassé toute mesure raisonnable.

Quoique la Commission reconnaisse la difficulté d'arriver à une compression sensible, vu le grand nombre des usines qui parsèment le pays, elle entrevoit la possibilité de réduire d'un commun accord, certaines de ces dépenses.

Nous n'avons qu'à approuver toute mesure qui parviendrait à faire une compression quelconque, car c'est le producteur qui en sera le bénéficiaire.

3° *Nolis des Chemins de Fer :*

Les nolis de transport du coton et de la graine continuent à être hors de toute proportion avec les prix actuels. Voici quelques exemples du prix de transport du coton et de la graine de quelques localités jusqu'à Gabbari, en comparaison avec les prix en vigueur en 1913 :

Gare d'expédition	Coton par cantar ¹		Grains par ardeh	
	1913	1930	1930	1930
	MM.	MM.	MM.	MM
Mansoura	45	85	30	71
Zagazig	51	94	46	77
Mehalla el Kobra	38	73	36	63
Kafrel Zayat	18	54	20	50
Chebin el Kom	39	74	37	64
El Wasta	38	120	40	100
Beni Suef	40	121	45	105
Maghagha	44	124	50	114
Minieeh	48	127	55	124
Mellaoui	50	129	62	131

Que l'administration des Chemins de Fer puisse augmenter ses tarifs par rapport à ceux d'avant guerre, nul ne le conteste : ses dépenses ayant subi un accroissement considérable et l'état économique du pays le permettait. Mais le fait qu'elle maintient ses prix à un taux sans rapport avec les changements survenus et l'état de gêne où se trouve le pays actuellement est très critiquable. Dans presque tous les pays, on s'efforce de faire des chemins de fer un facteur économique qui fonctionne pour le bien-être de l'économie nationale sans tenir compte de déficits parfois considérables. Personne ne songe pour combler ce déficit à élever ou même à maintenir les tarifs à un niveau qui paralyserait l'activité économique du pays.

L'Administration des Chemins de Fer en Egypte devrait examiner sa situation et étudier avec soin les moyens de comprimer ses dépenses, en vue de faire de son tarif un instrument économique fonctionnant dans l'intérêt de l'économie nationale en même temps que dans l'intérêt du Trésor Public.

1. Transport sous la responsabilité du Gouvernement avec suppression de fractions de millièmes.

Tout récemment, le 19 août 1931, l'Administration a baissé ses tarifs. La Commission estime que si cette baisse de 26 à 45 % sur les courtes et moyennes distances avait produit pour celles-ci un résultat satisfaisant, elle est insuffisante pour les distances dépassant 250 kilomètres.

Quant à la graine, la baisse de l'ordre de 13 % sur les courtes distances et de 35 % sur les longues reste encore, vu la baisse des prix de la graine, insuffisante.

Si une réduction appropriée pouvait être obtenue, la baisse des tarifs de transport par voie fluviale suivrait fatalement. Ces taux étant encore bien élevés par rapport aux prix actuels :

TAUX DES DIFFÉRENTES COMPAGNIES DE NAVIGATION
POUR LE TRANSPORT PAR VOIE FLUVIALE JUSQU'À
ALEXANDRIE

	Coton	Graine
Minieh	5,5	6,5
Abou Gorgas	6	7
Mellaoui	7	8
Deyrout	8	9
Beni Qorra	10	11

Ce qui a été dit pour le nolis du coton et de la graine s'applique aux autres nécessités de l'agriculture qui contribuent actuellement à l'augmentation du prix de revient. Une baisse de tarif doit donc comprendre cette catégorie de dépenses.

4^o *Taxes des Conseils Municipaux et Locaux :*

Ces taxes étaient des droits d'octroi et rappelaient en quelque sorte le régime féodal qui constituait une entrave sérieuse au commerce dans l'enceinte d'un

même pays. Elles étaient l'objet de plaintes incessantes émanant de toutes parts. Partout où il y avait un Conseil Municipal ou Local, le coton était assujetti, lors de son passage, à cette taxe. Il arriva que la même marchandise la payait à plusieurs reprises.

En avril 1931, cette taxe par une décision du Conseil des Ministres fut abolie, et c'est une difficulté de moins.

5° Frais d'emmagasinage et d'assurance :

C'est là une autre catégorie de dépenses relatives à l'écoulement du coton, qui a son importance vue l'énormité des charges qui grèvent, de ce chef, la récolte.

Le fait qu'il n'existe pas à l'intérieur du pays de Chounahs et magasins où l'on pourrait emmagasiner de grandes quantités sans qu'elles se détériorent et en les assurant à un taux modéré, explique en partie les dépenses importantes que subit le coton¹ dès son arrivée à Alexandrie. D'autre part, les achats considérables du Gouvernement ont contribué à élever le loyer du Chounah au point de payer jusqu'à P. T. 75 pour un mètre carré, lequel ne contient qu'une balle pressée hydrauliquement.

L'emmagasinage du coton à Alexandrie se fait soit dans les Chounahs des banques ou des Sociétés de pressage ou bien dans des Chounahs spéciales à Minet El Bassal appartenant à des maisons d'exportations.

Alors que les taux de magasinage appliqués par les Sociétés de pressage et les exportateurs sont de 3 1/2

1. Le coton dont il est question ici est celui qui arrive à Alexandrie pressé hydrauliquement.

millièmes par jour et qui tombent à 2 1/2 millièmes si la société emmagasinant le coton est chargée de son pressage (avant de l'expédier à l'étranger), les taux appliqués par les banques varient entre P. T. 6 et P. T. 12 par balle et par mois.

Les taux d'assurances pratiqués par les Chounahs et Sociétés de pressage sur le coton (celui pressé hydrauliquement) diffèrent selon que les Chounahs des Sociétés sont ou non munies d'appareils extincteurs d'incendie.

Taux ordinaire	20,25 % ^o par an
Taux avec haute pression d'eau	16,20 % ^o par an
Taux avec spinklers	6,50 % ^o par an

Les banques appliquent au coton emmagasiné dans leurs Chounahs un taux variant entre 1/8 et 3/8 pour cent et par mois.

Si le coton arrivant à Alexandrie était immédiatement pressé à la vapeur, ces dépenses seraient réduites au tiers environ en ce qui a trait aux frais d'emmagasinage et à la moitié en ce qui concerne les frais d'assurance. En effet, l'espace nécessaire pour emmagasiner une balle pressée hydrauliquement suffit pour contenir trois balles pressées à la vapeur. D'autre part, rien n'empêche de mettre plusieurs balles l'une au-dessus de l'autre.¹

De fait, les frais d'emmagasinage qui sont calculés à 2 1/2 millièmes par jour et par balle pressée hydrauliquement, tombent à 1 1/4 millièmes par balle pressée à la vapeur.

Les taux d'assurance de leur côté, subiraient une réduction qui serait près de moitié du taux du coton

1. Voir la note page 46.

pressé hydrauliquement, s'il était pressé à la vapeur.

De ce qui précède, on peut dégager deux conclusions :

1^o Les taux d'emmagasiner et d'assurance pour le coton pressé à la vapeur sont sensiblement inférieurs à ceux appliqués au coton pressé hydrauliquement.

2^o Des sommes énormes pourraient être économisées annuellement s'il était possible de presser le coton à la vapeur dès son arrivée à Alexandrie¹.

On se demande, dès lors à juste titre, pourquoi ne presse-t-on pas le coton à la vapeur dès son arrivée à Alexandrie ? Une petite explication s'impose.

Ce qui empêche cette opération, c'est que les exportateurs considèrent encore le système des types comme la base de vente des cotons égyptiens. Chaque maison d'exportation a ses propres types (différents mélanges) d'après lesquels elle vend aux filateurs et conformément auxquels se font les demandes. C'est pourquoi les exportateurs laissent le coton sans le presser à la vapeur jusqu'au moment où il leur est possible de constituer les types selon les demandes qu'ils reçoivent.

Cependant, il n'est pas absolument impossible de trouver à cette question une solution acceptable en adoptant des types modèles « Standard Types ». L'adoption de ces types en plus des économies appréciables qu'on parviendrait à réaliser, faciliterait davantage l'écoulement des cotons égyptiens, car ils seraient

1. D'après les statistiques des trois dernières années (jusqu'en 1930) la moyenne du stock de coton à Alexandrie atteint 2.600.000 cantas, évalués à 14 millions de livres il s'ensuit que l'économie à réaliser annuellement sur les frais d'emmagasiner et d'assurance atteindrait un million et demi de livres (voir la Note du Gouvernement, p. 46).

établis d'après des types connus de tout le monde selon lesquels se feraient désormais les demandes, et du même coup contribuerait à maintenir le renom de nos cotons : le mélange entre variétés différentes deviendrait plus aisé à découvrir.

Cette solution est pourtant loin de rallier l'approbation unanime des exportateurs. Alors que certains d'entre eux, et non les moindres, admettent la mise à exécution de ce système de « Standard Types », d'autres restent attachés au système en vigueur.

Le Comité International du coton Egyptien¹ que préside notre éminent Sous-Secrétaire d'État Abdel Wahab Pacha, dont les différents efforts suivis et méthodiques obtinrent de grands succès dans la solution d'autres problèmes bien plus difficiles, pourrait trouver un accord qui mette fin au système actuel et ainsi permettra de réaliser les bons résultats auxquels nous faisons à l'instant allusion.

6° Différentes dépenses faites à Alexandrie :

Il suffit de jeter un coup d'œil sur un relevé de comptes de vente de coton adressé par une banque à l'un de ses clients pour se rendre compte des différentes sortes de dépenses calculées à charge du vendeur, indépendamment du courtage officiel :

1. Le Comité international où sont représentés les producteurs, les exportateurs et les filateurs fut constitué en 1927 afin d'entretenir des rapports suivis avec les filateurs pour que nous soyons fixés de façon précise et constante sur les variétés les plus appropriées à leurs besoins et de connaître leurs doléances en tout ce qui se rapporte au coton égyptien.

Commission.

Courtage de l'opération de couverture par contrats.

Amortissement du prix des sacs.

Transport de la gare de Gabbari à la Chounah.

Frais de pesage.

Dépêches.

Frais généraux.

Port de lettre.

La Commission varie entre $1/4$ pour cent et 1 %, le courtage entre $1/8$ et $1/2$ pour cent, le pesage entre 5 et 17,5 millièmes. Ces frais diffèrent dans leur taux et leur nombre suivant les banques ; ils n'ont presque pas de base et constituent une lourde charge pour le coton.

Si les dépenses calculées étaient celles encourues effectivement ou si, du moins, elles s'en rapprochaient, il n'y aurait eu aucun sujet de plainte. Mais les choses se passent bien autrement : les diverses dépenses sus-mentionnées ne sont que de pures estimations, exagérées à l'avantage du négociant ou de la banque. Pour toutes ces dépenses, les sommes qu'on fait payer par les clients ne sont en aucune façon comparables à celles que ces banques déboursent effectivement.

Sur ces dépenses aucune réduction ne pourrait se faire, si elle n'émanait pas des banques et des négociants eux-mêmes. Nous n'avons en notre pouvoir aucun moyen de leur ordonner pareille réduction, donc nous n'avons qu'à attirer leur attention sur le fait que la situation économique du pays aujourd'hui rend impérieuse cette compression, situation dont ils ne doivent pas ignorer les répercussions ; car, après tout, la sauve-

garde de la fortune publique et la bonne marche des affaires ne sauraient les laisser totalement indifférents : leurs propres intérêts sont liés à la prospérité générale.

En montrant que ces frais constituent une lourde charge et, par conséquent, doivent être comprimés, nous n'avons aucunement l'intention d'imposer un sacrifice quelque minime qu'il soit à ces banques ou bien de leur demander de ne pas faire de ces opérations une source de profit ; nous leur demandons simplement de se contenter d'un profit raisonnable.

L'Égypte ne sera pas le premier pays à avoir pensé que la compression du prix de revient sous ce chef profitera au producteur. Les États-Unis en ont fait un examen approfondi pour l'avantage du producteur et du consommateur que lient, malgré l'apparence, nombre d'intérêts communs. Les Sociétés Coopératives d'Amérique s'étaient préoccupées de réduire les dépenses de l'écoulement de la récolte dans ses différentes phases. Il a suffi qu'elles interviennent pour qu'on soit assuré à l'avance du résultat voulu, fut-ce au prix des efforts qui apparaîtraient aux autres groupements comme pratiquement impossibles. Elles ont examiné la question de l'égrenage à laquelle elles n'ont trouvé [d'autre solution que de s'en charger elles-mêmes. C'est ainsi qu'elles ont participé dans plusieurs usines et que cinquante usines modernes sont aujourd'hui leur propriété. Elles se sont également préoccupées des frais de transport qui étaient exagérés, comme elles se sont évertuées à réduire les frais d'emmagasiner et d'assurance qui étaient énormes. Des entrepôts modèles

leur appartiennent actuellement. Bref, elles n'ont pas ménagé leurs efforts pour rendre plus modérés les frais d'écoulement du coton. Le Gouvernement Américain, de son côté, a contribué dans une grande mesure à faciliter leur besogne. La promulgation de l'« Agricultural Marketing Act » en 1929 est l'une des mesures par lesquelles le Gouvernement a assuré à ces sociétés son assistance et son appui dans la voie des économies en vue de réduire les frais de distribution et d'en perfectionner les modes.

SECTION II

BRÈVE ÉTUDE DU SYSTÈME D'ACHAT A L'INTÉRIEUR ET DES MARCHÉS COTONNIERS EN ÉGYPTÉ¹.

« Bien que le grand marché du coton égyptien soit à Alexandrie, beaucoup de transactions s'effectuent déjà à l'intérieur, sur les lieux mêmes de la production entre agriculteurs et négociants achetant pour leur propre compte ou pour le compte de négociants exportateurs, avant ou après la cueillette ». C'est ainsi que notre maître Kamel Malache résume le système d'achat à l'intérieur (page 121) que nous allons décrire dans les lignes suivantes.

Les producteurs procèdent de diverses manières à

1. Voir le compte-rendu du Congrès international du coton, Le Caire, 1927.

Voir la thèse de M. Zaki Abd el Motaal, *Les Bourses en Egypte* ; la thèse de notre maître Kamel Malache, *Les instruments de circulation et les institutions de crédit* ; le Guide Cotonnier de 1930, l'article de M. Jacques Lumbroso, *l'Egypte Contemporaine*, n° 2, le coton, son influence sur la prospérité générale de l'Égypte et la Note du Gouvernement.

l'écoulement de leur récolte cotonnière. Les uns, vendent leur coton aux petits négociants établis dans la localité ; d'autres le transportent à la « Halaga » ou au marché le plus proche pour y être cédé au plus offrant ; d'autres enfin acheminent leur coton vers la « Zarbia » ou entrepôt géré par des particuliers ou bien par des banques et propriétaires d'usines d'égrenage.

Les « Halagas » sont généralement des enclos entourés de petits dépôts que louent des courtiers en coton pour y procéder à la vente et au pesage moyennant un léger courtage que leur payent les cultivateurs en sus d'une redevance perçue à titre de loyer pour occupation de la « Halaga ».

En 1912, le Gouvernement prit l'initiative d'établir des « Halagas » dans tout le pays sur une grande échelle¹. Il les a soumises jusqu'à un certain point au contrôle des Conseils des Moudiriehs puis à celui des Conseils Municipaux et Locaux. Ces Conseils surveillent actuellement le fonctionnement des « Halagas » d'une façon plus méthodique afin de permettre au petit cultivateur de connaître les prix pratiqués à la Bourse durant toute la matinée à la place d'Alexandrie, tant à la Bourse des Contrats qu'à celle de Minet El Bassal. Le pesage est mieux contrôlé que par le passé.

Le coton n'est pas nécessairement vendu le jour même de son arrivée à la Halaga. Mais puisque les cultivateurs, d'une façon générale, éprouvent le désir de regagner le jour même leurs villages, ils sont tout disposés à se défaire de leur coton au plus offrant.

1. Voir les *Bourses en Egypte*, pp. 161 et ss.

Avant l'offre, tous les sacs de coton sont soumis à l'échantillonnage par les différents acheteurs ; une fois l'affaire conclue, le coton est pesé et l'acquéreur l'emporte.

Les « Zarbias » sont des magasins ou des enclos de différentes dimensions où les cultivateurs peuvent déposer le coton destiné à la vente, de la même manière qu'aux « Halagas », mais avec cette différence qu'elles ne sont pas soumises au contrôle gouvernemental.

Les avantages qu'offrent aux producteurs les « Zarbias » sur les « Halagas » sont de pouvoir y déposer leur coton et d'obtenir des avances, soit des banques ou des négociants locaux, sans être contraint de céder leur récolte si les prix ne leur conviennent pas.

En plus des méthodes exposées, un grand nombre de producteurs transportent leur coton aux usines d'égrenage qui leur délivrent un récépissé (warrant) sur lequel les banques ou les négociants locaux leur accordent des avances.

Ils restent donc maîtres de choisir le moment qu'ils jugent opportun pour la vente de leur récolte, tout comme pour le dépôt en « Zarbias ».

Malgré le perfectionnement dont le système d'achat à l'intérieur était l'objet, ce système reste encore à la fois défectueux et incomplet. Défectueux, puisque les « Zarbias » sont sans contrôle gouvernemental et le fellah est parfois la victime de certains acheteurs qui le trompent dans le poids, la qualité de son coton et même dans le prix réel du marché. Le Gouvernement, avons-nous vu, pour mettre le fellah à l'abri de tout

abus de ce chef, a créé les « Halagas » où le coton est pesé par des peseurs officiels et où les prix pratiqués à la Bourse sont affichés. Incomplet, car la propagation des « Halagas » en Haute-Egypte n'a jamais réussi et le fellah reste sans protection. D'autre part, il n'y a pas une institution, tout au moins jusque l'an dernier, qui assure des avances aux cultivateurs pour leur permettre d'assurer le financement de la récolte.

Si l'on arrive à généraliser les « Halagas » ou toute autre institution qui puisse protéger le fellah contre les abus précédemment signalés, le système d'achat à l'intérieur deviendra satisfaisant, surtout si l'on tient compte du fait que la Banque de Crédit Agricole fait des avances sur le coton et ainsi permet aux cultivateurs de rester maîtres de leurs récoltes jusqu'au moment le plus propice à la vente.

L'achat par anticipation : Il y a deux méthodes pour l'achat de la récolte cotonnière aux cultivateurs : l'une à prix fixé, elle peut être faite soit (le plus souvent) avant la récolte, soit après. La vente avant la récolte est dangereuse pour le planteur qui est obligé de livrer une quantité déterminée de coton ; car il arrive quelquefois une différence dans la quantité de coton produit par la plante ; le producteur se la procure sur le marché et il se peut que les cours du jour soient plus élevés que celui de la vente.

Mais cette méthode est de moins en moins pratiquée parce qu'elle rend le cultivateur indifférent aux fluctuations du marché, fluctuations qui pourraient être énormes.

Aussi, depuis assez longtemps, préfère-t-on l'autre méthode qu'on dénomme on-call, c'est-à-dire à écart au-dessus ou au-dessous des cours pratiqués à la Bourse des marchandises à terme. La fixation du prix définitif est laissée aux choix du vendeur et doit avoir lieu dans la limite de temps convenue à l'avance.

La faveur dont jouit cette méthode est due, pour une large part, à l'avantage qu'elle offre aux planteurs de n'effectuer la vente qu'au moment jugé opportun pendant la période déterminée d'avance et, d'autre part, au fait que le cultivateur puisse obtenir une grande partie du prix de sa récolte pour subvenir aux besoins de cette récolte.

Les inconvénients de cette pratique pourraient être résumés ainsi :

1^o Le coton vendu (à Alexandrie) est basé sur le classement moyen du Fully Good Fair¹ au poids de 100 rotolis par cantar. Le coton en graine livré par le cultivateur pèse 315 rotolis et donne après l'égrenage de 102 à 103 rotolis du coton en fibre (pur) et 2/3 ardeb en graine de coton. En calculant la valeur de la graine et le surplus du rendement et en déduisant tous les frais subis par le négociant, il reste une différence qui serait de beaucoup supérieure à la prime (dans le cas où la vente se fait à tant de points au-dessus du prix du marché) et aux intérêts dus sur les avances payées.

2^o Vers le mois de mars de presque chaque année, se produit un mouvement de baisse qu'on ne saurait

1. Le coton est classé d'après les grades que voici : « Flair », « Fully Fair », « Good Fair », Fully Good Fair », « Good » et « Fully Good ».

expliquer autrement que par l'achat par anticipation.

Les contrats donnent au cultivateur le droit de choisir le moment qui lui plaira pour réaliser la vente, pendant une période qui s'étend ordinairement du mois de novembre au mois de mars. Le cultivateur, selon la juste définition de M. Lumbroso du contrat à fixer, contre sa récolte, détient en spéculation un contrat à la hausse. Il caresse toujours l'espoir de voir les prix hausser et recourt à des reports parfois réitérés jusqu'au dernier moment. A ce moment des ordres de vente multiples arrivent sur le marché amenant avec eux une baisse rapide dans les cours et la masse des cultivateurs se trouve finalement très éprouvée².

C'est pour parer à cet inconvénient que le Gouvernement essaya de plusieurs autres moyens, entre autres la pratique des avances et l'intervention sur le marché que nous avons déjà l'une et l'autre décrites.

Après la création de la Banque de Crédit Agricole, nous pouvions nourrir de grands espoirs de voir disparaître cette néfaste pratique. De par son statut, la Banque fournira aux petits cultivateurs les sommes indispensables pour la bonne marche de leurs travaux agricoles et de la sorte leur épargnera la nécessité de vendre la récolte par anticipation.

2. M. G. Khalatte Président de la Commission de la Bourse des marchandises, dans sa conférence prononcée au Congrès International (1929) disait : « En raison de l'énormité des quantités vendues à prix fixé, résulte une pression parfois effrayante sur le marché qui avec cette autre baisse produite par les baissiers font tasser les cours d'une façon qui sème le désarroi ».

Les Marchés Cotonniers et leur réglementation.

Les opérations relatives au coton se font dans deux bourses : la Bourse des marchandises à terme ou Bourse des Contrats et la Bourse du disponible ou Marché de Minet El Bassal.

La Bourse des marchandises à terme est régie par un règlement général sanctionné par un Décret Royal. Un règlement intérieur promulgué par arrêté du Ministre des Finances vient compléter le règlement général.

Les deux règlements sont entrés en vigueur depuis le 26 juillet 1926.

Le Ministère des Finances ayant remarqué certaines lacunes dans l'un et l'autre des règlements, a attiré sur ce fait l'attention de la Commission de la Bourse. La Commission entreprit l'étude des modifications à introduire dans ces règlements. De son côté, le Gouvernement constitua le 15 novembre une Commission sous la présidence du Sous-Secrétaire d'État aux Finances, en vue d'étudier la réglementation en vigueur à la Bourse des Contrats pour y introduire les réformes nécessaires. La Commission, après avoir consulté la Commission de la Bourse, soumit sa proposition au Ministre des Finances. Le règlement fut modifié et le décret royal le sanctionnant fut promulgué en décembre 1927.

Des modifications importantes furent introduites en ce qui a trait aux conditions d'admission des courtiers et particulièrement au capital qu'ils doivent posséder et dont le minimum fut porté de L. E. 5.000 à L. E. 10.000. Les remisiers et les Jobbers furent assujettis à une réglementation rigoureuse et cela pour empêcher tout abus possible.

La création d'un Fonds de garantie est, peut-être, la plus importante réforme introduite par le nouveau règlement. Ce Fonds est alimenté par des apports obligatoires faits par les courtiers ainsi que par les taxes payées également par eux sur leurs opérations. La raison d'être de ce Fonds est de permettre de faire face, provisoirement, aux engagements pris par les courtiers, dans le cas d'une défaillance de l'un d'eux. Ainsi le Fonds empêche la perturbation qu'occasionnerait la défaillance des courtiers. Il a un autre avantage tout spécial auquel la Commission de la Bourse a fait allusion dans un rapport soumis à la Commission Gouvernementale sus-mentionnée où elle disait :

« Cette caisse constitue un nouveau lien de solidarité entre les courtiers, non seulement financier, mais moralisateur, car le Fonds étant commun à tous, les courtiers auront intérêt à le conserver intact en prévenant les tentatives hasardeuses qui pourraient l'affecter. Ayant un intérêt matériel à éviter les défaillances, les courtiers feront l'impossible pour arrêter à temps les opérations dangereuses du collègue, en provoquant l'intervention opportune de la Commission ».

Ces différentes réformes qui furent édictées par le souci d'assurer la bonne marche des affaires et d'empêcher les manœuvres factices et de préserver le marché des facteurs menaçants son existence, restent encore insuffisantes et les plaintes sont très nombreuses.

Le Ministère des Finances, après la mise à exécution de la nouvelle réglementation pendant quatre ans, est d'avis qu'il existe actuellement certains défauts auxquels

il faudra porter remède rapidement. La question du choix et du contrôle des Censeurs, celle des opérations qui se font hors bourse et celle de la spéculation des courtiers et de leurs assistants, sont des exemples entre autres qui doivent être révisés.

Quand à la Bourse du disponible (marché de Minet El Bassal) sa gestion est entre les mains d'une Société privée : « The Alexandria General Produce Association¹ ». Le règlement auquel sont assujettis les opérations faites au sein de cette Bourse est l'œuvre de cette Association. Depuis sa fondation définitive en 1885, cette Bourse n'était assujettie à aucun contrôle gouvernemental.

Le fait que la dite Bourse est régie souverainement par une Association privée fut la cause de beaucoup de plaintes émanant surtout du public égyptien. M. Zaki Abd El Motaal dit dans son excellente thèse « Les Bourses en Egypte » ce que nous reproduisons ci-après :

« L'Alexandria General Produce Association » dont relève cette Bourse domine très nettement le marché et exerce son action souvent dans l'intérêt des négociants exportateurs en sacrifiant les véritables intérêts du pays.

On se méfie de ces négociants, c'est du moins l'état d'esprit que l'on peut constater parmi le public égyptien. Ils exercent une certaine influence sur les courtiers et dans ce cas, en pratique, ils exercent un pouvoir qui

1. Voir la conférence de M. Ullmann au Congrès cotonnier de 1927 où il donne un aperçu complet des attributions de cette Association.

n'est pas tout à fait dans l'intérêt général du pays ».

Le Ministère des Finances a estimé que l'assujettissement de cette Bourse, comme celle des marchandises, au contrôle du Gouvernement pourrait faire cesser les plaintes et assurer la bonne marche des affaires au profit de ceux qu'intéresse cette Bourse sans distinction entre eux.

Un projet fut élaboré dont voici les plus importantes dispositions ¹ :

1^o La Bourse de Minet-El-Bassal devient un marché officiel dont le règlement général sera sanctionné par un Décret Royal et les deux règlements intérieurs promulgués par arrêtés pris par le Ministre des Finances, ainsi que cela se pratique pour la Bourse des Marchandises.

2^o Un Commissaire du Gouvernement sera nommé auprès de la Bourse, dont le rôle serait de veiller à la bonne exécution des lois et règlements en vigueur et de signaler toutes infractions au Ministre des Finances. Le projet lui a assigné des attributions identiques à celles prévues pour le Commissaire du Gouvernement près de la Bourse des Marchandises. Il a le droit d'assister aux réunions de l'Assemblée Générale ainsi qu'à celles des différentes Commissions, du Conseil de Discipline et du Tribunal Arbitral. Un droit de veto lui a été accordé, en vertu duquel il lui est possible de suspendre l'effet de toute décision qu'il considère contraire

1. Nous ne sommes pas absolument certains de l'entrée en vigueur de cette réforme. Tout ce que nous connaissons, c'est que le projet fut prêt depuis l'été dernier et attend qu'un décret le sanctionne.

aux lois et règlements en vigueur. Le projet stipule que toute modification dans le Règlement Général doit être sanctionné par un Décret et tout changement dans les deux règlements intérieurs doit être promulgué par arrêté pris par le Ministre des Finances.

3° Les négociants de l'intérieur et les producteurs n'étant pas représentés au sein de la Bourse du Minet El Bassal ni des Commissions actuelles, les conditions établies pour l'admission des membres contribuent à leur faciliter l'accès de la Bourse. En outre, il a été stipulé qu'au sein de la Commission de direction, les producteurs seront représentés par 7 membres et les négociants de l'intérieur par 4. Cette Commission sera ainsi composée :

- 7 membres représentant les producteurs ;
- 4 membres représentant les négociants de l'intérieur ;
- 16 membres représentant les exportateurs ;
- 4 membres représentant les banques ;
- 1 membre représentant la Bourse des Contrats.

32 membres

Cette dernière réforme tend à combler la lacune de l'organisation actuelle qui ferme ses portes aux producteurs. Il est vraiment paradoxal de ne pas voir les producteurs, qui sont la base de la richesse du pays et qui sont plus intéressés que quiconque au mouvement du marché d'Alexandrie, figurer dans la Commission de la Bourse à côté des exportateurs qui ne représentent que des intérêts particuliers.

Si nous avons parlé successivement de deux Marchés Alexandrins et de leur réglementation, c'était pour donner une idée plus précise des marchés du plus im-

portant de nos produits. Nous avons montré, en passant, les lacunes et les efforts qui travaillent de toutes manières pour y remédier et apaiser les sujets de plaintes. Nous avons passé outre les détails, car notre objectif n'était pas d'aborder l'étude des Bourses en Egypte¹, mais avant tout de démontrer les défauts pour pouvoir demander ensuite à ceux qui tiennent en mains les leviers de commande de notre pays d'employer leurs efforts à faire du marché cotonnier un instrument fonctionnant pour le bien de tous les intéressés et celui du pays tout entier.

1. Voir particulièrement, sur tous ses points, l'ouvrage excellent de M. Zaki Abd el Motaal.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE COTONNIÈRE DU POINT DE VUE INDUSTRIEL

Il faut examiner, en premier lieu de façon concise, si l'Égypte peut devenir un pays industriel¹, ou bien, comme le prétendent certains, si l'Égypte est condamnée à demeurer toujours un pays uniquement agricole et par conséquent, devrait consacrer tous ses efforts à l'agriculture qui pourvoirait amplement aux nécessités croissantes de sa population. Le surplus — puisqu'il y en aurait un — servira au relèvement social du pays. Tout effort déployé dans d'autres branches d'activité serait peine perdue. Il vaudrait donc mieux s'en abstenir.

Cette légende a pris corps avec le temps au point de figurer sur nos manuels de géographie où on lit : « L'Égypte, par manque de charbon et de fer, ne deviendra jamais un pays industriel. » Cette idée que l'on nous

1. Voir deux conférences de M. Abdel Haleim Ilias Nosseir reproduites dans *La Revue de l'Economie et du Commerce* du mois de juillet 1931.
Voir la thèse de notre maître Kamel Malache.

inculque dès l'enfance nous suit toujours et finit par nous convaincre d'accepter le sort soi-disant fatal de notre pays. On pourrait montrer à ces écrivains de mauvaise foi, que la période pharaonique atteste les traces d'une civilisation fort avancée et d'une industrie florissante ; période qui fit de l'Egypte la contrée la plus connue et enviée. Mais ils nous répondraient que cela est un passé très lointain, n'ayant rien à voir avec l'époque actuelle où tout dépend de la vapeur et de l'acier. Qu'on leur donne l'exemple du règne de Mohamed Ali où des industries prospéraient ; si elles disparurent rapidement ce fut à cause d'une mauvaise direction et d'une célérité parfois exagérée à vouloir établir de grandes industries du jour au lendemain ; nos contradicteurs se contentent alors d'enregistrer le résultat et par surcroît ils en tirent une preuve de la véracité de leur opinion :

Pour qu'un pays puisse devenir un pays industriel, il faut qu'il possède ou se procure à bon compte les éléments suivants :

1^o La matière première.

2^o La main d'œuvre et la direction technique.

3^o La force motrice.

4^o Le capital.

Pour savoir dans quelle mesure l'Egypte possède ces éléments, nous reproduisons un passage écrit¹ par un grand économiste, le docteur Lévi :

« La lenteur du développement industriel du pays n'est pas due, comme d'aucuns le pensent, à l'absence ou à la

1. Dans *l'Egypte* publié au Caire en 1916 par la Compagnie du Canal de Suez. Voir la thèse du Dr. Malache, pp. 176, 177.

difficulté de l'apprentissage de la main d'œuvre spécialisée : cette main d'œuvre est au contraire abondante et possède un esprit d'adaptation technique moderne des plus remarquables. Elle ne procède pas non plus de la pénurie des matières premières, puisque la presque totalité des exportations consiste en des matières brutes que la petite industrie égyptienne sait parfaitement utiliser. On ne saurait davantage l'attribuer à l'insuffisance des capitaux dont le pays est abondamment pourvu, ni à l'absence du combustible, cette absence ne constituant pas un obstacle au développement de l'industrie, comme le prouve l'exemple de l'Italie, du Japon et d'autres pays, et l'Egypte possédant au surplus d'importants gisements de pétrole. » On pourra ajouter qu'une prochaine utilisation de la houille blanche, notamment du barrage d'Assouan, se révèle comme très probable¹.

Cette lenteur, selon le docteur Lévi, relève d'autres causes : au premier rang desquelles il faut placer, d'une part, la concurrence de l'industrie étrangère, d'autre part, l'insuffisance de la protection gouvernementale. Ajoutons-y d'autres causes qui, selon-nous, y eurent une large part. En premier lieu, le peu de faveur dont jouissent les produits fabriqués dans le pays, notamment auprès de la clientèle riche. Celle-ci, sous l'influence d'une propagande malveillante qui tend à étouffer toute industrie nationale pour laisser le champ libre aux produits étrangers qui trouvent en Egypte un débouché facile, et par sno-

1. L'un de nos grands ingénieurs Abdel Aziz Bey Ahmed disait à ce propos : « Si le Nil fût de tous temps la source de la richesse agricole du pays, je suis convaincu qu'il sera aussi la source d'une grande richesse industrielle (voir Conférence de M. Abdel Haleim Nosseir déjà citée).

bisme, était nettement hostile à tout ce qui sort des mains de leurs compatriotes. Il est vraiment fâcheux de penser que certains industriels et commerçants, pour réussir à écouler leurs marchandises, furent obligés de spécifier que l'article avait été fabriqué en Europe. En second lieu, le fait que l'initiative privée est très faible et que l'inertie l'emporte de beaucoup. Si jamais on devait participer à une entreprise industrielle de quelque importance, on ne le ferait que lorsqu'elle a acquis un état de stabilité et de prospérité tel qu'il exclue tout risque. Encore dans ce dernier cas, préfère-t-on placer son argent en achetant des terrains.

Contre ces deux facteurs, il a fallu le mouvement nationaliste de 1919 pour éveiller en nous le sentiment de la patrie avec ce qu'il comporte de devoirs civiques et, parmi eux, l'encouragement de tout ce qui est égyptien. Il a fallu encore l'initiative aussi hardie qu'heureuse du grand Égyptien qu'est Talaat Harb Pacha pour faire l'éducation industrielle du pays et lui montrer la vraie voie qui mène à l'indépendance économique laquelle commande l'indépendance politique.

Mais avant d'arriver là, il convient de dire quelques mots sur l'industrie en Egypte.

La grande industrie, qui seule, fait la valeur d'un pays dans le domaine industriel est de très peu d'importance chez nous. Elle est représentée par les sucreries, les fabriques du ciment et de cigarettes. On peut y ajouter les usines d'égrenage et de pressage du coton, ainsi que les pressoirs qui utilisent la graine de coton. Mais « la règle est

le petit atelier avec un propriétaire et quelques ouvriers ¹ »

La grande guerre a suscité dans le pays un mouvement des plus bienfaisants. Devant la nécessité d'assurer au pays par ses propres moyens quelques uns de ses besoins on a vu naître des industries qui demeurèrent après la cessation des hostilités. A ce propos, le docteur Malache écrit dans son excellent ouvrage, p. 114 :

« Les difficultés des communications pendant la guerre ont fait développer et créer certaines industries qui, quoique organisées d'abord avec des moyens de fortune, n'en ont pas moins réussi à suppléer, à l'arrêt de certaines importations. Ces essais ont si bien réussi, que certaines de ces industries se trouvent, même après la guerre, assises sur des bases solides et continuent à alimenter les marchés malgré la reprise de la concurrence étrangère. »

Tel était, esquissé à grands traits, le tableau que présentait l'industrie jusqu'à la fin de la guerre.

En 1920, on put concevoir quelques espoirs avec la création de la Banque Misr d'un capital de L. E. 80 000 qui devait faire non seulement des opérations bancaires, mais aussi l'éducation des Egyptiens dans le domaine financier et commercial et encourager les industries purement égyptiennes². Fort heureusement la divine Providence a voulu que cet espoir devint réalité ; l'institution nouvelle suscite l'envie des établissements financiers les plus prospères et force à une admiration unanime. A peine dix années se sont écoulées depuis sa création qu'on voit la Banque Misr rayonner sur toute l'étendue du pays

1. Voir la thèse du Dr. Malache, p. 176.

2. Voir la thèse du Dr. Kamel Malache, p. 306.

et même à l'étranger¹ avec un capital de L. E. 1.000.000 et plus de dix sociétés qui, toutes, sont du ressort de l'industrie. Chaque société a son capital spécial qui s'élève parfois jusqu'à L. E. 500.000.

Avec la Banque Misr et ses Sociétés nous possédons une preuve convaincante de la fausseté de la légende à laquelle nous faisons allusion au début de ce chapitre, légende qui voulait restreindre la tâche de l'Égypte à fournir la matière première à l'étranger, tout comme une colonie d'esclaves dépourvus de toutes aspirations au progrès et à la prospérité du pays.

Un autre démenti fut donné par les deux expositions agricole et industrielle tenues au Caire en 1926 et 1931 où tout le monde était unanime à applaudir l'habileté et le mérite de l'ouvrier égyptien.

Les ressources latentes que possède le pays furent presque une révélation.

La conclusion que nous voulons dégager de celà, est que l'Égypte de par ses conditions économiques pourrait devenir un pays industriel. Le fait qu'elle possède une terre d'une fertilité sans égale aménagée par le Nil et le fallah en collaboration, ne signifie point qu'elle soit dépourvue de toutes possibilités dans le domaine de l'industrie.

Dans d'autres pays, l'Angleterre, les États-Unis et la France, l'agriculture occupait la première place dans

1. La Banque Misr a fondé en 1927 en France, une société anonyme française d'un capital de 5.000.000 francs (sur lesquels la Banque Misr a souscrit frs. 3.500.000. Sur le restant de 1.500.000 francs, 1.400.000 ont été souscrits par des égyptiens) pour une durée de 60 ans dénommée « Banque Misr (France) » dont les bureaux sont installés au centre même de Paris, 24, place Vendôme et 101-103, rue des Petits-Champs.

l'activité économique et cela ne les a pas empêchés d'occuper, à notre époque, le premier rang des nations industrielles.

Il est temps que l'Égypte se réveille de cette douce quiétude pour affronter en face les réalités du moment. Elle doit s'efforcer, sans plus de retard, à tirer de sa constitution économique un meilleur parti. Plus que jamais l'industrialisation de l'Égypte est devenue une nécessité, la solution en dehors de laquelle il n'y a pas d'issue. La population s'accroît à un rythme très rapide, le niveau social s'élève, et, en conséquence, beaucoup de besoins accessoires deviennent des nécessités. La superficie cultivable, est malgré les grands projets dont elle bénéficiait et bénéficie aujourd'hui, fatalement limitée. L'émigration qui peut fournir un exutoire au trop-plein de la population est limitée par des obstacles presque insurmontables et qui tiennent surtout au fait que la race n'est pas du tout migratrice. L'agriculture ne pourrait, en aucun cas, dans un avenir proche ou lointain suffire à absorber tous les bras disponibles et encore moins à assurer leurs besoins.

Que le pays s'oriente donc vers d'autres activités et surtout vers l'industrie, car les facteurs indispensables à celle-ci ne lui manquent pas.

Devoir du Gouvernement. — Nous avons examiné, jusqu'à présent, les possibilités pour l'Égypte de devenir un pays industriel et montré les facteurs qui ont entravé tout développement dans cette voie. Nous parlerons maintenant du devoir du Gouvernement.

Il faut écarter toute intervention des Pouvoirs Publics

dans la direction des industries à créer dans le pays. Nous ne leur demandons pas une action semblable à celle du Gouvernement japonais qui fut, il y a plus de cinquante ans, l'animateur d'une renaissance industrielle et dont on sent encore aujourd'hui l'action agissante. Ce Gouvernement, dans un but d'éducation, a pris en mains la direction des entreprises industrielles qui, grâce aux conditions sociales de ce pays, a fait des merveilles, transformant le Japon en une nation industrielle qui figure parmi les plus grandes puissances du monde. Si l'on ajoute au caractère exceptionnel de l'exemple — cette tâche ne rentrant nullement dans le rôle d'un Gouvernement — le fait que nos conditions sociales ne prêtent pas à une direction gouvernementale facile, on comprend sans peine pourquoi nous ne lui demanderons aucune intervention active.

Son rôle, qui est aussi capital qu'indispensable, doit se porter ailleurs. Le Gouvernement doit s'efforcer d'aider et de protéger les industries nationales jusqu'au jour où elles acquerront une force suffisante pour lutter, sans infériorité excessive, contre la concurrence étrangère. Il doit donc, d'une part, faire de son tarif douanier un instrument qui tende à réaliser ce but, et d'autre part, encourager par tous les moyens possibles l'industrie égyptienne, soit en exemptant leurs machines de tout droit à l'entrée, soit en donnant le pas aux produits nationaux dans les adjudications publiques, etc...

Il se doit beaucoup au relèvement de l'instruction technique. Si la main d'œuvre est abondante, il ne faut pas se dissimuler, en revanche, que la main d'œuvre spécialisée nous manque grandement.

Le pays doit, quant aux techniciens et directeurs qui guideront de leurs lumières les nouvelles industries, faire appel à l'étranger jusqu'au moment où il pourra recruter un nombre suffisant parmi ses propres ressortissants.

Dans ce qui précède, nous n'avons pas seulement cherché à faire une sorte de préambule avant de traiter la question de la politique cotonnière au point de vue industriel, mais nous voulions saisir cette occasion pour tracer une ligne de politique qui s'impose actuellement au pays et qui remédierait à l'état peu rassurant de la culture cotonnière dont dépend presque exclusivement le pays et pour laquelle nous devons, avec les conditions économiques actuelles du marché cotonnier, préconiser une limitation. C'est à ce titre que nous avons développé, quoique très brièvement, la question de l'industrialisation de l'Egypte.

La politique cotonnière au point de vue industriel :

L'Egypte produit annuellement, en moyenne, sept millions de cantars qui sont destinés presque entièrement à l'exportation. Le pays, ne consommant sur place qu'une quantité insignifiante de ce qu'il produit, vit dans une dépendance complète de l'étranger. Il s'expose ainsi à subir les répercussions de tout événement pouvant se produire sur le marché international, aussi bien sur la demande que sur l'offre. Actuellement, la situation économique du pays qui souffre dans sa structure nécessite, sans plus de retard, des ressources nouvelles.

L'idée de créer dans le pays une industrie cotonnière vient tout naturellement à l'esprit. Car on estime, et à

juste raison, que si l'Egypte pouvait avoir une industrie cotonnière, elle aurait trouvé la solution la plus radicale et la plus heureuse à sa situation très précaire. C'est là, en effet, qu'est le remède.

Cette idée n'est pas toute récente puisqu'elle avait, il y a quelque temps, frappé certains esprits avertis. Mais que pouvait faire la simple reflexion dans un milieu fort influencé par la légende précitée, alors que le coton brut se vendait à des prix très avantageux et largement rémunérateurs ?

Le docteur Abdel el Salaam Bey Zohni disait naguère :

« L'établissement d'industries manufacturières en Egypte est nécessaire pour assurer notre complète indépendance économique. En créant un enseignement professionnel, on arriverait certainement à former des ouvriers intelligents, attentifs, connaissant leur métier. Des sociétés nationales indigènes, créées avec des capitaux égyptiens, assureraient la marche de ces entreprises. Souvent on a parlé du climat égyptien comme formant un obstacle invincible à toute tentative de cette sorte.

« Une certaine humidité atmosphérique est nécessaire pour assurer le bon tissage du coton et lui donner la malléabilité voulue, malléabilité et solidité qui lui manquent dans un pays au climat chaud comme celui de l'Egypte. Tous les essais tentés pour fournir une humidité industrielle ont échoué, mais il est permis d'espérer qu'avec le développement de la science cette lacune scientifique pourra être bientôt comblée. »

Aujourd'hui, les choses se passent autrement et nous avons un exemple récent qui dissipe toute crainte quant

aux chances de la réussite de l'industrie cotonnière et à l'essor qu'elle pourrait prendre dans un avenir prochain en Egypte. Cet exemple émane encore de la Banque Misr et de ses dirigeants qui ont fondé une société dite « Société Misr pour la Filature et le Tissage des Cotons » d'un capital de L. E. 300.000.

Au début de l'année 1931, c'est-à-dire à un moment très critique où tout le monde ressentait l'extrême besoin d'une pareille entreprise, la Société ouvrit sa première usine à Mehalla el Kobra avec 12.200 broches et 484 métiers. La Société commençait à peine son travail qu'elle fut appelée à élargir son champ d'action. Aussi a-t-elle ouvert une souscription publique pour porter son capital à L. E. 500.000 et elle installa de nouvelles broches, au total 23.000.

La nation fit montre d'un beau civisme, en marquant, dès le début, à la Société Misr un vif intérêt. On a vu ses articles, particulièrement à l'exposition agricole et industrielle de 1931, profiter d'un encouragement inusité, en contraste frappant avec le dédain témoigné autrefois aux produits fabriqués dans le pays.

Le plan actuel prévoit la possibilité de porter le nombre de broches, par des agrandissements graduels dans l'usine de Mehalla, jusqu'à 90.000 broches qui consommeront 100.000 balles de coton égyptien. D'autres usines peuvent voir le jour, si — le Gouvernement aidant — les produits de la Société continuent à attirer l'attention des acheteurs S. E. Talaat Pacha Harb disait récemment, dans un appel à la nation :

« Le maximum de la capacité de consommation de la

Société dépend de son succès et de l'encouragement dont profiteront ses produits. Dans ce cas, elle sera en mesure de fonder, à l'instar de l'usine de Mehalla el Kobra, d'autres usines en différentes localités du pays ».

Avant la création de la Société Misr, il y en existait une autre dite « Société Nationale de Filature » appartenant aux capitalistes étrangers et fabriquant des étoffes épaisses pour l'habillement de la clientèle pauvre du pays. Pendant la guerre, elle s'était fortement développée et arriva même après à consommer plus de 54.000 cantars par an. Mais sous l'influence de la concurrence étrangère et notamment de la concurrence japonaise, elle était sur le point de sombrer lorsque le Gouvernement Egyptien, lors de l'élaboration du nouveau régime douanier (en vigueur depuis le 17 février 1930), s'efforça de protéger la seule industrie cotonnière existant dans le pays, en élevant les tarifs douaniers sur les produits similaires. En outre, il lui vint en aide en lui accordant à titre de subvention, un talari pour chaque cantar de coton utilisé dans ses usines. Dans un but de protection semblable cette subvention fut appliquée aux cotons utilisés par la « Société Misr. »

Voici les conditions de cette subvention :

1° La subvention doit être faite à titre d'expérience pour une seule année. Elle pourrait être renouvelée ou amendée et même annulée.

2° Le Ministère des Finances ne doit la payer qu'après avoir acquis la certitude du montant consommé.

3° Cette subvention prendra fin le jour où les dividendes distribués atteindront 5 % du capital versé.

Tels sont les grands traits du mouvement industriel en ce qui concerne le coton. Il est encore trop à ses débuts pour qu'on puisse mesurer avec quelque peu d'exactitude ses chances de succès.

Cependant, nous avons confiance dans l'avenir de l'industrie cotonnière qui a déjà aplani les multiples difficultés des premières tentatives pour réaliser son plein succès. Mais, avouons-le, c'est un travail de longue haleine qui ne pourra être mené à bonne fin — surtout avec des conditions économiques mondiales très troubles et une concurrence sans merci — que lorsque les efforts se suivent méthodiquement. L'industrie cotonnière créée par Mohamed Ali tomba en ruines aussi rapidement qu'elle avait été créée, cela doit nous mettre en garde contre une hâte qui pourrait être fatale à une industrie naissante. Procédons donc avec mesure et confiance et le résultat sera des plus satisfaisants.

M. Lee, l'un des membres de la Mission Commerciale (représentant l'Association Cotonnière et la Chambre de Commerce de Manchester) qui visita l'Egypte en 1931, dit : « Le Gouvernement Egyptien tend manifestement à créer des industries nationales en les aidant de toute sa force. C'est d'ailleurs ce qu'il voulut faire en élevant les tarifs douaniers sur les importations, même les fruits. » « Par conséquent, poursuit M. Lee, il est possible que les fabricants anglais des machines trouveraient en Egypte un vaste débouché dans l'espace de dix prochaines années. En ma qualité d'homme de Lancashire, je ne voudrai pas le moins du monde voir s'ériger en Egypte une industrie cotonnière. Toutefois, je puis affirmer que

le jour où cette industrie réalisera le plus grand succès viendra inmanquablement. »

Ayons foi en cette prophétie de l'un de ceux qui — selon son expression — ne veulent nullement voir l'Égypte devenir un pays industriel fabriquant le coton sur place et se libérant ainsi, au moins pour une grande partie, de l'onéreux tribut que coûtent annuellement au pays les cotonnades.

Il faudra, pour y arriver, unir tous les efforts, chacun dans la mesure de ses possibilités. Les riches doivent diriger une partie de leurs capitaux vers cette branche de l'industrie. L'ensemble du pays doit acheter ses produits et le Gouvernement ne doit pas restreindre ses encouragements, mais au contraire faciliter la tâche de cette industrie que nous considérons comme le salut, même au prix de quelques sacrifices. Qui veut la fin, veut les moyens¹.

1. Par une coïncidence heureuse, après avoir écrit les lignes précédentes, nous reçûmes le même jour le premier rapport du Conseil d'Administration de la Société Misr soumis à l'Assemblée Générale des actionnaires qui décrit les efforts déployés et les étapes accomplies. Voici quelques passages traduits, presque textuellement, de cet important rapport :

« Le Décret Royal admettant la constitution de la « Société Misr pour la Filature et le Tissage du Coton » fut promulgué le 26 août 1927, le Conseil d'Administration s'est réuni pour la première fois le 5 octobre 1927 et désigna quelques fonctionnaires, en vue de pouvoir commencer l'exécution.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des fondateurs s'est réunie à son tour le 24 octobre 1927 pour qu'on lui fasse part de l'existence de la Société, ainsi que du fait que son capital fut entièrement versé.

Le premier acte qui attira l'attention du Conseil d'Administration, fut le choix de l'endroit où serait construite la première usine. Après examen minutieux, son choix se porta sur la

ville de Mehalla el Kobra et ce pour nombre de raisons : l'humidité du climat, la facilité des communications, l'abondance de la main-d'œuvre et son ancienne réputation dans le tissage à la main.

Le Conseil d'Administration — lors de l'exécution — fit montre de la plus grande prudence. D'un côté, il avait à construire une usine « pour filer et tisser » qui devait être le modèle d'autres usines à créer dans le pays, et, en quelque sorte l'école pratique pour initier les ouvriers égyptiens aux procédés mécaniques, étant le seul moyen de se procurer l'habileté et la perfection. De l'autre, il n'a pas voulu construire d'emblée sa première usine et préféra réaliser sa construction en trois étapes successives. On ne doit, au surplus, passer d'une étape à l'autre que lorsque les résultats de l'étape précédente seront jugés satisfaisants.

Jusqu'à 1928, il se préoccupa d'acheter les terrains nécessaires et de conclure les engagements pour les machines et les différents matériaux. Vers la fin de la même année, il commença la construction de l'usine. Au cours de l'année 1929-1930, les machines et les matériaux arrivèrent et l'usine fut en mesure de travailler ; la première pièce d'étoffe fut tissée vers la fin décembre 1930.

Ce qui est tout à fait rassurant, c'est que la main-d'œuvre égyptienne s'adapte rapidement à ce genre de travail qui lui est pourtant absolument inconnu.

Selon le plan que le Conseil s'était tracé, il a envoyé deux égyptiens, le premier connaissant la filature et le second le tissage, pour approfondir leurs connaissances. Il envoya en même temps et à ses frais, trente étudiants qui firent leurs études dans les écoles techniques égyptiennes pour faire des stages de filature et de tissage dans quelques-unes des usines belges.

Il a, en outre, fait venir un directeur technique autrichien d'une grande compétence dans la direction des usines de filature et de tissage et huit contremaîtres autrichiens et tchèques pour les différentes branches de l'usine.

Grâce à ce programme et grâce aussi à la rapidité de l'adaptation de la main-d'œuvre égyptienne, on a le plus grand espoir de triompher des difficultés que présentait l'emploi de la main-d'œuvre nationale dans cette branche d'industrie.

Le Conseil d'Administration insiste sur le fait — quoique l'usine soit encore au stade de l'expérimentation — que ses

produits présentés à l'exposition de 1931 n'étaient pas inférieurs aux produits similaires. Les égyptiens s'empressèrent de les acheter. La Société vend actuellement en gros, ses produits aux commerçants.

Elle s'estime particulièrement heureuse d'avoir obtenu à la dernière exposition (de 1931) le grand prix d'honneur.

La Société s'étant assurée que les craintes d'un échec de l'industrie cotonnière étaient dénuées de tout fondement, et ayant vu la première étape couronnée de succès, voulut poursuivre son œuvre et décida d'augmenter le capital de la Société jusqu'à L.E. 500.000.

Elle s'était encore adjoint une usine pour la fabrication des étoffes de lin, et une autre qu'elle avait achetée à la « Société Misr pour l'Egrenage de Coton » pour fabriquer le coton hydrophile.

De ce qui précède, on peut voir plus clairement l'étendue des travaux que le Conseil a dus réaliser jusqu'en 1930. L'année 1930, première année financière ne pouvait être considérée comme une année de productivité. Malgré les efforts déployés pour terminer et faire marcher le plus tôt possible cette usine, on n'a pu aboutir qu'au mois d'avril 1931, c'est-à-dire au moment de son inauguration officielle par Sa Majesté le Roi Fouad I^{er} le 23 avril 1931.

Il convient de mentionner les multiples avantages dont bénéficie et bénéficie encore la Société auprès de différents gouvernements successifs. C'est ainsi que :

1° Les marchandises et les accessoires que la Société importe de l'étranger sont exemptées de tout droit à l'entrée ;

2° Les articles de la Société jouissent d'une préférence de la part du Gouvernement tant qu'ils égalent les articles étrangers quant à la qualité et à la solidité même si leurs prix étaient supérieurs de 10 % aux prix de ses concurrents.

3° Les produits de la Société bénéficient d'un tarif préférentiel sur les Chemins de Fer de l'État ;

4° Le Gouvernement — lors de l'élaboration du nouveau tarif douanier — a élevé les taxes sur les produits similaires de fabrication étrangère ;

5° Le Gouvernement est venu en aide à la Société lorsqu'il décidé de subventionner la Société Misr ainsi que la Société Nationale de Filature, d'un talari pour chaque cantar de coton utilisé dans leurs usines respectives.

TROISIEME PARTIE

Un coup d'œil sur ce qui fut réalisé

UN COUP D'ŒIL SUR CE QUI FUT RÉALISÉ

La Note du Gouvernement, on le sait, après avoir opté pour une production cotonnière en masse, traça la politique à suivre dans plusieurs domaines et préconisa des mesures que nous n'avons pas manqué d'approuver. Nous nous séparons de la Note sur un point important ; les quantités que doit produire le pays. Nous y reviendrons ultérieurement. Pour le reste de ses recommandations, nous nous trouvons presque toujours en accord : la politique cotonnière doit tendre à diminuer le prix de revient, à augmenter le rendement moyen, à moderniser les procédés de culture, à organiser rationnellement tant le crédit agricole que les marchés cotonniers et, enfin à condamner rigoureusement toute intervention sur le marché. Nous allons maintenant voir rapidement ce qui fut réalisé depuis l'approbation de la Note par le Conseil des Ministres le 18 octobre 1930 jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, soit près de dix huit mois.

Mais avant d'y procéder, il sied de dire que le Gouvernement, après avoir adopté toutes les propositions contenues dans cette remarquable Note et désireux de les voir

aboutir en temps opportun, confia au Bureau du Coton relevant du Ministère des Finances, le soin de veiller à l'exécution de ces importantes recommandations.

Pour faciliter la lecture et afin d'être bref, nous donnerons ci-dessous une nomenclature des dites recommandations, des institutions compétentes et ce qui fut fait. Nous reprendrons en suite, dans deux paragraphes spéciaux les questions les plus importantes : La propagande et la nouvelle restriction à l'acréage cotonnier.

Ministère des Finances :

1° Pour maintenir les loyers en proportion avec les prix actuels des produits agricoles :

Deux lois furent promulguées, la première en décembre 1930, et la seconde en juillet 1931. L'une et l'autre interdisaient aux tribunaux d'astreindre les locataires à payer plus de 80 % du montant des loyers dûs.

2° Pour encourager l'industrie de l'acide sulfurique afin que de grandes quantités produites en Egypte puissent être transformées en superphosphates fertilisants.

Un expert étranger fut nommé pour présenter un rapport sur les possibilités de succès de cette industrie. Il a terminé sa mission et soumis son rapport au Gouvernement, mais rien de tangible n'en est sorti.

3° La création d'une Banque de Crédit Agricole.

Nous avons traité cette question dans une section spéciale et nous n'avons pas manqué d'applaudir la création effective de la Banque qui, sans l'ombre d'un doute, rendra des services notables à l'agriculture et aidera à

atténuer les rigueurs des crises. Nous n'y revenons plus.

4° *La réduction du coût d'égrenage et de pressage :*

Le 19 août, une Commission fut chargée d'étudier la question des coûts de production du coton depuis le jour où il quitte le champ jusqu'à son arrivée au port de consommation. La Commission a présenté un rapport détaillé, mais rien ne fût fait.

5° *Etablissement de types universels de Coton (Standard Types).*

La question sera soumise au Comité International du Coton égyptien.

6° *Réforme de la Bourse des Marchandises.*

Rien

7° *Réforme du marché de Minet El Bassal et le caractère qu'il doit revêtir :*

Tout est prêt et on attend le Decret Royal¹.

8° *La Colonisation des parties Nord du Delta où la main d'œuvre est particulièrement déficitaire :*

L'Administration des Domaines fut chargée d'étudier la question. Elle a préparé son projet et l'on s'arrêta là.

9° *La propagande à faire en faveur du coton égyptien :*

Nous parlerons dans un paragraphe de cette question que nous avons passée jusqu'ici sous silence.

Ministère de l'agriculture :

10° *Recherches scientifiques sur l'engrais du pays (baladi) ainsi que sur l'engrais organique et les meilleures*

1. Nous ignorons toujours si le nouveau règlement est entré en vigueur.

méthodes à suivre pour que les cultivateurs puissent en faire usage :

On ignore tout ce que le Ministère de l'Agriculture aurait pu faire sous ce rapport.

11° *Réduction du prix de revient :*

Rien.

12° *Modernisation de l'Agriculture en instruisant les cultivateurs dans des fermes modèles :*

Presque rien.

13° *Restriction de l'acréage consacré à la culture du Sakel :*

Nous en avons précédemment parlé. Mais puisque la culture du Sakel aussi bien que celle de l'Achmouni ont subi une nouvelles restriction, nous préferons y revenir dans un paragraphe spécial.

14° *Utilisation de la force motrice du barrage d'Assouan pour créer l'industrie du nitrate de chaux :*

Le projet est prêt mais l'exécution est remise jusqu'à nouvel ordre, lorsque la situation financière et économique du pays le permettra.

15° *Réduction des frais d'irrigation par pompes :*

Rien de particulièrement intéressant ne fut pris.

Ministère des communications.

16° *Réduction de tarif de chemins de fer, en ce qui concerne le coton et les autres nécessités de l'agriculture :*

Nous avons vu plus haut que la réduction réalisée n'était pas suffisante et que la Commission a souligné la nécessité de pousser plus loin cette réduction.

*Ministère de l'intérieur :**17° Abolition de l'octroi :*

Cette taxe fut abolie, ainsi que nous le disions plus haut, au mois d'avril 1931. Tous les intéressés et les Sociétés d'égrenage étaient disposées à reconnaître les avantages qui en résultent¹.

Rappelons que la taxe sur le coton qui était de P.T. 20 fut réduite à P.T. 10.

* * *

Cela veut apparemment dire qu'à part la création de la Banque Agricole et l'exécution de quelques recommandations de moindre importance, il reste encore beaucoup à faire et c'est d'une importance bien plus grande que les résultats partiels obtenus.

On peut facilement comprendre que certaines recommandations ne pouvaient être réalisées promptement en raison de la crise actuelle, mais pour certaines autres, nous avouons être incapables de pénétrer les raisons qui ont pu retarder, par exemple, la modernisation de la culture cotonnière et les travaux qui tendront à améliorer le rendement. Tracer un plan est en soi chose excellente — et pour la politique cotonnière impérieuse — mais ne pas déployer l'effort nécessaire à le réaliser, voilà ce qui en amoindrit l'importance et finit par le rendre inutile. L'exécution de la partie agricole au moins, eût été un progrès considérable si on s'était énergiquement appliqué à le réaliser.

Ainsi, malgré une répartition très logique des diffé-

1. Voir le rapport annuel de la Société Misr pour l'Egrenage du Coton.

rentes propositions et malgré le service spécial (Le Bureau du Coton) destiné à veiller à l'exécution de ce plan soigneusement tracé, c'est l'éternelle inertie, la tendance à la routine et l'interminable bureaucratie.

* * *

Dans deux paragraphes, nous traiterons :

1^o La propagande ;

2^o La nouvelle restriction de l'acréage et la suggestion du Gouvernement de réunir un Congrès entre les pays producteurs pour limiter la production cotonnière dans le monde.

§ I.

Propagande :

Puisque la politique du Gouvernement, selon la Note, doit viser à intensifier la production du coton en Egypte, on chercha naturellement à assurer des débouchés suffisants pour faciliter l'écoulement de cette récolte accrue. Une propagande bien organisée serait le meilleur moyen de conquérir de nouveaux marchés. En plus de la qualité supérieure de notre coton et de son prix modéré — le prix de revient devant nécessairement être comprimé — il faudra faire la propagande en faveur du coton égyptien en mettant en relief ses qualités spéciales, et cela, de façon particulière, dans les pays qui ont commencé à faire des essais avec notre coton, essais couronnés de succès puisque leur consommation augmente d'année en année¹ :

1. Voir la Note, p. 19.

La propagande fut l'objet d'une attention toute particulière des Autorités Publiques. Le Conseil des Ministres au mois de mai 1931, approuva une note qui lui fut soumise pour obtenir un crédit de L.E. 50.000, en vue de faire une propagande active pour notre coton. Cette note présente une si grande importance que nous devons nous y arrêter un instant.

Elle débute par un tableau qui montre combien a diminué la consommation de notre coton dans certains pays. Cette diminution quoique compensée par une augmentation dans certains autres pays — ce qui ressort d'un autre tableau — reste encore énorme puisqu'elle atteint plus de 276.261 cantars en l'espace d'une seule période de neuf mois, du 1^{er} septembre 1930 au 20 mai 1931, par rapport à la période correspondante de l'année précédente. La situation est si grave qu'elle rend impérieuse une propagande sur une vaste échelle en faveur du coton et des cotonnades, en vue de garder les nouveaux débouchés, et aussi d'augmenter le mouvement d'achat du coton égyptien et des tissus dans d'autres pays.

Le Gouvernement profitant du voyage de S. E. Abdel Wahab Pacha pour le représenter au dernier Congrès International du Coton Paris 1927, le chargea d'entreprendre, de concert avec les ministres plénipotentiaires d'Egypte à l'étranger, une propagande qui fasse ressortir les avantages des cotons de la vallée du Nil, et chercher les meilleurs moyens de toucher les milieux industriels du continent, milieux qui commencent à augmenter la consommation de notre coton, afin de connaître leurs opinions et répondre à leurs exigences.

S. E. Abdel Wahab Pacha envoya, fin juillet dernier, au Ministre des Finances un rapport où il décrit les mesures envisagées pour la France¹. Il y traite les questions suivantes :

- 1° La propagande auprès des grands magasins ;
 - 2° La propagande auprès des fabriques de pneus pour automobiles ;
 - 3° La participation aux foires internationales ;
 - 4° L'introduction du coton égyptien dans les marchés qui ne le traitent pas, en l'espèce le marché du Havre.
- Parlons-en successivement.

1° En ce qui concerne les grands magasins, il dit que nombre de ces magasins, surtout ceux qui ont des succursales en Egypte, sont enclins à aider la propagande à faire en faveur du coton égyptien.

Abdel Wahab Pacha, après avoir rendu visite aux administrateurs et directeurs des grands magasins parisiens, notamment le Louvre, les Galeries Lafayette et le Bon Marché, dit que ces dirigeants ont manifesté leur intérêt très net à augmenter leur consommation de coton égyptien, ce qui présenterait un avantage réel pour les deux parties surtout à cette époque où les prix de nos cotons sont peu élevés.

Parmi les moyens qu'on a proposés pour arriver à un résultat satisfaisant dans ce domaine :

A) Inscrire sur les articles faits en coton égyptien le mot « Jumel » sous lequel est connu notre coton en France.

1. Des mesures semblables seraient envisagées pour d'autres pays.

B) Mentionner dans les catalogues de ces magasins distribués par millions que l'article est fait en « coton Jumel ».

C) Les chefs de rayons se chargeront d'en expliquer l'intérêt et de faire ressortir ses avantages.

Selon Abdel Wahab Pacha, la meilleure méthode pour assurer l'exécution de toute proposition utile serait de constituer une Chambre de Commerce Franco-Egyptienne.

2° Pour les pneus d'automobiles, la propagande est inutile puisque les fabriques Michelin qui sont, sans conteste, les plus importantes de toutes les fabriques françaises de pneus, n'utilisent que les cotons égyptiens. Les autres fabriques sont d'une importance beaucoup moindre ou bien appartiennent à des Sociétés étrangères, « Dunlop » par exemple.

3° Quant à la participation aux foires, on en a reconnu la grande utilité. L'intérêt qu'elle pourra susciter dans le public aussi bien que chez les industriels ne fait aucun doute.

De fait, le Gouvernement égyptien a participé cette année aux Foires Internationales de Marseille et de Lyon.

4° Question de la ville du Hâvre et de son marché cotonnier.

Le rapport insiste sur la nécessité d'introduire le coton égyptien sur cet important marché vers lequel affluent chaque année près de 1.200.000 balles, de provenance américaine ou autre.

Il sera aussi d'une grande utilité d'assurer la liaison

entre ce marché et le marché alexandrin de façon que les cotes du coton égyptien arrivent directement de la Bourse d'Alexandrie sans avoir besoin d'emprunter le chemin de Liverpool.

Tout dernièrement, le 26 mars 1932, l'Égypte, qui se trouvait être le seul pays étranger représenté, participa à la huitième Foire de la Ville du Havre. A ce propos, M. Salacrous Président du Comité de la Foire dit dans son discours : « Et vous pouvez admirer dans l'un de nos plus beaux stands les précieux échantillons du coton de la vallée du Nil¹ ».

Que pensons-nous de la propagande telle qu'elle a été envisagée ?

Une propagande est en soi chose excellente et qui est devenue actuellement l'âme du commerce².

Nous sommes partisans de toutes mesures qui, en faisant ressortir les qualités indéniables de notre coton, faciliteraient son écoulement à l'étranger. Une réserve cependant : Il faudra que ces mesures restent dans les attributions du Gouvernement qui ne saurait rivaliser avec les particuliers dans leurs entreprises privées.

Dans les mesures précitées, quelques-unes sont parfaitement défendables telle, par exemple, la participation aux foires internationales ou bien la création d'un marché pour le coton égyptien dans les grands marchés

1. Voir le journal *Le Petit Havre* du 27 mars 1932 où on lit également le discours de notre Consul à Paris, M. Ramsès Bey Chaffei.

2. « Le commerce est inséparable de la publicité et celle-ci est de tous les temps ; mais elle est devenue une technique extrêmement complexe ». dit M. Truchy, T. I, 221, éd. 1923.

qui ne traitent pas notre coton, comme les marchés du Havre et de Brême.

Les autres mesures sont moins convaincantes : elles relèvent plutôt de la propagande commerciale qui dépasse, à notre avis, le rôle des gouvernements. Nous sommes, en effet, porté à croire que le Gouvernement égyptien devenu à un moment donné un commerçant, lorsqu'il acheta de grandes quantités de coton, voulait continuer à l'être au moins pour écouler ses énormes stocks. Dans cette hypothèse la propagande pourrait être défendue à condition, toutefois, de ne pas gêner l'écoulement général du coton produit par le pays. Le Gouvernement — et nous lui en saurons gré — pour ne pas alourdir le marché du coton égyptien et pour ne pas ajouter une cause de malaise à ce marché déjà congestionné, avait sagement décidé de ne laisser écouler sur le marché que 500.000 cantars par an et pendant les six années nécessaires pour l'écoulement du stock actuel. Si la propagande gouvernementale tendait à accélérer la vente du coton du Gouvernement sur les marchés dont dispose le coton égyptien, cela n'irait pas sans avoir des répercussions graves sur l'ensemble du marché du coton égyptien. En d'autres mots, cela irait à l'encontre de ce sage principe dont nous parlions à l'instant.

Le Gouvernement invoque dans la note soumise au Conseil des Ministres le précédent du Gouvernement brésilien¹ qui entreprit une propagande intense en

1. Selon son habitude, le Gouvernement égyptien quand il veut entreprendre une mission nouvelle s'attache à donner des précédents suivis dans d'autres pays pour montrer que son action n'est pas une innovation il cite l'exemple du Brésil.

faveur du café par l'entremise des Etablissements Varcasson, propagande qui réussit pleinement. Le fait que le gouvernement de ce pays continue à s'engager avec les dits établissements ne nous donne pas un exemple persuasif. Car quoique le coton et le café soient des articles de première nécessité, ils ne sont pas dans des conditions tout à fait identiques. Une propagande faite en faveur du café pourrait influencer la masse de la population qui sont les derniers consommateurs, tandis qu'une propagande pour le coton exerce une influence sur les filateurs et après coup sur les derniers consommateurs. Pour les filateurs elle n'a pas un effet aussi considérable qu'on le croit, puisqu'ils étudient minutieusement leur prix de revient et s'appliquent à le comprimer tant qu'ils peuvent pour s'assurer la primauté sur le marché mondial. Pour les consommateurs en dernière main, la difficulté de savoir si un article est filé en coton égyptien est à leurs yeux telle qu'ils peuvent douter de son origine.

Cele ne signifie point que nous sommes opposé à toute propagande utile. Nous n'acceptons pas les mesures qui feraient de l'État un commerçant dans toute l'acception du mot.

Au demeurant, la propagande exercerait une influence plus considérable, si elle était dirigée vers les pays qui commencent à augmenter leur consommation ou bien ceux qui commencent à l'utiliser, notamment l'Europe Centrale et les Indes, plutôt que les anciens clients qui connaissent à fond toutes les caractéristiques de notre précieux textile.

Avant d'en finir avec cette question, nous insistons

sur le rôle que peuvent jouer les Consulats et les Légations d'Egypte à l'étranger. On peut aussi bien gagner ainsi la faveur de l'étranger et l'inciter à consommer de préférence notre coton, qu'avec des arrangements avec les grands magasins de nouveautés ou bien la constitution d'une Chambre de Commerce, et c'est une propagande moins coûteuse.

§ II

La nouvelle loi de la Restriction :

Le Gouvernement, suivant l'une des plus importantes recommandations de la Note, a promulgué le décret loi n° 20,1931 qui a confiné la culture du Sakellaridis aux parties septentrionales du Delta et l'y limite à 40 % des terres possédées. La culture de l'Achmouni fut laissée libre sans restriction aucune, on voulut au contraire l'étendre de plus en plus.

Au mois de septembre 1931, le 27, le Gouvernement promulgua un autre décret loi portant la restriction de 40 % à 30 % pour le Sakel et instituant pour l'Achmouni une limitation qui irait jusqu'à 25 % de toute superficie détenue par un seul cultivateur.

Mais avant d'être poussé à cette nécessité, le Gouvernement chercha par d'autres moyens — pour ne pas amorcer, moins d'un an après l'approbation de la Note, un acte qui présenterait aux yeux des adversaires de la production en masse un mouvement de repli — à atténuer la rigueur d'une crise de plus en plus aiguë et à remédier au plus pressé, aux symptômes dangereux d'un écueil qu'engendrerait une augmentation dans la production. Il fit

appel au Gouvernement des États-Unis. Il suggéra à ce dernier, le principal producteur de coton, de réunir un Congrès parmi les pays producteurs pour arrêter de concert une limitation de la culture dans chacun de ces pays. L'idée en elle-même — hormis la difficulté de son exécution — est plausible. Mais le fait qu'elle fut présentée par l'Égypte qui, pourtant, ne produit qu'à peine 6 % de la production mondiale, nous oblige à nous y arrêter un moment. Cette suggestion, à nos yeux n'a pas d'autre signification que de révéler l'embarras d'un pays qui cherche pour s'en délivrer tous les moyens imaginables.

Le Gouvernement américain, pour des raisons multiples, n'a pas accepté cette invitation et la proposition du Gouvernement égyptien resta sans suite. Nous affirmons, encore une fois, que l'idée de limitation de la production mondiale est excellente, surtout en ce moment où la consommation est de beaucoup inférieure à la production. Certes, une politique arrêtée par l'ensemble des pays producteurs eut produit un effet immédiat des plus bienfaisants. Mais la diversité des conditions de la production dans ces différents pays est telle que tout effort tendant à recueillir leur adhésion unanime est voué à un échec certain.

M. Daniel Serruys, dans son rapport présenté au Congrès International de Paris 1931, traite d'une façon toute particulière cette question dont l'importance nous oblige à reproduire quelques passages :

« Les ententes entre producteurs pour la limitation des produits supposent que les conditions de leur production ne sont pas trop différentes. S'il y a quelque espoir de

réaliser pour un milieu déterminé, un prix de revient très inférieur, et de se ménager ainsi sur le marché mondial des chances de succès, la limitation de la production n'est guère à envisager. Pratiquement, l'entente mondiale des sucres, préconisée par la Société des Nations, n'a pu être envisagée parce que le prix de revient du sucre de canne est très inférieur à celui du sucre de betterave.

« C'est pour les mêmes raisons que la Société des Nations n'a pu envisager une entente en ce qui concerne le blé, et, si l'on applique cette remarque au coton, on observera que la production privée des indigènes des colonies étant singulièrement moins coûteuse que la production industrialisée de l'Amérique, un effort considérable a été réalisé avec succès dans les colonies britanniques, où, pour ne citer que l'Ouganda, la production a passé en 10 ans de 36.000 balles à 204.000 balles. De même c'est l'espoir d'un prix inférieur à celui des États-Unis qui a permis au Brésil d'augmenter sa production qui, de 1928 à 1929, a passé de 93.000 à 352.000 balles. Certes, dans ce dernier cas, les perfectionnements techniques ont contribué à l'accroissement de la production du coton brésilien, mais la question des prix demeure la véritable explication du phénomène.

« Il est vrai cependant que malgré la disparité des conditions de production, des ententes de producteurs ont pu être réalisées pour contingentier la production ...

« Mais pour le fer, l'Allemagne, la France, le Luxembourg, la Pologne, les Pays Danubiens n'ont pu continger leur production que parce qu'ils s'interdisaient d'exporter les uns chez les autres, et qu'ils se répartis-

saient, par voie de pourcentages, les marchés non producteurs.

« Une entente de cette nature, ne se conçoit pas entre les États-Unis, l'Égypte, les Indes, le Brésil, etc., d'abord parce qu'aucun de ces pays n'est capable d'organiser chez lui une production contingentée, et d'autre part, parce que l'ensemble de ces pays ne peut songer à une organisation concertée et contrôlée du marché mondial. »

Pour les États-Unis, notamment, M. Arno S. Pearse dit dans son rapport présenté également au Congrès de Paris : « Il est impossible que l'Amérique impose une réduction de l'acréage par la force : chaque État a sa législation propre et si l'un d'eux venait à faire une loi décrétant cette réduction, d'autres États voudraient en tirer parti. Dans une firme créée pour la culture du coton, on ne se décidera jamais à ne pas en récolter. Il est plus facile de faire un planteur de coton que de s'en débarrasser. »

Le Gouvernement Égyptien, devant ce refus fut obligé de prendre des mesures urgentes, contradictoires d'ailleurs avec les principes de sa politique cotonnière, mais il fallait pallier à l'état grave du pays sans attendre la sollicitude d'autrui. L'été dernier, le stock de coton étant monté à près de 7.000.000 cantars, soit la quantité moyenne d'une récolte d'une année, la restriction s'imposa.

Dans l'aide-mémoire, le Gouvernement brossa un tableau précis de la situation cotonnière mondiale. Il débute en disant que le monde traverse actuellement une crise très sévère, crise qui avait engendré une faiblesse dans le pouvoir d'achat des consommateurs, d'où une

sous-consommation du coton, avec, comme corollaire, un stock mondial toujours augmentant qui dépasse de beaucoup celui qu'on enregistre ordinairement : ce qui ressort des chiffres ci-dessous publiés par l'Association de la Filature Britannique et ceux publiés par le Gouvernement lui-même.

LA CONSOMMATION DE COTON DANS LE MONDE ENTIER
PAR MILLIERS DE BALLES

Désignation du coton	An. 1923-29	An. 1929-30	An. 1930-31
Américain	15.066	12.015	10.908
Égyptien	981	937	852
Indien.....	5.178	6.087	5.086
Divers.....	4.579	5.162	4.864
Total	25.804	24.291	21.709

La consommation de coton égyptien, ainsi qu'on le voit, a diminué pendant la saison 1930-1931 de 9 % par rapport à la saison qui précède et de plus de 16 % par rapport à celle de 1928-1929.

LE STOCK DE COTON ÉGYPTIEN EN MILLIERS DE CANTARS

A la fin de la campagne 1928-1929, il était de 4.243.

A la fin de la campagne 1929-1930, il était de 6.131.

A la fin de la campagne 1930-1931, il était de 6.979.

Le Gouvernement, après avoir signalé ces faits et notamment que le stock en coton égyptien équivaldrait à une récolte toute entière, décréta la restriction.

Il tint tout particulièrement à insister sur un fait d'un autre ordre : que cette restriction imposée par les conditions mondiales ne signifiait nullement que le Gouvernement se détournait de la politique tracée il y a un an à peine, politique qui avait provoqué une vive satisfaction aussi bien au dehors que dans le pays. Cette politique — selon lui — avait été arrêtée pour être appliquée

dans les conditions normales et non pas dans le cas exceptionnel de la crise actuelle qui sévit partout ailleurs et ne permet guère d'augmenter la production, tant la consommation est faible.

Pour nous qui ne voulons pas voir une augmentation excessive de la production du pays, nous sommes tout disposé à approuver la nouvelle restriction, qui par surcroît, renforce notre point de vue. Mais dire que cette restriction est une mesure provisoire dictée par la nécessité et devant prendre fin lorsque les conditions s'amélioreront, voilà ce que nous n'admettons point. Certes, une politique stable doit s'inspirer des conditions normales, mais en revanche, elle ne doit pas ignorer les crises avec ce qu'elles peuvent entraîner de grave et de périlleux surtout pour un pays d'une organisation économique aussi peu solide que l'Égypte. Après avoir examiné la situation de notre coton sous tous ses rapports et craignant les effets désastreux de nouvelles crises, nous avons été obligé d'opter pour une limitation de la production.

Rappelons que la politique cotonnière telle qu'elle a été préconisée par le Gouvernement tend à la fois à accroître la production et à comprimer les frais de production. Au cours des développements précédents, nous avons montré que la compression du prix de revient ne nous semblait pas susceptible d'atteindre d'aussi fortes proportions qu'on se l'imagine. Même en admettant qu'on réussisse à comprimer ce prix, la culture du coton ne sera avantageuse que si l'on arrive à l'écouler à des prix légèrement supérieurs aux frais qu'il nécessite.

Cela suppose un marché mondial régulier et à l'abri des à-coups violents, ce qui, pour un marché sujet à autant de troubles que le marché cotonnier, serait vraiment paradoxal. Par contre, et de l'aveu même du Gouvernement, cette politique, en temps de crise lorsque les prix descendent plus bas que le coût de la production, n'est pas du tout recommandable. Comment, par conséquent, une pareille politique peut-elle être permanente et réaliser son but si l'on doit introduire de temps en temps des changements importants qui arrêtent ainsi sa marche en avant ?

La politique cotonnière doit être révisée en ce qui concerne la production cotonnière qu'il faut maintenir dans l'activité économique du pays à une proportion raisonnable afin que le pays puisse se consacrer à développer ses autres ressources et parvenir, du coup, à avoir une constitution plus saine et moins précaire.

Il vaut mieux se conduire à bon escient vers ce but plutôt que d'y être entraîné par des mouvements non dirigés, au risque de subir de graves mécomptes.

Si les conditions futures du marché démontraient notre erreur et donnaient raison à ceux qui plaident l'intensification, rien ne s'opposerait à accroître la production. Il est toujours plus facile d'accroître la production que d'en diminuer, après coup, l'importance.

CONCLUSION

Dans nos développements antérieurs, nous avons tenu à présenter dans un ensemble cohérent les directives générales d'une politique cotonnière à suivre par le pays. Une politique à suivre ne signifie pas une politique rigide et immuable. Elle signifie, tout au plus, l'application de certains principes dont tout artifice est exclu pour ne s'inspirer que des facteurs naturels, et aussi longtemps que les conditions économiques du milieu s'y prêtent. Car il ne faut pas oublier que ces conditions évoluent constamment et c'est précisément dans la facilité de s'adapter aux conditions nouvelles que réside tout effort utile.

Mais il ne suit pas de la souplesse de la politique cotonnière et de son adaptabilité aux conditions nouvelles du milieu qu'elle sera sujette à des changements brusques et irréfléchis ou deviendra une arme pour servir des intérêts politiques. Contre toutes ces menaces, il faut la mettre à l'abri. L'enjeu, c'est l'intérêt de toute une nation.

Partant de cette idée, nous avons suivi la culture cotonnière depuis le moment où le coton égyptien était la seule denrée utilisable dans certaines industries et jouissait

ainsi d'un monopole de fait jusqu'au moment où il est devenu facilement remplaçable et où sa supériorité ne lui vaut plus qu'une clientèle restreinte.

Dès le début de ce siècle, et notamment après la guerre, la culture cotonnière gagna du terrain au point de dominer le pays. Jusqu'en 1928, et d'une façon générale, tout alla bien et on ne s'était pas trop plaint de cette dépendance. Mais à la suite d'une chute brusque et prolongée dans les prix, le danger latent de cette dépendance apparut imminent. Il fut d'autant plus menaçant que le pays allait toujours à la dérive sans se préoccuper de suivre une ligne de conduite bien arrêtée. Il fut littéralement pris au dépourvu. Dès lors, on commença à apprécier à sa juste valeur la gravité de la situation et de toute part on réclamait une solution à ce problème vital

On voyait, dès lors, se constituer un mouvement puissant en vue de doter le pays d'une organisation économique plus solide et de rompre avec cet état de dictature cotonnière devenu à la longue insupportable. Différentes propositions furent suggérées et tous les milieux s'en préoccupèrent. A ce propos, M. le professeur Bresciani écrit dans un article maintes fois cité (p. 682).

« L'Egypte, pays jusqu'à maintenant essentiellement agricole, est probablement à la veille d'une transformation profonde de sa structure sociale et économique, conséquence de la pression exercée par une population continuellement croissante. Ses sages gouvernants et ses meilleurs hommes d'affaires déclarent vouloir entreprendre la reconstitution de l'économie égyptienne sur des bases plus rationnelles. Des industries nouvelles,

pour lesquelles on trouve ici des conditions favorables, se développeront dans les années futures. »

Dans ce mouvement et au milieu de ces préoccupations, le coton avait grandement sa part. Et c'est ainsi que fut chargé S. E. Abdel Wahab Pacha de présenter la nouvelle conduite à suivre vis-à-vis du coton.

La Note proposait une intensification dans la culture du coton, avec, comme corollaire, une compression dans le prix de revient. Ce faisant, l'Egypte pourrait grâce à ses cotons fins, grâce aussi à des prix avantageux — résultat de cette compression — dicter sa supériorité sur le marché mondial. Ainsi le pays obtiendrait un profit global appréciable résultant de l'augmentation considérable d'une récolte dont le prix pourrait être très peu supérieur aux frais de la production.

Pour des raisons multiples, nous n'avons pu accepter le principe de la production massive. Nous étions amené, après avoir examiné les conditions actuelles du marché et la nécessité pour le pays d'atténuer sa dépendance vis-à-vis d'une seule récolte, à opter pour une limitation dans la production cotonnière. Les bienfaits de cette limitation ne seront pas seulement de diminuer notre dépendance de l'étranger, mais aussi de pousser le pays à se consacrer à d'autres cultures et à créer de nouvelles industries.

Cependant, une limitation dans la production ne serait pas à elle seule suffisante et il faut au surplus :

1° Que la culture cotonnière se modernise, que le prix de revient dans tous ses éléments soit comprimé, que le rendement moyen par unité augmente, que le cultiva-

teur trouve facilement à assurer ses besoins financiers dans un établissement moins coûteux que les pratiques auxquelles il avait recours, que les marchés cotonniers soient régis par des règlements qui assureront l'écoulement de la récolte dans des conditions normales. Bref, c'est la rationalisation de la culture cotonnière depuis la semence jusqu'à la vente.

2° Que le principe de l'intervention gouvernementale sur le marché, afin de soutenir artificiellement, les prix, soit à tout jamais condamné.

3° Que le pays arrive le plus tôt possible à posséder une industrie cotonnière puissante. Dans le chapitre consacré à la politique cotonnière au point de vue industriel, nous avons insisté sur la nécessité d'aider — chacun dans la mesure de ses possibilités — au relèvement de cette industrie naissante. Il est hors doute que si l'Egypte arrivait à transformer une grande partie de ses cotons, elle aurait trouvé la solution radicale qui ferait disparaître plusieurs des maux dont nous souffrons actuellement.

Au cours de l'été dernier, une restriction de la culture cotonnière fut décrétée. Le Gouvernement y voit une mesure à laquelle nous étions contraints sous l'empire des conditions graves du moment. Néanmoins, cette mesure est essentiellement provisoire et prendra fin aussitôt que ces conditions anormales cesseront. C'est cette réserve que nous n'avons pu admettre.

La production en masse surtout d'une matière comme le coton où notre pays excelle est une politique extrêmement avantageuse en temps normal. Mais en temps de

crise, elle est grosse d'aléas et de dangers. C'est en escomptant les effets désastreux d'une crise pour un pays, comme l'Egypte, sans ressources variées, que nous étions obligé d'opter pour la limitation. Les crises, si fâcheuses soient-elles, comportent leur enseignement et leur leçon. C'est la leçon que la crise actuelle nous a enseignée. Si le pays s'applique à tirer profit de cette dure épreuve en cherchant à créer de nouvelles ressources et en répartissant ses efforts sur un domaine plus vaste, alors nous pouvons dire avec le proverbe : « A quelque chose, malheur est bon ».

Une fois de plus, nous répétons que la meilleure politique est celle qui tend à doter le pays d'un régime économique complexe qui lui permette de tirer parti de ses diverses ressources et de toutes les aptitudes nationales. La spécialisation réserve à une nation les pires résultats.

Notre éminent maître, M. le professeur René Maunier dit il y a plus de vingt ans, en termes excellents : « C'est une constitution économique singulièrement imparfaite que celle où prédomine presque exclusivement une seule industrie. La spécialisation bonne pour les individus, ne l'est jamais pour les nations, car elle a pour conséquence l'insécurité et l'instabilité. Que la récolte du coton vienne à manquer et c'est presque toute la richesse de l'Egypte qui disparaît. Condillac l'avait déjà dit : Un peuple pour être aussi riche qu'il peut l'être doit s'occuper de toutes les espèces des travaux, sans donner de préférence exclusive à aucun.

« C'est donc un devoir pressant pour l'Egypte que de créer de nouvelles sources de richesse, de se donner,

comme le voulait Frédéric List, une constitution économique complexe¹. »

On ne saurait préjuger de l'avenir : la politique cotonnière que nous avons préconisée peut se révéler incapable d'assurer les heureux résultats que nous en escomptons. Nous ne pourrions alors rejeter les suggestions contraires si elles doivent mieux assurer le bonheur de notre pays. C'est la seule préoccupation qui orienta et excuse cette modeste étude.

Vu le Président,
R. MAUNIER

Vu le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

1. Voir l'*Egypte Contemporaine*, n° 11, p. 369.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- ABDEL MOTAAL (Zaki). — *Les Bourses en Egypte*, Thèse, Paris, 1930.
- ARMINJON (Pierre). — *La situation économique et financière de l'Egypte*, Paris, 1911.
- GIDE (Charles). — *Cours d'Economie Politique*, Sirey, 2 vol., 10^e édition, Paris, 1930.
- GONNARD (René). — *Histoire des Doctrines économiques*, trois vol., Paris, 1927, Librairie Valois.
- HABACHI (Marc). — *L'état économique de l'Egypte sous le régime de la monoculture : le coton*, Imprimerie Misr le Caire, 1931.
- HASSAN (El Sayed). — *Essai sur une orientation nouvelle de l'économie égyptienne*, Thèse, Toulouse, 1928.
- MALACHE (Kamel). — *Etude économique et critique des instruments de circulation et des institutions de crédit en Egypte*, Thèse, Paris, 1930.
- MEDAWAR (W.). — *Etude sur la question cotonnière et l'organisation agricole en Egypte*.
- PERREAU (Camille). — *Cours d'économie politique*, 4^e édition, Paris, 1928.
- ROUX (François-Charles). — *La production du coton en Egypte*, Paris, 1908.
- TODD (John A.). — *The World's cotton crops*, in-8°, 1915, 460 pages.
- TRUCHY (Henri). — *Cours d'économie politique*, 2 vol., Paris, 1923.
- ZOHNI (Abdel Salam Bey). — *Le coton égyptien*, Thèse, Lyon, 1921.

II. REVUES

I. — *L'Egypte Contemporaine*

- DUDGEON. — *Brief Review of the cotton conditions in Egypt during the past five years* n° 74, pp. 517-532.
- JULLIEN (Léopold). L'auteur a fait publier dans cette revue plusieurs chroniques agricoles dont les plus importantes pour notre étude sont celles publiées aux numéros : 48, 55, 81, 82, 89.

LUMBROSO (J.). — *Le coton. Son influence sur la prospérité générale de l'Égypte*, n° 2, pp. 257-276.

MAUNIER (René). — *L'apprentissage*, n° 11.

MOSSERI (Victor). — *Revue sommaire des récents travaux sur le maintien et l'amélioration de la qualité des cotons égyptiens*, n° 96, pp. 393-431.

ROUSSO (J.-R.). — *L'organisation des planteurs de coton pour la défense de leurs intérêts en Amérique et en Égypte*, n° 63, pp. 111-128.

— *Chronique cotonnière*, n° 79, pp. 372-388.

— *La consommation de notre coton aux États-Unis et les moyens de l'intensifier*, nos 81, 82, pp. 49-55.

SEKALY (A.). — *Le désastre cotonnier de 1909 et ses causes*, n° 2, pp. 226-256.

TODD (J.). — *The market for égyptien cotton*, n° 5, pp. 1-18.

BRESCIANI-TURRONI (C.). — *Relations entre la récolte et le prix du coton égyptien*, n° 124, pp. 633-689.

N.-B. — Voir dans le même numéro la discussion de cette conférence précitée, pp. 690-713.

Economiste français :

LEROY BEAULIEU (P.). — *La production et la consommation du coton dans le monde* (en deux articles) 15 et 22 novembre 1913.

Revue Economique Internationale :

ROUX (Fr.-Ch.). — *La production du coton en Égypte*, 1909, pp. 303-339.

POLIER (Léon). — *La Bourse d'Alexandrie et le marché des cotons égyptiens*, 1912, pp. 437, ss.

Revue Politique et Parlementaire :

ARMINJON (P.). — *La question du coton en Égypte*, 1909, pp. 528-547.

Revue d'Economie Politique :

OUALID (W.). — *La régularisation de l'approvisionnement cotonnier, L'entente des consommateurs*, 1912, pp. 43, 75.

Revue Economique française (publiée par la Société de Géographie Commerciale de Paris), n° 1, janvier 1926 (fascicule spécialement consacré à l'Égypte) voir notamment l'article de M. Henri LORIN, *La culture et le Commerce du coton*, pp. 42-59.

Revue des Deux-Mondes :

ISAAC (Auguste), *La Soie*, t. II, mars 1931, pp. 95 et ss.

Bulletin trimestriel de l'Association Cotonnière Coloniale (les numéros ayant paru aux mois de janvier, avril, juillet et octobre 1931).

Revue de l'économie et du commerce (en langue arabe).

LIASS NOSSEIR. — *Deux conférences reproduites sur l'industrialisation de l'Égypte* (n° 4, 1931).

III. DOCUMENTS RECUEILLIS AU CONGRÈS COTONNIER INTERNATIONAL DE PARIS, 1931

DR BALLS (Lawrence) et BROWN (G.-H.). — *Ancienne et nouvelles variétés du coton égyptien.*

CREEKMORE (E.-F.). — *Des influences qui contrarient le Cours normal du prix du coton.*

GARSDIE (Alston H.). — *Causes and Remedies for the Depression of the World cotton industry.*

LAEDÉRICH (René). — *Discours à la séance inaugurale du Congrès.*

MOREAU D'ANDROY (Baron de Ed.) *La crise des industries du coton.*

PEARSE (Arno S.). — *Les causes de la crise cotonnière.*

REVERE (C.-T.). — *Des causes diverses exerçant une influence défavorable sur le prix normal du coton.*

SERRUYS (Daniel). — *Rapport sur les influences qui peuvent artificiellement affecter la tendance normale des cours du coton.*

COMPTE-RENDU DU CONGRÈS NATIONAL DU COTON ET DES
TEXTILES VÉGÉTAUX (tenu le 24 juin 1931, salle des Congrès
à l'Exposition Coloniale internationale).

COMPTE-RENDU DE LA « JOURNÉE INTERNATIONALE DU
COTON » qui s'est tenue dans la salle des Congrès à l'Exposition
Coloniale internationale le 26 juin 1931.

IV. — PUBLICATIONS OFFICIELLES

NOTE présentée à S.E. le Ministre des Finances en vue de l'adoption par le Gouvernement d'une politique cotonnière stable (en langue arabe, française et anglaise) par S.E. Ahmed Abdel Wahab Pacha, sous-secrétaire d'État aux Finances (octobre 1930).

RAPPORT de la Commission chargée d'enquêter sur les frais du coton à partir de sa récolte jusqu'à son arrivée au port de consommation (septembre 1930).

A statistical study of some of the factors affecting the price of Egyptian Cotton, par MM. Zahra et El. Darwiche), 1930.

RAPPORT présenté par S.E. Abdel Wahab Pacha à S.E. le Ministre de l'Agriculture sur les travaux du Comité international du coton égyptien et le XIV^e Congrès international du coton tenu à Barcelone en septembre 1929.

RAPPORT (en langue arabe) du « Comité » de la politique constructive agricole », décembre 1926.

RAPPORT de la Commission de 1910 chargée d'examiner les causes de la baisse du rendement en 1909 et les mesures à prendre pour relever la production.

Le COMPTE-RENDU (en langue Arabe) du Congrès International du Coton le Caire, 1927, notamment les articles et conférences suivantes :

GREICE-BEY (Alphonse). — *La distribution de la graine de coton.*

YEHYA PACHA (Amin). — *Historique commercial de l'Egypte.*

FAHMI PACHA (Ibrahim). — *Système de l'irrigation et du drainage.*

ALLEMANN (Fritz). — *Les buts pour lesquels fût constituée La General Produce Association.*

KHALATTE GALL. — *L'organisation de la Bourse Royale d'Alexandrie.*

CARVER (H.). — *Système d'achat du coton à l'intérieur du pays et l'égrenage du coton.*

HOWARTH (William). — *Les matières étrangères dans le coton, l'humidité dans le coton.*

Dans l'annexe la conférence de ARNO S. PEARSE, prononcée au Club Agricole, *Les Sociétés coopératives des agriculteurs américains.*

RAPPORTS MENSUELS du professeur TODD déposés au Bureau du coton au Ministère des Finances.

REVUE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (en langue arabe).

L'ANNUAIRE STATISTIQUE.

V. DOCUMENTS DIVERS

RAPPORT sur les travaux de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société Misr. pour la Filature et le Tissage du coton, juin, 1931.

RAPPORT DE LA SIXIÈME ANNÉE (1930-1931) de la Société Misr pour l'Égrenage du Coton.

RÉSUMÉ des points de vue du Syndicat agricole élaboré par Khabil Bey Motrann.

CHAMAS (Alfred). — Étude sur la question du coton égyptien et de son avenir », (Brochure).

JOURNAUX ÉGYPTIENS ET FRANÇAIS.

QUELQUES TERMES ET ABRÉVIATIONS

L.E.	<i>Livre égyptienne.</i>
P.T.	<i>Piastre, la livre vaut 100 piastres.</i>
MM.	<i>Millième : le piastre vaut 10 millièmes.</i>
£	<i>Livre sterling = P. T. 97.5.</i>
\$	<i>Dollar américain.</i>
Talari	<i>Terme de Bourse, dollar égyptien = 20 piastres.</i>
Cantar.	<i>44 1/2 kilos.</i>
Rotoli	<i>Mesure de poids. Le cantar est divisé en 100 rotolis ; mais le coton en graines est vendu sur la base de 315 rotolis par cantar.</i>
Ardeb.	<i>Mesure de capacité : 193 litres.</i>
Feddan	<i>4.200 mètres ou 0,42 hectares environ.</i>

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Absence d'une politique cotonnière arrêtée.	
Aperçu historique	10
Plan	19

PREMIERE PARTIE

Chapitre premier :

Les quantités que doit produire le pays	23
--	----

Section première :

La défectuosité de l'organisation économique de l'Egypte .	23
--	----

Section II :

La production du coton	30
Dans les vieilles contrées	31
Dans les colonies	34
Dans les pays qui recommencent à cultiver le coton après abandon	47

Section III :

Dépendance ou indépendance du marché cotonnier égyptien	50
Opinion du professeur Bresciani-Turoni	53
Opinion du Bureau du coton	54
Opinion de S.E. Abdel Wahab Pacha.....	56

Section IV :

Les quantités de la production	62
Pour le Sakillaridis	62
Pour le reste de la production	65

Appendice : La loi du tiers et la restriction de l'acréage cotonnier.

Ce qui disent les partisans	
Ce que disent les adversaires	71

Chapitre II :

L'intervention sur le marché	83
---	-----------

Section première :

De l'intervention en général	83
L'intervention sur le marché américain, Congrès de Paris 1931 et l'intervention	87

Section II :

L'intervention sur le marché égyptien	89
Historique de l'intervention sur le marché égyptien	98

DEUXIEME PARTIE

**LA POLITIQUE COTONNIERE
DANS SES DETAILS**

Chapitre premier :

La politique cotonnière du point de vue agricole	119
---	------------

Section première : Le prix de revient :

§ 1. Les loyers des terrains	121
§ 2. Prix des graines et des engrais	129
§ 3. Frais d'irrigation	133
§ 4. Prix du cheptel, des machines et frais d'entretien.	136
§ 5. Prix de la main-d'oeuvre	137

Section II :

§ Généralités : Les variétés de la production.	141
Les variétés	141
Les services qui s'occupent de l'amélioration des variétés	145
Les graines et les lois de l'interdiction du mélange	146
§ 2. La politique à suivre	150

Section III :

L'enseignement agricole et les coopératives agricoles	152
--	-----

Chapitre II :

La politique cotonnière au point de vue financier ou finan- cement de la récolte.....	161
--	------------

Section première :

Les moyens employés pour venir en aide aux cultiva- teurs	163
--	-----

Section II :

La Banque de Crédit agricole d'Egypte	183
---	-----

Chapitre III :

La politique cotonnière de point de vue commercial et économique	193
---	------------

Section première :

Écoulement du coton et dépenses qu'il implique	193
1. La taxe du Gouvernement.....	196
2. Egrenage et dépenses s'y rattachant	197
3. Nolis des Chemins de fer	198
4. Taxes des Conseils municipaux et locaux	200
5. Frais d'emmagasinage et d'assurance	201
6. Différentes dépenses faites à Alexandrie	204

Section II :

Brève étude du système d'achat à l'intérieur et des marchés cotonniers en Egypte	207
--	-----

Chapitre IV :

La politique cotonnière du point de vue industriel	219
Les possibilités de l'Egypte de devenir un pays industriel	219
La politique cotonnière au point de vue industriel	227

TROISIEME PARTIE

UN COUP D'OEIL SUR CE QUI FUT REALISE

§ 1. Propagande	242
§ 2. La nouvelle loi de la restriction	249

CONCLUSION.....	257
------------------------	------------

BIBLIOGRAPHIE	263
----------------------------	------------

